



L'odyssée ensablée

Le dixième Paris-Dakar, course de 12 874 kilomètres qui part de Versailles pour rallier en vingt-deux jours la capitale du Sénégal, s'achève officiellement le vendredi 22 janvier. En réalité, cette odyssée mécanique à travers les déserts de cinq pays était terminée jeudi, l'étape Nouakchott-Richard-Toll (Mauritanie) ayant été annulée après une tempête de sable.

Six cent-trois concurrents étaient au départ le 1^{er} janvier. A l'arrivée, restent trente-sept motos sur deux cent six, cent sept voitures sur trois cents quarante-neuf, trente et un camions sur cent quinze. Trois concurrents ont trouvé la mort, ainsi qu'une fillette de dix ans désemparée par une voiture, dans la traversée de Kita (Mali). Au regard d'un tel bilan, un onzième rallye est-il concevable l'an prochain ?

Imaginé par Thierry Sabine comme une aventure moderne à la poursuite de ceux dont le besoin d'émotion était assés vite pour se lancer à travers le Sahara, Paris-Dakar a été contesté depuis l'origine. Ceux qui, comme l'agronome René Dumont, se préoccupent du développement des pays du tiers-monde, estiment que la véritable aventure moderne ne consiste pas à rouler à 200 kilomètres à l'heure à travers le désert, mais à aider les populations de ces régions déshéritées à trouver les moyens de subsistance.

Pour répondre à ces critiques, le rallye a été couplé avec des opérations humanitaires : distribution de pompes, de médicaments ou de vivres. La caravane est, en dépit d'une aubaine pour les villes-dépôt, mais aussi pour les États traversés — qui taxent lourdement son passage. Cette procession folle s'en est allée pas moins des richesses d'un autre monde, sans égard pour ceux qui l'ont laissée sur le bord de la piste. C'est un train d'illusion qui, une fois passé, renvoie à leur misère les pays qu'il a traversés. Coupure de deux mondes à l'image de ces camions rétrogradés chargés d'apporter la boisson officielle de la course aux concurrents ? L'Observateur romain, quotidien du Vatican, a vu dans cette équipée hypermédiatisée « un outrage inacceptable à la dignité de l'homme ».

Le débat n'est pas seulement de nature éthique. On reproche aux organisateurs d'avoir abusivement durci la course, favorisant ainsi les grands constructeurs au détriment des « poireaux », ces citoyens ordinaires candidats à l'aventure. Tous les moyens ont été mis en œuvre pour assurer la sécurité des concurrents et des spectateurs ? Thierry Sabine reconnaît-il son enfant ? Autant de questions qui nourrissent la polémique et auxquelles ne répondent pas les autorités sportives internationales, débordées par l'événement depuis le début.

L'organisation du rallye mérite d'être aménagée. Ses règlements devraient être revus. Mais pour le reste ? Au nom de l'aventure, faudra-t-il, en fin de compte, s'habituer au Paris-Dakar comme à un mal nécessaire ?

(Lire nos informations page 10 et le point de vue de JEAN-LOUIS CALMEJANE page 2.)

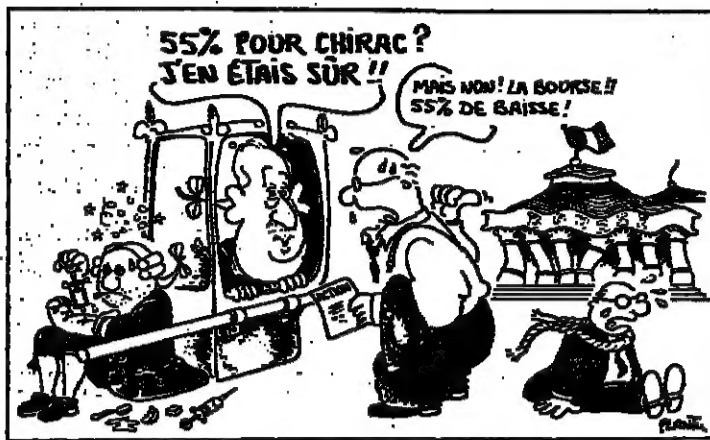
M 0147 - 01220 - 4,50 F



3790147004500 01220

Malgré les interventions des banques centrales La rechute du dollar et des marchés boursiers inquiète de plus en plus les milieux financiers

Le dollar a repris son orientation à la baisse, provoquant un retour des interventions des banques centrales, notamment au Japon. A Paris, il s'échangeait, le jeudi 21 janvier dans la matinée, à 5,59 francs. Après la chute, mercredi, de New-York (-3,3 %), les autres marchés financiers étaient en baisse. A Paris l'indice instantané était à -3,3 % jeudi à midi. Cette évolution inquiète de plus en plus les milieux financiers.



Quelle sera l'ampleur des dégâts ?

Les réponses à ces multiples questions manquent cruellement. Investisseurs et « petits porteurs » ne savent même plus qui interroger. Analystes et conseillers financiers ont perdu de leur crédibilité dans la crise. Ils n'avaient prévu ni le premier krach, ni son déclenchement à Wall Street. « La plus grave erreur que j'ai faite, regrette aujourd'hui un agent de change parisien, c'est d'avoir embouché des analystes ». A New-York, dans leurs opérations de dégraisage, les banquiers hésitent pas à tailler dans leur département de recherche. Quant aux conseillers, souvent désemparés, ils ne savent que répondre à leurs interlocuteurs.

Il est donc impossible de reconstituer l'oracle capable de répondre à toutes ces angoissantes questions. Si l'éventualité d'un nouveau krach alimente la réflexion des marchés, c'est que la plupart des causes de la crise d'octobre perdurent en 1988. En outre, la nouvelle conjoncture provoquée par l'effondrement boursier vient alimenter le brasier.

Certes, il apparaît peu probable que l'on retrouve, du moins à court terme, la combinaison des « détonateurs » — pour reprendre la métaphore d'un expert français — à l'origine de l'explosion du 19 octobre.

DOMINIQUE GALLON et ERIK IZRAELWICZ (Lire la suite page 28.)

Un article du ministre du commerce extérieur

L'Europe dans ses frontières

par Michel Noir

Le commerce extérieur de la France a été déficitaire de 31,4 milliards de francs en 1987. Ce mauvais résultat fait suite à une année 1986 qui avait été presque équilibrée (-500 millions de francs) grâce à la forte baisse des prix pétroliers. Le plus inquiétant est la disparition l'année dernière de l'excédent traditionnellement enregistré par la France dans ses échanges de produits industriels.

Dans l'article que nous publions aujourd'hui, M. Michel Noir explique pourquoi il craint que les maux de l'Amérique, durablement atteinte par l'Asie, ne soient aussi bientôt les nôtres.

La crise boursière actuelle est à la fois utile et dangereuse.

De façon paradoxale, elle est utile, car elle rétablit le lien nécessaire entre les Bourses de valeurs et la réalité des entreprises.

Elle est dangereuse, parce qu'elle provoque une grave crise de confiance dans un domaine où prédominent les comportements irrationnels et où des croissances exceptionnelles dues à la spéculation ont fait perdre le sens de la mesure.

Elle traduit surtout notre Atlantisme, l'immense problème de compétitivité que connaît l'économie américaine depuis le début des années 80, face aux pays les plus développés de l'Asie

du Sud-Est. Car autant que l'ampleur du déficit budgétaire aux États-Unis, c'est la disparition, dans ce pays, de secteurs entiers de la production des biens de consommation ou industriels qui est la vraie cause des difficultés actuelles. Celle-ci engendre des excédents commerciaux et financiers considérables dans les pays d'Asie du Sud-Est. Sait-on que l'excédent commercial de Taiwan représente, par exemple, à lui seul le quart de sa production nationale ?

Cela devrait rendre plus circonspects les dirigeants américains qui, espérant, à tort, tirer bénéfice de la guerre monétaire conduite délibérément depuis plusieurs mois.

(Lire la suite page 30.)

Grave conflit social en Grande-Bretagne

Le mouvement de grève des infirmières s'étend aux hôpitaux londoniens et écossais

PAGE 6

Le maintien de l'ordre dans les territoires occupés

Israël a mis en place un important dispositif de sécurité

PAGE 3

Lire aussi page 2 un article de Marek Halter

Les Soviétiques au Yémen du Sud

Une aide sans faille sur le plan militaire, mais mesurée en matière économique

PAGE 4

La précampagne aux États-Unis

De nouveaux ennemis pour M. Gary Hart

PAGE 6

La mort de Philippe de Rothschild

« Un vigneron poète »

PAGE 34

M. Chirac critique M. Mitterrand

Le premier ministre reproche au président de la République de garder le silence sur ses intentions

PAGE 34

Le sommaire complet se trouve en page 34.

Le Monde

DES LIVRES

Jacques Attali et l'histoire de la propriété

Il y a trois livres dans *Au propre et au figuré* d'Attali : un essai sur le sentiment de propriété, une méditation sur la fin du pouvoir et une histoire de la possession et de ses pratiques.

Chers épistoliers

Une missive de Jean Grenier et des lettres d'André Suarès dans le courrier de Jean Paulhan.

Sondage : les Français, la lecture et la télévision

Le sondage mené par la SOFRES pour le Grand Livre du mois montre que la multiplication des chaînes de télévision a détourné de la lecture ceux qui lisaient déjà le moins : les employés, les ouvriers et les agriculteurs.

Le dernier hommage à Marguerite Yourcenar

Un mois après sa mort, quelques jours après l'inhumation de ses cendres, un service funèbre a été célébré dans l'île des Monts-Déserts.

Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech

Michel Mohrt, romancier et critique.

Pages 13 à 20

La polémique autour de la correspondance Beaufret-Faurisson

Heidegger et le fil invisible

Il était une fois, quelques années après la fin de la seconde guerre mondiale, dans la khâgne d'un grand lycée parisien, « un petit rat méchant, déjà repéré comme une sorte de provocateur, défendant à l'occasion des idées nazies mais avant tout par goût de provoquer, d'émouvoir ainsi l'entel ou l'entel ».

Lorsque les choses tournaient mal pour lui, après l'une ou l'autre de ses escarmouches, le « petit rat méchant » se réfugiait dans les bras d'un « papa ». C'est ainsi que le folklore interne aux antichambres de la rue d'Ulm désignait les élèves exceptionnellement autorisés à accomplir une quatrième année de khâgne pour tenter d'entrer à l'École normale supérieure.

Sur cette khâgne régnait un professeur de philosophie fascinant et ancien d'un grand prestige, soutenu d'un grand prestige, et ardent résistant, correspondant exclusif d'un important philosophe allemand, qui ne

dédaignait pas de son côté de cultiver un goût certain du paradoxe. Le « petit rat » se nommait Robert Faurisson et le professeur Jean Beaufret.

L'histoire, rapportée par l'historien Pierre Vidal-Naquet, qui était alors élève d'hypokhâgne, peut-être tenir lieu de clef explicative des deux lettres de soutien et d'approbation envoyées trente ans plus tard au « papa » de l'histoire dite « révisionniste » — négation des chambres à gaz — par le porte-parole attitré en France du philosophe allemand Martin Heidegger (*Le Monde* des 3 et 9 janvier).

Dans ces lettres (écrites en novembre 1978 et janvier 1979) publiées par les *Annales d'histoire révisionniste*, Jean Beaufret recommandait « courage et prudence » à Robert Faurisson et indiquait : « Je crois que j'ai fait pour ma part à peu près le même chemin que vous et me suis rendu

suspect pour avoir fait état des mêmes doutes. Heureusement pour moi, ce fut oralement ». L'authenticité de ces lettres n'a été mise en doute par aucun de nos interlocuteurs, mais l'éditeur testamentaire de Jean Beaufret s'est refusé à tout contact et donc à toute recherche précise à ce sujet.

Une telle vision serait trop simple. « Ahuris », « perturbés », « incrédules », « atterrés », ou, pour quelques-uns, trop contents de voir confirmée une suspicion cultivée depuis longtemps à propos du disciple de Heidegger, tous les acteurs ou témoins de la scène intellectuelle parisienne rencontrés ou interrogés à cette occasion livrent à leur façon quelques répliques ou ressorts d'une pièce sans fin : le débat philosophique et ses à-côtés.

MICHEL KAJMAN.

(Lire la suite page 18.)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 2 DA ; Maroc, 4,50 dr.; Tunisie, 600 m.; Allemagne, 2 DM; Autriche, 18 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 10 kr.; Espagne, 165 pes.; G.-B., 60 p.; Grèce, 360 dr.; Hongrie, 80 p.; Italie, 1.700 L.; Libye, 0,400 DL; Luxembourg, 30 fr.; Norvège, 12 kr.; Pays-Bas, 2,25 fl.; Portugal, 180 esc.; Sénégal, 325 F CFA; Suède, 12,50 cr.; Suisse, 1,60 S.; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

حکومت الامم

La situation dans les territoires occupés

Questions aux dirigeants israéliens

Marek Halter s'interroge — et interroge les dirigeants israéliens — sur la politique de Jérusalem dans les territoires occupés.

VOUS êtes les représentants d'un Etat démocratique et, à ce titre, vous êtes comme les autres soumis à l'examen, assujettis à la critique. De jeunes Arabes ont été tués ces jours derniers par des soldats israéliens. C'est un fait. Mais, si j'évoque ici d'obscurs relents d'antisémitisme, c'est que j'ai pu observer une réelle jouissance chez ceux qui se croient enfin autorisés à vous comparer aux pires dirigeants politiques de l'histoire, voire à vos anciens bourreaux. Dans le climat de passion qui s'installe en Occident, et en France en particulier, chaque fois que des juifs sont acteurs d'un drame politique, ne suis-je pas, moi, inconditionnel supporter d'Israël, malvenu à vous poser des questions ?

Et pourtant, après avoir observé ma vie durant le précepte de nos communs ancêtres « Justice, justice tu poursuivras ! », au nom duquel je me suis permis d'interpeller, avec tant d'autres, tous ceux qui manquaient à ce commandement, comment pourrais-je brusquement me taire ? Par amour de Sion ? Et depuis quand la complaisance serait-elle synonyme d'amour ? Le prophète ne dit-il pas : « Pour l'amour de Sion je ne me tairai pas, et pour l'amour de Jérusalem je ne prendrai pas de repos » (1).

La violence qui règne actuellement en Israël vous bouleverse, je le sais, comme elle me bouleverse. Voir vos fils, pour lesquels vous rêvez d'un océan de paix, tuer les fils de vos voisins, cela vous désespère comme cela me désespère. Mais le désespoir ne peut tenir lieu de politique, ni pour un individu ni pour un Etat. Et pourtant, vous êtes dans une situation désespérée, je le sais. Vous représentez le seul pays issu de la décolonisation que ses voisins destinent à la destruction. Vous êtes en conflit avec un peuple dont les dirigeants, en dépit de la modération de certains de leurs discours, n'ont pas renoncé à leur charte fondamentale, qui prévoit toujours votre disparition. Mais fallait-il pour autant vous en remettre uniquement au poids des armes ?

« Justice, justice tu poursuivras ! » Oui, pendant des années, avec mes amis, j'ai tenté de promouvoir le dialogue entre Israéliens et Palestiniens (2). Certains d'entre vous en avaient accepté le principe. C'est des Palestiniens que venaient les plus grandes difficultés. Et la mort de Naïm Khatib à Bruxelles, de Saïd Ham-mami à Londres, d'Ezzeddine Karaki à Paris et, enfin, d'Issam Salawi à Lisbonne, tous assassinés par les leurs en raison de leur modération même, ne militait

par MAREK HALTER

pas en faveur d'un tel projet. Combien j'ai espéré, lors de mes voyages à Beyrouth et au Caire, rencontrer un Sadate palestinien qui, suivant l'exemple du grand dirigeant égyptien, vous dirait un jour : « Je viens ! »

Sadate n'ignorait pas en se rendant à Jérusalem qu'il risquait sa vie. Mais il s'est rendu à Jérusalem. Et pour un traité de paix avec l'Egypte, Menahem Begin, le « faucon », a, contre toute attente, restitué les territoires égyptiens conquis en 1967.

C'est vrai, je n'ai pas plus que d'autres rencontré votre interlocuteur palestinien. « C'est trop tôt », me répondait-on régulièrement. Cela dit vous n'êtes pas non plus sans reproches. Car, depuis 1967, qu'avez-vous donc proposé à ce peuple qui, à l'issue d'une guerre que vous n'avez certes pas voulue, s'est retrouvé sous votre occupation ?

Immobilisme

Je me souviens de l'inquiétude de David Ben Gourion me disant, au lendemain de la guerre de six jours : « Il faut nous débarrasser au plus vite des territoires ». David Ben Gourion n'était pas moins que vous attaché à la terre d'Israël, mais il refusait d'imposer sa loi à une population de plus d'un million d'âmes qui n'avait aucune raison de s'y soumettre. Et, en 1972, après l'échec d'une dernière tentative de dialogue que nous avons tenté d'organiser entre Moshe Dayan et l'OLP, Dayan, désespérant de tout accord négocié, envisageait-il pas le retrait unilatéral des territoires occupés après qu'Israël aurait tracé ses frontières de sécurité ?

Beaucoup d'entre vous avaient alors combattu cette idée. Constructive, libérale, l'occupation juive, d'après vous, ne serait pas rejetée. Dans un premier temps, vous sembliez avoir raison. Vous aviez tort. Aujourd'hui, les plus lucides d'entre vous cherchent une solution politique dans le cadre élargi d'une conférence internationale. Mais comment concilier les intérêts incompatibles des grandes puissances dans la région ? Et les ambitions contradictoires des pays arabes ? Et, enfin, comment allez-vous résoudre l'épineuse question de la représentation palestinienne, à laquelle vous vous heurtez, il est vrai, depuis déjà plus d'un siècle ?

Peu de temps après Camp David, j'ai assisté aux efforts du président Sadate, qui tentait en vain de persuader Arafat de constituer un gouvernement en exil et songeait à un Etat palestinien fédéré à la Jordanie, aux côtés d'Israël et en paix avec lui. Olaf Palme aussi poussait dans ce sens. Au début de ce mois encore, surpris eux-mêmes par l'ampleur des manifestations

palestiniennes en Cisjordanie et à Gaza, les dirigeants de l'OLP, réunis à Tunis, n'ont-ils pas à nouveau évoqué publiquement la création d'un gouvernement en exil ? Mais ce gouvernement n'a toujours pas vu le jour.

Je comprends votre inquiétude devant l'incapacité des dirigeants des multiples fractions de l'OLP à mettre au point une politique commune de négociation et de paix. La paix n'implique-t-elle pas communication et acceptation mutuelles ?

Qu'ai-je donc à vous reprocher ? Je vous reproche, l'immobilisme auquel vous condamnez vos rivalités. Je vous reproche de n'avoir rien entrepris après que les négociations avec l'Egypte et la Jordanie pour l'autonomie complète des territoires occupés eurent capoté. Je vous reproche enfin de n'avoir pas compris ces jeunes Palestiniens, qui, parce qu'ils sont nés sous l'occupation israélienne, savent qu'ils n'obtiendront la liberté que si, de votre côté, vous obtenez la reconnaissance et la paix. Gagner la guerre est, je le sais, essentiel à la survie d'Israël. Il lui est non moins indispensable d'obtenir la paix. Y avez-vous songé ? Vous connaissez, je le crois. Mais alors, pourquoi tant de passivité ?

Vous parviendrez sûrement à reprendre la situation en main en Cisjordanie et à Gaza ; vous en avez les moyens. Mais, dans vos cœurs, je le sais, l'inquiétude demeure. Comme Abraham, le patriarche, après ses victoires, vous vous interrogez sur le point de savoir si un juste n'a pas été tué parmi ceux qui sont morts en manifestant.

Où, mes amis, à un moment moralement difficile, de votre histoire, quand, à rebours des valeurs millénaires que nous honorons, la violence risque d'être interiorisée par vos fils, je vous demande d'être grands.

Vous me répondez peut-être, comme l'avait fait, il y a cinq ans, Menahem Begin (3), alors premier ministre de l'Etat d'Israël, qu'il est aisé d'être généreux à « Paris, Ville Lumière », où je vis. Et vous aurez raison. Il n'est pas facile de diriger un Etat qui fêtera bientôt ses quarante ans d'existence, qui sont aussi quarante ans de guerre. Mais il est encore plus difficile de diriger un Etat promis jadis par l'Eternel à son peuple, parce qu'il était le peuple de la loi.

Je ne me permets pas de vous donner de conseils. Je vous questionne, je me questionne, tout simplement.

Il y a quelques mois, contemplant Jérusalem, dont la silhouette s'imprimait dans la nuit sur les masses rocheuses de Judée, je pensais à la prophétie d'Isaï, selon laquelle une route traverserait un jour Israël, en paix avec ses voisins, et reliait l'Egypte à la Syrie.

Je sais que vous partagez ce rêve. Et qu'il ne dépend pas que de vous qu'il se réalise. Mais il dépend aussi de vous.

Ne serait-il pas temps d'en tracer le parcours ?

(1) Isai, LXII, 1.

(2) Cf. les sept numéros de la revue *Elements*, pour la paix au Proche-Orient, 1968-1970.(3) Cf. *Le Monde*, 17 août 1982.

L'aventure monnayée

Paris-Dakar victime du nouveau PAF ?

par JEAN-LOUIS CALMEJANE (*)

CE qui se passe à propos de la couverture audiovisuelle du Paris-Dakar semble être significatif de l'évolution du paysage audiovisuel français, et cela est loin d'être heureux.

Que constatons-nous ? Une organisation (TSO en l'occurrence) VEND une EXCLUSIVITE à une chaîne de télévision (la 5) pour la couverture d'une épreuve sportive : le Paris-Dakar. Là, rien de bien nouveau... (si ce n'est les enchères ont monté, mais c'est normal au regard de la nouvelle concurrence).

Ce qui est nouveau, c'est que le PARTENAIRE EXCLUSIF de TSO interdit, dans un premier temps (1), à toute autre télévision de couvrir l'événement, ne serait-ce qu'avec une équipe légère. Jamais au cours des neuf dernières éditions du « Dakar » cela n'était arrivé.

A partir de cette constatation, et d'un point de vue purement journalistique, il me semble qu'il est désormais d'un événement que nous ne pouvons pas vérifier, n'ayant pas d'équipe, ni même d'envoyé spécial ou de correspondant sur place.

Dangereuse exclusivité

Certes, la 5 n'interdit pas (au contraire, elle « offre » moyennant 3 000 francs la minute...) l'utilisation de ses propres images.

Mais quand on sait que l'organisateur TSO et la chaîne de télévision incriminée travaillent ensemble contractuellement pour la couverture de la course, on peut se poser des questions quant à la sélection des images envoyées par la 5 à Paris, via le satellite. Le risque dans ce cas est de donner volontairement tout fait ou événement susceptible de ternir l'image de marque du rallye, sachant qu'il n'y a pas d'autres « preuves » filmées.

On nous rétorque alors souvent qu'il va falloir se faire à cette nouvelle donne du paysage audiovisuel français : exclusivité des événements sportifs importants comme Flushing Meadow, Roland-Garros ou tel match de football ou de rugby.

C'est sûr, il va falloir s'y faire, et ce n'est pas forcément toujours l'idéal. Mais en ce qui concerne le Paris-Dakar, c'est peut-être l'exception qui confirme la règle, tant l'événement sportif est différent des autres.

L'épreuve dure près d'un mois et s'étale sur plus de 15 000 kilomètres, un match de football dure quatre-vingt-dix minutes et se concentre sur un stade... La couverture filmée est donc différente et ne supporte pas une exclusivité absolue trop susceptible de partialité, pour ne pas dire de malhonnêteté.

Thierry Sabine l'avait bien compris. En 1985, par exemple, comme pour les années précédentes, il avait donné la PRIORITE à la première chaîne, selon un partenariat bien établi qui prévoyait la possibilité pour les autres chaînes concurrentes (A 2 et FR 3 à l'époque) d'être présentes sur place, avec, il est vrai, beaucoup moins de moyens, mais présentes tout de même.

Tout le monde s'y retrouvait : journalistes, organisateurs, télévisions, sponsors et... téléspectateurs. L'année suivante, il accordait contractuellement pour trois ans la PRIORITE (et non l'exclusivité) à Antenne 2, qui, pour la première fois, proposait des moyens de direct sur place à n'importe quel endroit de la course, sans pour autant interdire à TF 1 d'être présente.

La mort de Thierry Sabine allait marquer le début d'un chan-

(*) Journaliste au service des sports d'A2.

L'art à prix d'or

L'oreille coupée

par JEAN-MARIE LHOTE (*)

AN GOUGH tient la vedette dans les ventes de tableaux dits « modernes ». On se souvient des fameux *Tournaiois*, et chaque semaine voit des enchères comptées en millions de centimes pour des Modigliani, Monet, Degas and Co.

Ce qui s'interrompt sur la signification de ces transactions astronomiques, peut-être est-il opportun de rappeler qu'autrefois les reliques des saints firent l'objet de trafics tout aussi fabuleux. Au milieu du XIX^e siècle, une des plus célèbres ventes de tous les temps — c'est le cas de le dire — concerne la couronne d'épines, supposée être celle du Christ. Nicole Hermann-Mascard, dans son ouvrage *Les Reliques des saints*, publié en 1976 aux éditions Klincksieck, précise que l'échange entre le propriétaire, l'empereur Baudouin, et l'armateur, saint Louis, porta sur 21 000 livres d'argent fin. Nous laissons aux spécialistes le soin de convertir cette somme dans notre monnaie : il suffit de savoir que c'était vraiment beaucoup.

Le même Baudouin concéda à Eudes de Crocans un bras de saint Jean-Baptiste pour 5 000 hyperbères d'or. Quant au « chef » du même Baptiste, trésor de la cathédrale d'Amiens, il provient du pillage de Constantinople ; ce fut moins coûteux. Les intéressés ne faisaient que suivre des exemples illustres depuis les débuts de ce commerce, généralisé au XVIII^e siècle.

Les transactions s'effectuèrent dans une nef hypocauste, où deux comme les « remerciements » versés de nos jours lors des échanges d'organes. Un spécialiste, J. Guénaud, utilise à cet égard une formule charmante : « Le vendeur donnait gratuitement des reliques à des acheteurs qui leur remettaient gratuitement de l'argent ».

Reconnaissons que le trafic des reliques était clandestin alors que celui de nos œuvres d'art est formellement déclaré, mais l'essentiel est identique : c'est que ce qui est en cause n'est pas un objet mais une croyance. Croyance en la vertu et la valeur des reliques, croyance en la valeur et la vertu des œuvres d'art. Depuis toujours et partout les hommes se forment des totems protecteurs, épinglent sur leurs têtes des images sacrées.

(*) Directeur de la Maison de la culture d'Amiens.

gement dans la couverture audiovisuelle du Paris-Dakar. Le contrat avec Antenne 2 était dénoncé pour des raisons obscures, par le père de Thierry... et déjà la 5 était sur le coup.

En 1987, année charnière, c'est TF 1 qui finalement reprenait le flambeau. Antenne 2 était présente sur la course avec une équipe pour expédier des reportages plus « magazines », moins axés sur l'actualité. L'année 1988 marque un changement peut-être irréversible, de toute façon regrettable.

Mal joué le 5, mal joué TSO ! S'ils avaient en effet laissé une équipe de chaque chaîne couvrir la course, nul doute que ces chaînes (A2, certainement) n'auraient acheté régulièrement quelques minutes de leurs images pour assurer l'actualité. Ces images auraient été complétées par des reportages magazines faits par l'équipe sur place. Une fois de plus, tout le monde y aurait trouvé son compte. Au contraire de cela, je suis désolé de constater que, du coup, on traite le Paris-Dakar comme un fait divers, en fonction du nombre des accidents ou des victimes. La vision « parisienne » revient au triple galop, d'autant plus qu'il n'y a pas d'équipe sur le terrain.

Le Paris-Dakar était, il me semble, pour l'avoir « couvert » deux fois, une belle aventure des temps modernes, mêlant de purs amateurs à des professionnels, ce qui faisait son charme. Cette aventure risque de disparaître faute de souplesse dans sa nouvelle organisation.

(1) Ce n'est qu'à huit jours du départ de Rallye que la 5 s'est ravisée (sans doute sous la pression des sponsors). Il était facile à ce moment-là d'accepter la présence d'équipes de télévision concurrentes, quand on sait qu'il faut au moins deux mois pour préparer le matériel nécessaire à la couverture d'une telle épreuve.

Hier Ragonard, la RAC. Aujourd'hui Zbarbari. Demain Degas.

Vous courez les grandes expositions, mais avez-vous lu :

JACQUES GAGLIARDI

'Les trains de Monet ne conduisent qu'en banlieue'

COLLECTION « PERSPECTIVES CRITIQUES »
PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
232 PAGES - 145 F

« Un essai vif, décapant les idées reçues des Bourgeois et Proust de l'art, un livre pour vous aider à faire votre marché de regard, en prenant votre temps dans la rue vers l'art ».

PIERRE DAIK

« Un livre fascinant, plein d'observations stimulantes et, à la différence de tant de livres sur l'art, fondé sur l'amour et une vaste connaissance de l'art ».

DENYS SUTTON

« Voilà donc l'ouvrage de réflexion et de passion dont il faut vous munir si vous vous rendez aux Offices ou à la National Gallery. Il faut le méditer lorsque vous rentrez du Louvre, d'Orsay ou de Beaubourg (L) il y a du La Rochefoucauld chez cet homme-là, et on s'ennuie beaucoup ».

HENRI MERCIER

« La savoureuse promenade dans le monde de la peinture d'un authentique connaisseur ».

MICHEL MARIN

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONOPAR 850 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous les articles
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57437
ISSN : 0395-2037

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969),
Jacques Fauré (1969-1982),
André Laurens (1982-1985)

Date de la société :
cinq ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »

Société anonyme
des lecteurs du Monde.

Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Worms

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Correspondant en chef :
Claude Sèze

ABONNEMENTS

BP 587 89

75442 PARIS CEDEX 89

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 922 F 2 536 F

ÉTRANGER (par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

FAYS-RAS

399 F 762 F 1 090 F 1 390 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarifs sur demande.

Changements d'adresse : difficultés ou pro-
visaires : nos abonnés sont invités à for-
mer leur demande deux semaines avant leur
départ. Joindre la dernière bande d'envoi à
toute correspondance.Veuillez avoir l'obligeance d'insérer
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composant 36-15 - Type LEMONNE

Le Monde

PUBLICITE

5 rue de Valenciennes, 75007 Paris

Tél. : (1) 45-25-51-52 et 45-25-91-71

Téléc. MONOPAR 206 136 F

ABONNEMENTS

PAR MINITEL

36-15 - Type LEMONNE

code d'accès ABO

365 jours par an, 24 heures sur 24

Proche-Orient

LIBAN

La « guerre des camps » entre chiites et Palestiniens a pris fin

BEYROUTH
de notre correspondant

Les émeutes de Cisjordanie et de Gaza ont eu pour conséquence positive de régler la guerre chiite-palestinienne des camps, du moins à Beyrouth. Ce qu'il adviendra à long terme de la solution de ce conflit vieux de près de trois ans — guerre dans la guerre du Liban — est une autre affaire. Pour le moment, sur initiative unilatérale de M. Nabih Berri, chef d'Amal, prise en compte au soulèvement des Palestiniens des territoires, la milice chiite a délogé les abords des deux camps palestiniens de Beyrouth-Ouest : Sabra-Chatila et Borj-Barajneh. La 6^e brigade (chiite) de l'armée libanaise, qui épaulait Amal, a fait de même. Les troupes syriennes, qui contrôlaient déjà le secteur musulman de la capitale libanaise depuis février 1987, se sont déployées sur les dix-sept positions ainsi évacuées.

Le siège des deux camps palestiniens, qui durait depuis mai 1985, se trouve donc en principe levé, l'armée syrienne ayant annoncé qu'elle traiterait les camps de la même façon que le reste des zones nationales (c'est-à-dire les secteurs

du territoire libanais sous son contrôle), car la sécurité des camps fait partie intégrante de la sécurité des zones nationales.

Si toute la population des camps se trouve soulagée, sur le plan politique ce sont les groupes palestiniens pré-syriens qui devraient être avantagés au détriment du Fath et des arabistes en général. Mais M. Arafat a su, jusqu'ici, malgré son éviction physique du Liban, rétablir une position privilégiée dans les camps palestiniens, de Beyrouth et de Sud principal.

Le camp de Rachidiyeh, à Tyr, est englobé dans l'initiative de M. Berri, mais l'on n'y est pas encore passé à l'action. Son siège n'a donc pas été levé, l'armée syrienne n'étant pas à Tyr, ville trop proche d'Israël. Les camps de Saida, en revanche, ne sont pas concernés. Et c'est là que la situation est la plus épineuse.

M. Berri, qui a judicieusement saisi l'occasion de se déloger du boudoir de la « guerre des camps », en retire un bénéfice politique sans pour autant laisser les Palestiniens hors contrôle, puisque l'armée syrienne a pris le relais.

LUCIEN GEORGE.

La tension dans le Golfe

Des relèves de navires français n'entraîneront aucun allègement du dispositif

Plusieurs relèves de navires de guerre français dans le Golfe sont prévues, sans pour autant qu'il s'agisse d'alléger le dispositif naval présent, depuis août dernier, de part et d'autre du détroit d'Ormuz. En particulier, le groupe d'escadron autour du porte-avions *Clemenceau* continuera de croiser en mer d'Arabie et un chasseur de mines fera des démonstrations, à des fins de prospection commerciale, à destination de pays du Golfe dont les marines souhaitent s'équiper de cette classe de bateau.

Ainsi, l'escadron d'escadron *Dupleix-Thouars*, la corvette *Dupleix*, l'avisos-escorteur *Victor-Schlegel*, les chasseurs de mines *Orion* et *Garigliano*, seront respectivement remplacés sur la zone par le *Du Chayla*, le *Montcalm*, le *Drogow*, l'*Andromède* et le *Cantho*. Il s'agit d'une simple relève, c'est-à-dire que les navires sont remplacés nombre par nombre et que les parlants restent en France. Le *Clemenceau* reste sur place dans l'immédiat, avec la frégate lance-missiles *Suffren* à ses côtés.

La France reconstruit donc son groupe de chasseurs de mines, qui, avec les *Orion*, *Garigliano* et *Vinh-Long*, ont réussi, depuis plusieurs mois, à neutraliser dix mines au total dans le chenal de Khor-Fatan. L'*Orion* était resté dans le Golfe, tandis que, depuis un mois, le *Garigliano* et le *Vinh-Long* étaient en attente à Djibouti. Désormais, le groupe sera constitué, autour de son bâtiment-base, la *Loire*, des chasseurs de mines *Andromède*, *Cantho* et *Vinh-Long*. C'est l'*Andromède*, en service depuis 1984, qui sera chargé des démonstrations au profit de marines des Emirats arabes riverains du Golfe désireuses d'acquiescer des chasseurs-dragueurs de mines.

● L'Irak annonce un raid contre l'île irakienne de Lavan. — L'aviation irakienne a lancé, mercredi 20 janvier, un raid contre l'île irakienne de Lavan, à plus de 800 kilomètres des frontières irakienno-iraniennes. Selon la radio de Bagdad, citant un communiqué de l'état-major, les avions irakiens ont « détruit et mis le feu » aux installations pétrolières de l'île, avant de regagner leur base sans dommage. Il s'agit du premier raid irakien annoncé par Bagdad contre un objectif pétrolier en territoire iranien depuis une douzaine de jours. — (AFP.)

● Décès du journaliste égyptien Galal Eddine el-Hamamsi. — Galal Eddine el-Hamamsi, un des plus grands journalistes égyptiens de tradition libérale, est décédé le mercredi 20 janvier au Caire, à l'âge de soixante-quinze ans, à la suite d'une attaque cardiaque. Ardent défenseur de la démocratie pluraliste et de la liberté de la presse, el-Hamamsi a eu souvent maille à partir avec le pouvoir, notamment sous les présidents Nasser et Sadate. C'est à lui, cependant, que Nasser confia le projet de création de la première agence de presse égyptienne, la Middle East News Agency (MENA), dont il fut en 1959 le premier président-directeur général. Nommé en 1959 rédacteur en chef du quotidien *al-Ahram*, il fut écarté par Nasser de la rédaction de ce journal dans les années 60. En dépit d'une vieille amitié avec Sadate, il ne tarda pas à se brouiller avec lui et maintint jusqu'à sa mort une attitude d'opposant « modéré » exposant toujours une plus grande libéralisation du régime, thème de sa chronique quotidienne « Fumée ». — (AFP.)

De leur côté, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et la Belgique, qui ont délégué sur place des bâtiments anti-mines, envisageraient, dans les trois mois, de réduire de moitié leur flotte présente dans le Golfe et de créer un commandement unique de leurs différents unités sur place. La France et l'Italie ne s'associeraient pas à cette initiative.

Le nouveau « patron » des forces navales françaises de l'océan Indien, le contre-amiral Guy Labouerie, a expliqué que ses navires de guerre apporteraient, sans restriction de pavillon, leur assistance aux bateaux marchands, qui étaient attaqués et qui demandaient des secours. Ainsi, la corvette *Dupleix* est venue en aide, samedi 16 janvier, à l'équipage d'un pétrolier libérien pris sous le feu de vedettes irakiennes. Il s'agit, a-t-il précisé, d'une « mission humanitaire ». « Nous n'hésiterions pas à riposter en cas d'attaque contre un navire marchand français », a-t-il ajouté.

A TRAVERS LE MONDE

Comores

Amnesty International accuse des mercenaires français d'avoir torturé des opposants

Londres. — Amnesty International a demandé, le mercredi 20 janvier, l'ouverture d'une enquête sur les tortures et arrestations consécutives à l'annonce par le gouvernement des Comores d'une tentative de coup d'Etat, le 30 novembre 1987.

Selon l'organisation de défense des droits de l'homme, plusieurs opposants au régime du président Ahmed Abdallah sont morts récemment sous la torture lors d'interrogatoires. Parmi eux, Ali Ngaya, vingt ans, Ali Waditi, dix-neuf ans, et Ali Boina, vingt-deux ans, dont les cadavres mutilés ont été renvoyés à leurs familles. Par ailleurs, plus de quarante personnes, arrêtées après le 30 novembre dernier, sont tenues depuis dans l'isolement le plus complet, sans inculpation ni jugement, précise Amnesty.

Ces interrogatoires et ces arrestations ont été effectués par des mercenaires français commandés par le colonel « Boba » Desard et le major Marques, tous deux chargés de superviser la garde présidentielle comorienne, ajoute Amnesty. — (AFP.)

Turquie

Le secrétaire général du PC victime d'un malaise cardiaque en prison

Le secrétaire général du Parti communiste turc (PCT, clandestin), M. Haydar Kutlu, inculpé depuis novembre dernier, a été victime d'un malaise cardiaque, le mardi 19 janvier, et hospitalisé. Selon la presse turque, il a été reconduit quelques heures plus tard à la prison civile d'Ankara, où il est détenu avec le

Le nouveau siège du comité central du Parti socialiste yéménite (PSY) — un don des pays de l'Est — a été construit dans le plus pur style architectural soviétique. Sur le fronton, tout blanc comme le reste de l'édifice, trois figures féminines forment une chaîne de leurs bras tendus, symbolisant la solidarité prolétarienne. Au fond de l'immense cour intérieure du bâtiment en forme d'U, le principal hall d'entrée, décoré des bustes de Marx, Engels et Lénine, situe tout de go le PSY dans la famille des partis communistes orthodoxes. Apparemment soucieux de ne pas effaroucher leurs voisins arabes, les dirigeants sud-yéménites ne se réclament pourtant jamais du marxisme-léninisme et préfèrent se dire adeptes du socialisme scientifique.

Les grands principes du marxisme-léninisme sont enseignés, à deux pas du siège du comité central, dans l'immense bâtiment, tout aussi blanc, qui abrite l'Institut du socialisme scientifique. Créée en 1972, cette université unique en son genre dans le monde arabe, dispense aux Yéménites les rudiments de l'idéologie communiste sous la direction d'une équipe de professeurs surtout composée d'Allemands de l'Est et de Soviétiques, auxquels se sont joints depuis un certain temps des Sud-Yéménites.

Coincidence ou nécessité logique, cet ensemble politico-pédagogique se trouve à une centaine de mètres à peine du complexe de l'ambassade soviétique : une dizaine de bâtiments à l'aspect paisible et provincial, peints en vert et blanc et hérissés d'une forêt d'antennes. Tout alentour, d'autres résidences tranquilles abritent une partie des Soviétiques qui, sous diverses casquettes, travaillent à Aden. Combien sont-ils au Yémen du Sud ? Aucun chiffre précis n'est disponible. Les estimations varient entre quatre mille et dix mille, tout compris : personnel diplomatique, experts militaires, techniciens civils et leurs familles. Les kreninologues d'Aden, plus ou moins bien renseignés, pensent que le chiffre de six mille est assez proche de la réalité.

Mais pour le commun des mortels, il n'est beaucoup plus nombreux, car « on les voit partout ». A Isoua, à une cinquantaine de kilomètres au nord d'Aden, sept cents

URSS

Le KGB d'Odessa sur la sellette

Moscou. — La Pravda a dévoilé, le mercredi 20 janvier, un nouveau scandale en citant un rapport officiel qui accuse des agents du KGB, des policiers et des juges d'Ukraine d'avoir réduit un policier trop zélé au silence en l'emprisonnant. Le quotidien indique que la conspiration contre A.V. Maïkhech, chef de la brigade d'Odessa chargée de réprimer les voix de propriété d'Etat, s'est étendue jusqu'au ministère de l'intérieur et aux services du procureur général, à Moscou.

Le rapport cité précise que la plupart des responsables impliqués dans l'affaire ont été démis de leurs fonctions et vont faire l'objet de poursuites. Parmi les fonctionnaires impliqués figurent notamment le chef du KGB à Odessa, A.G. Dov-zhenko. Le numéro un régional du PC à Odessa, Anatoly Nochevnikov, également membre du comité central du parti, n'a d'autre part fait l'objet d'un sévère avertissement.

Les extraits du rapport publiés indiquent que le KGB s'est rendu coupable de grossières violations des règles sur la détention de personnes faisant l'objet d'une enquête et sur la façon de se comporter avec elles. — (Reuters.)

YÉMEN DU SUD : sécurité et reconstruction

L'assistance soviétique est sans faille sur le plan militaire et mesurée en matière économique

d'entre eux, installés avec leur famille dans le village voisin, participent depuis 1982 à la construction de la plus importante centrale électrique du pays. Les travaux, qui n'en finissent plus, sont l'objet de fréquents quolibets alimentant une sourde campagne antisoviétique. En fin de semaine, les soirées de kat (1) délient parfois les langues. On entend alors souvent des propos peu amènes à l'égard des Soviétiques, qualifiés de « nouveaux colonisateurs ».

Ces derniers ont apparemment des consignes très strictes de ne pas se mêler à la population. Ils ne se déplacent en général qu'en groupe dans des autobus oranges spécialement mis à leur disposition. Les bus-
tiquiers de Steam Point, un quar-

sent en privé que ceux du Sud sur-
passent de loin leurs homologues du Nord dans l'art de la guerre et qu'ils ont réussi à surmonter en deux ans le lourd handicap de la guerre civile.

Le rôle des militaires

L'armée d'Aden a, en outre, l'avantage d'être hautement politisée et motivée. Un militaire sur trois est membre du parti. Cette proportion est plus élevée s'agissant des officiers. Ce sont pour la plupart de jeunes cadres du parti formés dans les pays de l'Est, après avoir été recrutés au sein de l'ACHID (Union de la jeunesse démocratique du Yémen), la seule organisation de masse demeurée à l'écart des quo-

la « politique politicienne » et à s'atteler à la tâche prioritaire de la reconstruction afin de garantir l'« autosuffisance du pays ».

La chande recommandation de M. Kadyrov, interprétée comme une mise en garde sans équivoque, n'est pas apparemment dépourvue de préoccupations égoïstes. Le Yémen du Sud a coté et coté encore cher à contribuer soviétique (en 1985, le total de la dette envers l'URSS se montait à plus de 550 millions de dollars). Les dégâts infligés à l'économie du pays à la suite des événements de janvier 1986 — estimés à plus de 140 millions de dollars — ont dû certainement grever lourdement les finances de Moscou, contraint de faire preuve d'« internationalisme prolétarien ».

Mais trop, c'est trop, et un certain esprit carriériste est en train de se développer chez les Soviétiques. Ceux-ci répètent à leurs interlocuteurs qu'il est grand temps que les Yéménites prennent en main leur propre sort. Invokant le sacro-saint principe de « la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays frères », ils soulignent que « c'est aux Yéménites eux-mêmes de trouver la clé de leurs problèmes économiques ».

L'aide étrangère, ajoutent-ils, ne doit plus être indispensable. A bon entendeur, salut. En attendant le jour où le Yémen du Sud atteindra son autosuffisance, ils se déclarent toutefois prêts à poursuivre, toujours au nom de « l'internationalisme prolétarien », leur assistance économique et financière.

Les délégations en tout genre se succèdent à une cadence de plus en plus accélérée à Aden, pour qu'un effort particulier a été consenti afin de hâter la mise en route de plusieurs projets économiques. Mais il ne faut pas s'attendre à des miracles : il s'y aura pas de plan Marshall soviétique. Le mot d'ordre en vogue ressemble à s'y méprendre au vieux adage « Aide-toi, et le ciel t'aidera », mais dans la mesure du possible, les Soviétiques ayant, de par le monde, d'autres obligations et affrontant, soulignent-ils, le « glasnost » oblige, — leurs propres problèmes économiques.

La panacée pétrolière

L'URSS avait pris, il y a un an, la « décision politique » de tout mettre en œuvre afin de faciliter la découverte de pétrole. Elle semble avoir tenu sa promesse. Trois gisements de pétrole « de bonne qualité » ont été trouvés à Chabwa, près de la frontière avec le Yémen du Nord, à proximité des champs de Mareb découverts au nord en 1984, par l'acompanie américaine Hunt.

D'après les premières estimations, les réserves atteindraient 1 milliard de barils, mais les techniciens russes ont, jusqu'à présent, refusé par prudence de confirmer ce chiffre, précisant que les forages en activité n'étaient que des puits de recherche et non de production. Il faudra probablement attendre le début de 1990 pour pouvoir commercialiser l'or noir.

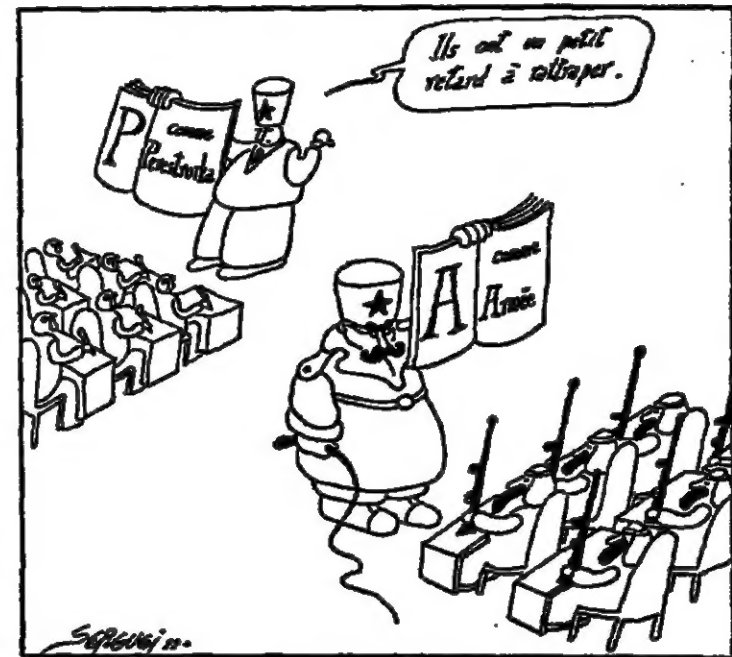
L'annonce de cette découverte, accueillie à Aden comme une panacée, a ravivé les relations entre les deux Yéménites. Les deux pays frères se sont trouvés récemment au seuil d'un nouveau conflit armé, les nordistes estimant que la frontière dans cette région n'était pas tracée d'une manière définitive et réclamant pour Hunt le droit d'y prospecter.

Des négociations sont actuellement en cours pour tenter de régler ce litige qui s'ajoute à un contentieux déjà lourd. Mais, de part et d'autre, des mesures militaires ont été prises. Au début de novembre, le Sud a dépeché sur les lieux des renforts de blindés. Une fois de plus, on compte, ici et là, sur les Soviétiques, qui ont leur mot à dire dans les deux capitales, pour éviter un affrontement armé.

Les grands problèmes du développement économique du Yémen du Sud semblent pour l'instant avoir été relégués au second plan les préoccupations doctrinales qui furent en partie à l'origine des crises et règlement de compte plus ou moins violentes ayant entraîné les vingt années d'existence de cette république. Toutefois, les divergences politiques et idéologiques, les rivalités et les ambitions personnelles, qui subsistent à l'état latent, pourraient compromettre le nouveau réalisme à l'honneur depuis deux ans à Aden.

JEAN GUYERAS.

(1) Plume que les Yéménites aiment à saupoudrer au gain de stimulant.



tier proche du port, qui faisaient des affaires d'or avec les marins britanniques il y a une vingtaine d'années, ont rebaptisé de noms russes leurs échoppes remplies de gadgets électroniques démodés. Mais ils se plaignent des mauvaises affaires qu'ils font avec les marins et touristes soviétiques, lesquels, déplorent-ils, « ne dépensent pas beaucoup ».

Le manque de contacts des Soviétiques avec les Yéménites à tous les niveaux explique en partie, semble-t-il, qu'ils n'aient pu prévoir les événements dramatiques de janvier 1986. Certes, ils savaient que quelque chose se tramait. Mais ils ne s'étaient jamais imaginés que la crise pourrait prendre une tournure aussi sanglante. Aussi s'efforcent-ils maintenant de resserrer leurs rapports politiques avec les dirigeants d'Aden, sans trop se faire d'illusions quant à leur influence sur le cours des événements, qui demeure, selon eux, aléatoire.

Toutes les tentatives qu'ils ont déployées récemment en vue d'introduire un soupçon de « glasnost » et de perestroïka dans la vie politique d'Aden se sont révélées infructueuses. Nous ne pouvons dans ce domaine, répètent-ils avec résignation, que constater l'inconditionnel « prodigier des conseils dans l'espoir qu'ils seront entendus ». Ainsi ont-ils tour à tour, mais en vain, conseillé aux dirigeants d'Aden de se réconcilier avec l'ancien président Ali Nasser, de suspendre ou de modifier le cours des procès politiques de ses anciens partisans et, comme de parodons, de se montrer moins « doctrinaires » dans leurs décisions quotidiennes.

En réalité, le seul domaine où la coopération est sans faille est celui de l'aide militaire, que l'URSS fournit apparemment sans compter. Les grandes manœuvres qui ont eu lieu récemment dans le désert, près d'Aden, ont montré, selon l'avis des experts militaires, que non seulement les Russes avaient combié les pertes en matériel de l'armée, mais que celle-ci avait, en outre, été dotée d'équipements modernes et perfectionnés aussi variés qu'abondants.

Apparemment, il n'existe aucun problème entre les militaires sud-yéménites et leurs conseillers soviétiques, qui, nombreux sur le champ de manœuvres, n'arrivaient pas à dissimuler leur satisfaction devant les « promesses » de leurs élèves, selon eux « très doués ». Tout semble par ailleurs indiquer que ces manœuvres, qui se sont déroulées en présence d'une importante délégation politico-militaire nord-yéménite, avaient la valeur d'un « message » adressé au Yémen du Nord, dont l'armée s'est récemment montrée quelque peu belliqueuse à la frontière.

A ce propos, les experts russes qui conseillent et entraînent également les militaires de Sanaa, reconnaissent

relles de factions et qui constitue le vivier d'où le parti et l'armée tirent leurs plus fidèles serviteurs.

Affirmer, comme certains le font, que les Soviétiques ne verraient pas d'un mauvais œil une prise de pouvoir par les militaires, qui mettrait une fois pour toutes fin aux querelles de clans, serait cependant aller vite en besogne. Ceux qui avancent cette possibilité font valoir que l'armée est la seule organisation disciplinée du pays, qu'elle ne comporte pas, du moins pour l'instant, de tendances rivales, et qu'elle pourrait facilement imposer un « ordre » que le parti divisé est incapable d'assurer.

Selon ces mêmes sources, Moscou souhaite, dans ce but, la promotion politique de l'homme fort — de l'armée, le colonel Haitham Qassem Taber, vice-ministre de la défense et chef d'état-major. Il s'était illustré en janvier 1986 à la tête du corps des blindés qui, partis de la caserne Salah-Dine, avaient fait pencher le sort de la bataille en faveur d'Abdel Fattah Ismail. Le colonel Haitham est depuis février 1986 membre titulaire du comité central, et il vient d'être promu membre suppléant du bureau politique et ministre de la défense.

L'éventualité d'une prise de pouvoir par le colonel Haitham serait, toujours selon ses sources, d'autant plus acceptable par les Soviétiques qu'il fait partie du clan des « faibles », dont l'attachement à l'URSS demeure inconditionnel. C'est là où pèche le raisonnement de ceux qui estiment qu'un coup bonapartiste est possible à Aden : pourquoi, en effet, s'emparer d'un pouvoir que l'on contrôle pratiquement déjà ? Le recours à l'armée serait plutôt l'ultime solution envisagée en cas où la lutte pour le pouvoir prendrait la forme d'un affrontement susceptible de mettre en danger l'existence du régime.

Priorité au développement

On n'en est pas là, et les militaires épaulés par les Soviétiques veillent à ce qu'un tel affrontement ne se reproduise plus. Pour l'instant, les Soviétiques répètent à qui veut les entendre — par le truchement des diplomates des pays de l'Est en poste à Aden — que « la place des militaires est dans les casernes et nulle part ailleurs », que « leur rôle devrait se limiter à la défense des frontières du pays » et « qu'en fin de compte un seul Jaruzelski suffit ».

Moscou estime qu'une fois la sécurité des frontières garantie, la priorité devrait être d'assurer l'indépendance économique du pays. M. Kadyrov, chef de la mission économique soviétique à Aden, a créé une certaine sensation, en octobre, en invitant, lors d'une conférence de presse, les Yéménites à en finir avec

France Sib...
d'un genre...

MOULIN
AVENT
le moulinier

Berger-Lavarett

OLDES

Rémy

24

RAYMONDE LES
soldes

Asie

La négociation en vue d'un règlement du conflit cambodgien

Le prince Sihanouk propose à M. Hun Sen la formation d'un gouvernement sans les Khmers rouges

Le prince Sihanouk et M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, ont une deuxième et dernière journée d'entretiens, le jeudi 21 janvier, au pavillon Henri-IV de Saint-Germain-en-Laye. Ils ont projeté de se retrouver en avril en Corée du Nord. Sur proposition du prince Sihanouk, d'autres sessions sont prévues, plus tard, en France puis en Inde.

Qui débarrassera le Cambodge des Khmers rouges ? Equipés par la Chine, les responsables du génocide disposent encore d'une force de guérilla de quelque trente mille hommes qui fait moins parler d'elle parce qu'elle ne fait pas le poids face à une centaine de milliers de Vietnamiens et, aussi, parce qu'elle consacre davantage d'énergie — depuis l'ouverture d'un dialogue entre le prince et Phnom-Penh — à un travail de pénétration politique qu'à montrer des embuscades.

En huit ans, l'armée vietnamienne n'est pas parvenue à les éliminer. Et il n'y a pas de raison qu'elle y arrive d'ici à 1990, date à laquelle Hanoi s'est engagé à retirer toutes ses troupes du Cambodge. Qui plus est, en cas de retrait unilatéral vietnamien sans contrepartie, les Khmers rouges ne feraient sans doute qu'une bouchée de l'armée de Phnom-Penh.

M. Hun Sen en a pratiquement fait l'aveu, mercredi, au cours de sa première journée de travail avec le prince Sihanouk, en lançant l'établissement d'un calendrier de retrait vietnamien à « l'élimination des Khmers rouges en tant que force

militaire », si l'on en croit le prince Ranariddh, porte-parole et fils de Norodom Sihanouk.

« Hun Sen a même demandé à mon père d'éliminer les Khmers rouges. Comment voulez-vous que le prince Sihanouk réussisse là où 140 000 Vietnamiens ont échoué ? C'est ce que lui a répondu mon père », a ajouté le prince Ranariddh. Autrement dit, au cours de discussions serrées et qui d'annoncent l'ouverture d'un dialogue entre le prince et Phnom-Penh, à un travail de pénétration politique qu'à montrer des embuscades.

Un nouveau don

M. Hun Sen n'a donc, mercredi, avancé aucune offre nouvelle. Il a proposé, après l'intervention d'un règlement politique, un retrait vietnamien étalé sur trente mois, ce qui correspond pratiquement, puisqu'on est déjà en janvier 1988, au calendrier promis par les Vietnamiens depuis plusieurs années. Il a réclamé la formation d'un gouvernement de coalition après la tenue d'élections dans le cadre de la « République démocratique » du Cambodge, le régime actuel de Phnom-Penh.

Le prince Sihanouk, toujours selon son fils, lui a répondu qu'il continuait d'exiger le « démantèlement » de cette République démocratique et qu'il tenait à la formation d'un « gouvernement d'union nationale » avant la tenue d'élections. Il a été « catégorique » sur deux points, a insisté le prince Ran-

ridh. Mais c'est à ce stade de la conversation que Norodom Sihanouk a avancé un pion qui devrait avoir une certaine incidence sur les négociations à venir.

D'abord, il a déclaré qu'en cas de « dissolution » de la « République populaire » de Phnom-Penh, il « quitterait », de son côté, la République démocratique, dont il est le président, qui est reconnue par l'ONU et qui regroupe, outre les sihanoukistes, le Front de M. Son Sann et les Khmers rouges. Dans la même veine, il a indiqué qu'il était prêt à former un « gouvernement provisoire » bi-partisan avec M. Hun Sen, au cas où les deux autres factions (M. Son Sann et les Khmers rouges) continueraient de refuser de se joindre à eux. « Je ne vais pas demander aux deux autres parties de participer. C'est à elles de se joindre à nous s'ils le souhaitent », aurait-il dit.

C'est la première fois que le prince Sihanouk se prononce clairement pour un règlement à deux au lieu de quatre. Cette nouvelle donne a déplacé la balle dans le camp de M. Hun Sen et des Vietnamiens, car, si l'on comprend bien, le prince Sihanouk n'exclut pas, pour gouverner, de s'appuyer sur l'administration actuelle de Phnom-Penh. Cette proposition de « gouvernement provisoire » chargé d'organiser des élections sous contrôle international a dominé la séance de travail mercredi. La réunion de ce jeudi indiquera si M. Hun Sen dispose déjà d'éléments de réponse. Et desquels.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

PHILIPPINES

Le général Ramos est nommé ministre de la défense

Le général Fidel Ramos a été nommé, le jeudi 21 janvier, ministre de la défense en remplacement de M. Rafael Ilto, démissionnaire.

MANILLE

M. Rafael Ilto, général en retraite, était mécontent de l'état actuel des forces armées et de la stratégie globale du gouvernement. Il ne manquait pas de critiquer en privé les faits et gestes de son principal collaborateur, le général Fidel Ramos. Dans sa lettre de démission, datée du 14 janvier et rendue publique jeudi, M. Ilto évoque son « mécontentement de la façon dont le gouvernement et la hiérarchie militaire étaient censés [le] soutenir ».

M. Ilto avait remplacé, en novembre 1986, M. Juan Ponce Enrile, l'ingénieur du ministère de la

défense à la suite d'une tentative de coup d'Etat menée par ses partisans.

Le départ de cet homme discret et fier de ses antécédents militaires, assure-t-on, a renforcé l'ensemble de l'appareil militaire. Diplômé de West Point, il était souvent accusé par la gauche d'être l'« homme de Washington ». Il affirmait, il y a quelques mois, son intention à la fois de réduire les effectifs « artificiellement gonflés » de la troupe et de mettre au rebut un matériel militaire soit peu conforme aux « besoins urgents » de l'armée, soit tellement cher à entretenir, que la simple possession de « cet arsenal » gênait les opérations contre les insurgés communistes. En particulier, le ministre de la défense s'offusquait de ce que les soldats « paresseux » se déplaçaient continuellement « en camion », et donc tombent « dans des embuscades sans fin... ».

K. G.-B.

(Publicité)

Washington ajoute la Corée du Nord sur la liste des pays soutenant le terrorisme

Le département d'Etat américain a décidé, le mercredi 20 janvier, d'ajouter la Corée du Nord à sa liste de pays soutenant le terrorisme. Cette mesure fait suite à l'attentat perpétré en novembre contre un avion sud-coréen ; Washington a estimé qu'il existait des preuves « très convaincantes » de la culpabilité du régime de Pyongyang dans cette affaire. Les autres pays figurant sur cette liste sont la Libye, l'Iran, la Syrie, le Yémen du Sud et Cuba ; les Etats-Unis leur imposent des restrictions commerciales et votent contre tout prêt en leur faveur par les organismes financiers internationaux. Le porte-parole du département d'Etat a appelé la com-

munité internationale, y compris les pays ayant des relations étroites avec Pyongyang, à condamner l'« acte terroriste » contre l'avion sud-coréen et à prendre les « mesures appropriées ».

Le président Reagan a cependant déclaré, jeudi, dans une interview au quotidien japonais *Mainichi*, qu'il souhaitait que la Corée du Nord participe aux Jeux olympiques de Séoul. Il s'est déclaré heureux que l'URSS et les pays de l'Est aient accepté d'y participer, ajoutant : « Nous espérons tous un apaisement des tensions dans la péninsule coréenne, ainsi que la réussite des JO, des événements qui pourraient

contribuer à l'amélioration des rapports Est-Ouest ».

Pour faciliter la bonne marche des JO, Séoul a décidé d'autoriser la présence sur son territoire d'un « quasi-consul » soviétique chargé des affaires consulaires concernant les délégations, les athlètes, les journalistes et les touristes soviétiques pendant les Jeux. Mais, a déclaré à l'agence sud-coréenne Yonhap une source gouvernementale de Séoul, « il ne s'agit que de fonctions temporaires et cette mesure ne peut en aucun cas être considérée comme un pas vers la normalisation entre Séoul et Moscou ». — (AFP, UPI, Reuters.)

HOMMES D'AFFAIRES. ABONNEZ-VOUS AUX RÉDUCTIONS

- 30 % SUR TOUS LES VOLS

L'achat d'une carte d'abonnement vous donne droit entre autres avantages à 30 % de réduction sur tous les vols. AIR INTER vous propose plusieurs formules : abonnement par ligne, lignes groupées, à la carte, toutes lignes...

Renseignez-vous vite auprès d'AIR INTER PARIS : 45.39.25.25 ou de votre agent de voyages.



SOLDES

sur collection de meubles, lits, canapés, etc.

Rémy

OUVERT DIMANCHE 24 Janvier 88

REMY : 80-82 Fg-St-Antoine
Tél. : 43-43-65-58.

SOLDES Hiver 1987-1988

Janvier, c'est le mois des soldes, la saison des bonnes affaires. Chez Raymond Lescur, par exemple, les remises vont jusqu'à 50 %. Le style Lescur, ce sont des modèles de grande marque, classiques, chic sport, ou résolument couture. Pour une journée au bureau, une tenue classique s'impose : robe Raymond Lescur vert foncé, avec poche poitrine zippée et large ceinture à boucle dorée (990 F). Pour une réunion au sommet, le chic sport sera parfait : ensemble Guy Laroche avec pull col roulé, jupe noire à boutons (2.575 F) et, pour le soir, une superbe robe Nina Ricci Boutique. Sobre mais élégante, en velours noir avec nœud, cette petite mer-

veille vaut actuellement 3 995 F (au lieu de 5 995 F). Toujours du côté des grandes marques, le Club David Shiff est un endroit privilégié, presque une adresse pour initiés. Il est pourtant facile de pénétrer dans cet appartement-boutique du VIII^e arrondissement. C'est ici que les grands noms de la haute couture se donnent rendez-vous toute l'année avec une remise de 30 à 40 %. Il est donc possible de faire des économies sur son choix parmi les nombreux articles de la collection de printemps. D'autant que M. Shiff joue avec goût sur les coordonnées. Dans une grande robe de la haute couture, elle propose deux modèles de jupe et trois de chemisiers. Moins classique, une petite jupe à volants bleu marine (795 F) se marie heureusement avec un pull au même prix. Pour une soirée chic, une robe bustier à vent asymétrique sera parfaite (9 000 F). De bonnes affaires également dans les vêtements pour hommes, avec des costumes prince-de-galles en pure laine à 1 995 F (au lieu de 4 000 F).

Dernier privilège appréciable : les membres d'un club de clients bénéficient d'invitations personnelles à des ventes exceptionnelles ou à des défilés prestigieux.

Chez La Vogue, les hommes sont à l'honneur. Ici, les costumes, les chemises, les pulls, les vestes, les manteaux et les cravates sont signés Pierre Cardin, Ted Lapidus et Christian Dior. Classiques ou sport, les vêtements sont vendus à des prix serrés. Mais, dans une gamme variée : en janvier, les prix se font tout petits : veste destructurée en

laine mélangée 890 F (au lieu de 1 290 F), blouson en agneau plissé 2 690 F, cravates Pierre Cardin à 150 F, chemises à 199 F. Egalement des imperméables soldés à 890 F et des manteaux en laine et cashemire à 1 490 F.

Toujours pour les hommes, la gamme de produits de luxe Dunhill. Au 15, rue de la Paix, des comptoirs et des vitrines en bois patiné, des fauteuils en cuir et une moquette grise créent une ambiance à la fois chaleureuse et raffinée. A l'occasion des soldes, de nombreux articles sont vendus avec des remises importantes. Nous avons remarqué des cravates en soie, soldées 500 F les trois, des cravates club en tricot de soie (395 F) ou en soie lourde (450 F). A ne pas manquer : la vedette de la collection hiver : une cravate rouge avec, en motif, un conducteur de vieille voiture. Vêtement superbes, des pulls jacquards ou torsadés dans des tons vert cru, grenat ou marine.

Les articles en cuir, bénéficient aussi des soldes : 50 % de remise sur ce sous-main de bureau, un prix sacrifié pour cet attaché-case gold (3 300 F au lieu de 5 500 F).

Une visite chez Dunhill s'impose donc, ne serait-ce que pour admirer les grands classiques : montre « Elite », « Millénium » et la toute nouvelle « Montre de sport ». Ou pour découvrir les senteurs boisées-épices, de la ligne Dunhill édition.

Qualité et tradition, ce sont aussi les maîtres mots de la fabrication des meubles Rémy. Réalisés d'après des documents anciens, selon des techniques artisanales et dans des laques et des patines anciennes, ces meubles de style sont actuellement soldés à des prix très intéressants.

LIQUIDATION TOTALE

GRANDES MARQUES HOMMES ET FEMMES

Jupes	300 F	Pantalons	200 F
Robes	400 F	Vestes	500 F
Tailleurs	900 F	Costumes	900 F

Club des 10. Ouvert tous les jours de 10 h à 18 h, Dimanches inclus.

58, Fg SAINT HONORÉ (1^{er} ÉTAGE) PARIS 8^e

Les profits élégants d'un homme d'affaires

A deux pas de l'Opéra, La Vogue soldes actuellement les articles des meilleurs créateurs de prêt-à-porter. Tous les hommes soucieux d'élégance mais sachant compter considèrent qu'un costume Cardin ou autres grandes griffes tel de Fursac démarqué à 1 490 F ; que des pardessus, vestes, pulls, proposés avec de gros rabais (des chemises Cardin à 199 F), ce sont des affaires à ne pas rater.

LA VOGUE, 38, BD DES ITALIENS (9^e)

SOLDES
du 11 au 31 janvier
Prêt-à-porter
Cravates et Cuir
15, rue de la Paix, PARIS-2^e
42-61-57-58

مكتبة الأصيل

Amériques

ÉTATS-UNIS : la pré-campagne électorale

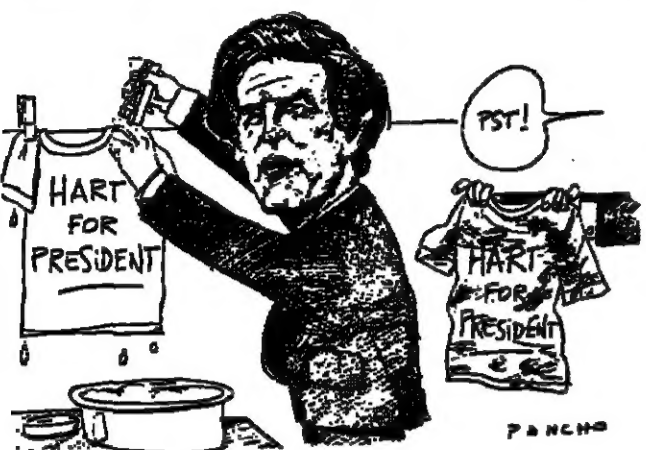
Nouveaux ennuis pour Gary Hart

WASHINGTON
de notre correspondant

Les choses se gâtent pour Gary Hart, le plus connu mais aussi le plus fragile des candidats à l'élection présidentielle : il aurait, pour financer sa campagne électorale, bénéficié « illégalement » des largesses d'un producteur de cassettes vidéo qui s'enrichit en travaillant pour Jane Fonda et pour Playboy. Les sommes en jeu ne sont pas considérables — quelques dizaines de milliers de dollars en tout — au regard de ce que coûte une campagne présidentielle. Mais en acceptant — sciemment ou non — ces contributions, Gary Hart ou ses

découvert, parmi les démocrates, un nouveau chouchou. Un homme d'autant plus sympathique qu'il reste collé au plancher des sondages : Bruce Babbitt, quarante-neuf ans, gouverneur de l'Arizona, au physique aussi ingrat que celui de Gary Hart est éminent, mais doté d'un appétit insatiable pour l'humour et d'idées plutôt courageuses : il parle ouvertement de la nécessité d'augmenter les impôts et accuse ses adversaires, qui glissent discrètement sur ce sujet périlleux, de manquer d'honnêteté intellectuelle.

Résultat : Babbitt bénéficie d'une certaine estime et — suprême considération — commence même à attirer le feu de certains concurrents jusqu'à



collaborateurs prêtent le flanc à une accusation embarrassante : celle d'avoir violé les règles de financement des campagnes, très pointilleuses dans la lettre, sinon dans l'esprit, et qui limitent en principe à 1 000 dollars les contributions individuelles.

Ces révélations occupent mercredi toute la une du *Miami Herald*, le quotidien de Floride qui s'était déjà illustré en mai dernier en annonçant qu'un jeune mannequin, Donna Rice, avait logé dans la maison du sénateur en l'absence de sa femme. La première réaction du candidat a été prudente : il a expliqué, calmement, qu'il ne peut être au courant de tout, mais qu'il va procéder aux vérifications nécessaires et soumettre ses comptes aux autorités compétentes.

L'affaire, cette fois, n'est peut-être que bénigne. Elle tombe, cependant, au plus mal pour un homme qui affirme sans cesse être « revenu dans la course » pour défendre ses idées, mais n'arrive décidément pas à se débarrasser du parfum de scandale qui entoure sa personne.

« Seal contre tous »

Gary Hart a peu d'argent, encore moins d'organisation, et a déjà contre lui l'établissement démocrate et le quasi-totalité de la presse : il lui faudrait vraiment un talent surprenant pour réussir, à trois semaines du début des primaires, à se sortir de ce mauvais pas, à tirer parti de cette situation de « seul contre tous ».

Pour comble de malheur, Gary Hart a, de l'avis général, raté sa première participation à un débat télévisé avec tous les autres candidats démocrates, vendredi 15 janvier. On attendait de lui qu'il brille, plane au-dessus de ce lot un peu terni : au lieu de quoi, il s'est fondu dans le masse. Loin de donner de l'élan à sa candidature, il est resté sur la défensive, expliquant que, après tout, il ne serait pas, en cas d'élection, le premier président coupable d'adultère... Ce qui est vrai, mais un peu court.

Si elle n'aime, décidément, plus M. Hart — qui, malgré ses malheurs, arrive en tête des intentions de vote dans les États du Sud, et en seconde position dans l'Iowa, — la presse s'est

concomitants, mais qui commencent à se méfier : tout est possible dans le camp démocrate, où la déconcentration ne s'est toujours pas faite entre les candidats sérieux et les autres.

Le combat Dole-Bush

Chez les républicains, en revanche, la cause semble entendue et le combat circonscrit : le sénateur Dole et le vice-président Bush se livrent une bataille sans merci, un jour au fleurissement du calendrier, le lendemain au sabre d'ordure. Aux dernières nouvelles, ils avaient décidé de calmer un peu le jeu, conscients sans doute que, à s'entre-déchirer ainsi, ils faisaient surtout le jeu des démocrates.

Mais l'aversion est si évidente entre les deux hommes que de nouveaux et violents assauts semblent inévitables — d'autant que leurs idées politiques ne diffèrent guère et restent d'ailleurs assez floues. C'est donc à chacun de vanter ses propres qualités et les défauts de l'autre, un exercice qui dérape forcément assez vite.

Naturellement, les autres concurrents républicains, frustrés, voudraient bien se mêler à cette bagarre au sommet. Pour cela, M. Jack Kemp — l'ancien joueur de football — a décidé, le premier dans cette campagne, d'utiliser l'une des armes favorites de la politique américaine : les publicités négatives, les séquences télévisées ou les messages écrits destinés à dénigrer les concurrents. M. Kemp s'en prend donc à la fois à M. Bush et à M. Dole, tandis que le suive et très organisé télévangéliste Pat Robertson bat la campagne au milieu d'une caravane d'autobus bourrés de supporters enthousiastes et affirme qu'il dispose d'une armée secrète d'électeurs en puissance.

Les deux autres — le général Haig, qui fut le premier secrétaire d'État du président Reagan, et M. Pat Buchanan — ne font plus que de la figure, en ce début de campagne, tant de temps à autre de féroces attaques contre le vice-président Bush. Le spectacle n'est peut-être pas très bon, mais, au moins, il y a de l'action.

JAN KRAUZE.

HAÏTI

M. Déjoe, l'un des chefs de l'opposition a été incarcéré

L'ancien candidat haïtien à la présidence en novembre 1987 et l'un des principaux opposants au régime militaire, M. Louis Déjoe, a été arrêté mercredi 20 janvier à l'aéroport de Port-au-Prince, alors qu'il se rendait d'un voyage en Amérique du Nord. Il a été incarcéré au quartier général de la police dans la capitale. Cette arrestation survient alors que se poursuit le dépouillement des élections contestées de dimanche dernier. A Miami, un tribunal américain a, par ailleurs, condamné l'ancien président à vie Jean-Claude Duvalier, qui se trouve toujours sur la Côte d'Azur, à verser 500 millions de dollars à l'État haïtien pour avoir détourné l'aide destinée à la population.

PORT-AU-PRINCE
de notre envoyé spécial

« La réconciliation nationale » grâce à grand fracas pour tenter d'attirer les électeurs aux urnes dimanche dernier s'annonce bien mal en Haïti. M. Louis Déjoe a été arrêté peu après midi à sa descente d'avion, alors qu'il arrivait de Miami. Il revenait d'une tournée au Canada et aux États-Unis — deux pays où la diaspora haïtienne est très forte — au cours de laquelle il avait fait valoir ses vues avec une certaine vivacité, voire une certaine imprudence.

C'est ainsi que, à bout d'arguments, au micro d'un journaliste de Radio-Canada, il avait concédé la semaine dernière à Montréal que « si aucune solution n'était possible, le peuple haïtien devrait se résoudre à prendre les armes ». Il devait ensuite affirmer au cours d'un meeting à New-York que seul « un blocus économique total » serait efficace contre la junte au pouvoir. At-on voulu lui faire payer ces propos avec l'arbitraire le plus total ? A moins que l'armée, qui avait déployé une unité anti-émeutes avec matraques et boucliers pour l'arrêter à l'aéroport, ait tout simplement décidé de l'humilier et de l'intimider en le retenant près de

cinq heures au service d'immigration ? Officiellement mercredi, aucune raison n'était donnée, aucun mandat fourni. Mais le ministère de l'Information, manifestement pas prévenu, était incapable de fournir la moindre explication. Seul un haut responsable gouvernemental se contentait, en privé, de présenter la chose « comme la réaction d'un comportement anticonstitutionnel et antipatriotique ».

L'internement de M. Déjoe, s'il se prolonge, va donner des armes à une opposition qui cherche désespérément à se faire entendre et à multiplier les interventions publiques. Le Comité d'entente démocratique, dont M. Déjoe fait partie avec trois des principaux candidats qui se sont retirés de la course après les massacres du 29 novembre (MM. Bazin, Gourgue et Claude), avait prévu d'organiser une conférence de presse à l'occasion de son arrestation. Nul doute que cet incident lui donnera un relief inédit. D'autant que M. Déjoe, appelé « Ti Loulou » est très populaire. Il bénéficie de l'aurore de martyr de son père, Louis Déjoe I^{er}, que François Duvalier avait spolié de sa victoire aux élections en 1957 et qui est mort en exil.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

ARGENTINE : après la rébellion militaire

Près de 300 mutins vont passer en cour martiale

Buenos-Aires (AFP, Reuters). — Quelques trois cents militaires argentins vont être traduits en cour martiale pour leur participation à la rébellion menée par l'ex-lieutenant-colonel Aldo Rico, dont indiqués des sources militaires argentines. Le commandant de l'armée de terre, Juan Mahabagana, a, pour sa part, annoncé que soixante officiers et deux cent vingt-deux soldats avaient été arrêtés après la reddition de Rico, lundi 18 janvier.

A la suite de la rébellion, l'ensemble de la classe politique argentine se demandait, mercredi, quel nouveau tribut pourrait ou devrait à l'avenir payer le pouvoir

pour préserver la loyauté de l'armée. Le cahier de doléances des militaires est encore bien chargé : ils souhaitent la « réhabilitation » politique et morale de leur « lutte contre la subversion » et l'élargissement de l'amnistie à la vingtaine d'officiers encore accusés et aux six déjà condamnés. Le président Alfonsín a toujours refusé de souscrire à ces requêtes. En revanche, sur le rétablissement à jour des forces armées, le chef de l'État a indiqué qu'il n'y avait plus d'opposés, mais que l'économie du pays ne lui permettait pas de procéder à une augmentation significative.

Europe

GRANDE-BRETAGNE : difficultés en vue pour M^{re} Thatcher

Le mouvement de grève des infirmières s'étend aux hôpitaux londoniens et écossais

LONDRES
de notre correspondant

Un conflit social d'une ampleur comparable à celle de la grève des mineurs de 1984-1985 est peut-être sur le point d'éclater en Grande-Bretagne. Voilà des semaines, en effet, que se multiplient les signes annonciateurs d'une crise grave dans les hôpitaux publics. Pour la première fois dans l'histoire du pays, une poignée d'infirmières s'étaient mises en grève pour vingt-quatre heures, le 16 janvier dernier, à Manchester. Un tabou avait ainsi été brisé.

Le mécontentement a maintenant gagné la capitale. Les infirmières de trois grands hôpitaux, Middlesex, Royal Free et University College ont voté, le mercredi 20 janvier, en faveur d'une grève d'une journée le 3 février prochain. Des décisions identiques devaient être prises, jeudi, dans cinq autres établissements de Londres.

Le statut des infirmières varie au sein d'un même hôpital. Celles qui relèvent du Collège royal des infirmières se sont engagées à ne jamais cesser volontairement le travail. La majorité d'entre elles n'ont pas proposé cette promesse mais le poids de la tradition est tel qu'elles se sentent liées par une sorte de contrat tacite.

« Nous avons agi en dernier recours, nous n'avons pas pris notre décision à la légère », tels sont les propos entendus devant les trois hôpitaux londoniens après le vote de mercredi. Les infirmières recherchent visiblement le soutien de

public et n'hésitent pas à expliquer leur action aux simples passants. Elles ont adopté une stratégie très militante qui a déconcentré leurs dirigeants qui depuis des décennies partageaient le même certitude que le gouvernement : ils n'imposaient pas la possibilité d'une grève dans une telle catégorie professionnelle. Le gouvernement a fait savoir mercredi qu'il « regrette » ces votes. Le Collège royal des infirmières les a « condamnés » au nom de l'éthique. Les revendications des infirmières dont la détermination inquiète les autorités, sont presque exclusivement salariales. Elles sont probablement les employées les plus mal payées du pays puisqu'elles perçoivent entre 6 000 francs par mois pour une infirmière débutante et 10 000 francs pour une surveillante.

Les hôpitaux privés présentés comme modèle

M. John Moore, le ministre de la santé et de la sécurité sociale a en biau du mal lors du débat du 19 janvier aux Communes à défendre le bilan du gouvernement dans ce domaine. Face au mécontentement du personnel soignant dans son ensemble — puisque les médecins se plaignent pour leur part du manque d'équipements — il a eu la maladresse de s'en tenir aux vieilles recettes et s'est absolument refusé à demander davantage de crédits au chancelier de l'Échiquier, lequel annonçait pourtant le même jour un excédent budgétaire sans précédent. Il a au contraire invité les hôpitaux à mieux utiliser l'argent dont ils disposent.

La discussion est devenue particulièrement houleuse quand M. Moore, qui a dû abandonner ses fonctions ces deux derniers mois en raison d'une pneumonie, a reconnu qu'il avait été traité dans un hôpital privé. Son appel à prendre davantage modèle sur les établissements privés est très mal passé. Ses propos à plus long terme de faire participer un jour les malades aux frais d'hospitalisation (nourriture et hébergement) dans les hôpitaux publics, alors que ceux-ci sont actuellement entièrement gratuits, a soulevé un tollé.

M^{re} Thatcher a émis jusqu'à d'intervenir directement. Elle pourra difficilement maintenir cette attitude si le mouvement fait tache d'huile, comme cela paraît vraisemblable. Les syndicats représentant l'ensemble du personnel médical en Ecosse ont décidé en effet, eux aussi, une grève générale, à une date encore indéterminée, pour protester contre la « privatisation » annoncée de certaines activités des hôpitaux publics.

Un des grands perdants de cette crise qui s'amplifie pourrait être M. John Moore. Il faisait figure il y a quelques mois encore de successeur potentiel de M^{re} Thatcher à la tête du Parti conservateur le jour, encore très éloigné, où celle-ci déciderait de passer la main. C'est peut-être intentionnellement que la « dame de fer », souvent machiavélique avec ceux de ses ministres affirmant trop d'ambition, lui a confié le portefeuille le plus ingrat et le plus dangereux de son cabinet.

DOMINIQUE D'HONORÉ.

TUNISIE

Les élections partielles du 24 janvier auront valeur de test

TUNIS
de notre correspondant

Bien que partielles, les élections législatives qui se dérouleront, le dimanche 24 janvier, dans quatre circonscriptions auront valeur de test pour le pouvoir qui affiche sa volonté d'instaurer un véritable pluralisme politique en même temps qu'il s'attache à rénover le Parti socialiste destourien (PSD) avec lequel il se confond encore.

Après deux semaines de campagne sans incident notable, vingt-huit candidats briguent les cinq sièges à pourvoir (1) : cinq représentants du PSD, quatre du Parti communiste et dix-sept « indépendants » aux sensibilités diverses mais se réclamant tous « du changement du 7 novembre » et qui ont sans doute été encouragés par le sacre d'une liste se présentant sous une étiquette identique lors de récentes élections municipales (le *Monde* du 23 décembre).

Deux des trois formations d'opposition officiellement reconnues s'abstiennent de participer à la consultation : le Mouvement des démocrates socialistes (MDS) estime qu'il serait inopportun de sa part de postuler des sièges au sein d'une assemblée « ne représentant ni la réalité ni la diversité de l'opinion tunisienne », alors qu'il s'est prononcé pour sa dissolution et l'organisation d'élections générales anticipées, la législature actuelle ne devant se terminer qu'en novembre 1991.

Les concurrents du PSD

Le Parti de l'unité populaire (PUP) se borne à justifier son absence en invoquant « le caractère limité » de ces élections qui ne peuvent représenter « un enjeu politique réel ».

En revanche, et bien que demandant lui aussi des élections générales anticipées, le Parti communiste présente des candidats dans trois circonscriptions, dont son secrétaire général, M. Mohamed Harmel, à Tunis. C'est une constante : les communistes ont toujours participé aux consultations électorales mais ils donnent à celle de dimanche une signification particulière. « Ce n'est pas pour nous une question de sièges mais une question de principe », déclarent-ils. « Nous voulons contribuer à enrichir les traditions démocratiques », à dépasser le pays du « monopartisme politique », à convertir la pluralité et à remettre à la Chambre des députés de

gagner en crédibilité et en représentativité.

Les candidats du PSD n'auront pas la partie aussi facile que par le passé lorsqu'ils étaient aux commandes. Par exemple dans le centre minier de Gafsa, le représentant destourien devra faire face non seulement au communiste dont le parti était implanté dans la région bien avant l'indépendance mais surtout à « l'indépendant » qui jouit dans ce milieu, essentiellement ouvrier, de diverses sympathies syndicales.

A Monastir, la ville natale de l'ancien président Bourguiba qui, de ce fait, conserva durant trente ans de multiples privilèges, le ministre de l'Information, M. Abdelwahab Abdallah, et le second candidat du PSD ont à surmonter les réserves qui se sont manifestées au lendemain du 7 novembre jusqu'au sein du parti.

Un profil d'« indépendant »

Mais c'est sans doute le scrutin de Tunis où, à la surprise générale, le PSD a désigné le docteur Hamed Ben Slama pour le représenter, qui retient le plus l'attention des observateurs. Membre fondateur du MDS dont il a démissionné en 1983 pour adopter un profil d'« indépendant » qui lui permettait de se rapprocher du régime et, à l'occasion, de le servir, le docteur Ben Slama n'a adhéré au Parti destourien qu'après le 7 novembre.

Ce choix n'a donc pas été sans heurter nombre de cadres et militants destouriens — et pas seulement parmi les tenants de la stricte orthodoxie — qui évoquent volontiers « les dangers de l'opportunisme ». Mais il est aussi significatif de l'intention de la direction du PSD de ne pas changer seulement les méthodes d'action mais également les hommes.

Et puis le docteur Ben Slama a des liens avec les milieux islamiques modérés, dont il partage certaines vues. Ainsi n'est-il pas exclu que son arrivée « par la grande porte » au PSD vise à préserver pour le futur les possibilités d'un contact avec ces milieux à défaut d'obtenir leurs voix dans l'immédiat.

Quel qu'il en soit, le Mouvement de la tendance islamique (MTI) a fait savoir qu'il n'avait donné aucune consigne de vote à ses militants et sympathisants.

MICHEL DEURÉ.

(1) Un siège à Tunis, à Gafsa, à Zaghouan et deux à Monastir.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Brimades contre le nouveau porte-parole de la Charte 77

En attendant qu'il soit statut définitivement sur le mesure d'éloignement dont il avait été avisé le week-end dernier à la suite de sa nomination comme porte-parole de la Charte 77, M. Stanislav Devaty a dû se plier ces derniers jours à toute une série de brimades de la part des autorités et de son employeur.

Le jeune technicien en informatique, qui avait annoncé qu'il s'opposerait par tous les moyens légaux à son bannissement dans la ville de Poprad, en Slovaquie, s'était présenté, le mercredi 20 janvier, à son poste de travail habituel à la coopérative de Slnovice, en Moravie. Il a été informé par la direction qu'il serait statué définitivement sur son sort dans un délai de trente jours et qu'il était affecté jusqu'à dans une ferme d'élevage de bovins dépendant du groupe. M. Devaty a indiqué qu'on lui avait tout d'abord proposé l'équivalent de cinq mois de salaire pour quitter « volontairement » l'entreprise.

Le porte-parole de la Charte 77, par ailleurs, est prêt de quitter son logement dans la ville voisine de Gottwaldov, jugé désormais trop grand pour lui : il a également fait état de pressions exercées sur son entourage. Ces mesures, tout à fait inhabituelles ces dernières années, frappent un défenseur des droits de l'homme représentant une génération qui n'a pas connu le « printemps de Prague » et qui a vraisemblablement, en tant que tels, des idées plus libérales que les générations précédentes. L'incertitude de militer en dehors des cercles intellectuels habituels de la dissidence dans les grandes villes.

(AFP).

COURS DE LANGUES

PORTUGAIS - BRÉSILIEN
ESPAGNOL
QUECHUA
ANGLAIS

TEL 45 41 39 60

21 bis, rue des Plantes
75014 Paris

Forum International de Politique

LES CONSÉQUENCES DU SOMMET SOVIÉTO-AMÉRICAIN

Débat entre Jean ELLENSTEIN et le général GALLLOIS animé par Carlos de SA REGO

MARDI 26 JANVIER à 20 H.
Au Centre français du Commerce extérieur : 10, av d'Alsace, Paris 16^e

TEL 43.38.36.92 ou 43.38.24.87.

88: ANNÉE DE L'INFO

88 JOURNALISTES AU CŒUR DES EVENEMENTS

Philippe ALEXANDRE
Roselyne ARNO
René-Jacques BAPTISTE
Pierre BARETTI
Brice BARRILLON
Serge BAZOLA
André BENEZRA
Jérôme BERNARDET
Hervé BEROUD
Jean-Michel BEZZINA
Jean-Jacques BOURDIN
Georges BOURDOISEAU
Jacques BOUTELET
Emmanuel BRARE
Jean BRETON
Eric BROCARD
Philippe CALONI
Robert CESSIEUX
Philippe CHAFFANJON

Jacques CHAPUS
Pierre-Marie CHRISTIN
Michèle CLAVEAU
Jean-Noël COGHE
Michel COHEN-SOLAL
Jean-Daniel COLOM
Edouard DA COSTA
Robert DARANC
Isabelle DATH
Véronique DE PANAFIEU
Jean-Pierre DEFRAIN
Chantal DELASSUS
Thierry DEMAZIERE
Thierry DEROUET
Martine DESJARDINS
Jean-Baptiste DUMAS

Jacques ESNOUS
Karim FALL
Remo FORLANI
Bernard GLASS
Jérôme GODEFROY
Florence GODLEWSKI
Béatrice HADJAJE
Laurence HAIM
Alain HAMON
Jean-Yves HOLLINGER
Paul JOLY
Pierre JULIEN
Guy KEDIA
Pierre KOHLER
Alain KRAUSS
Jacques LABIB

Chantal LAIR
Clément LANDRU
Jean-Claude LARRIVOIRE
Robert LASSUS
Michel LEBLANC
Bernard LEHUT
Marc LEROY-BAULIEU
Jacques LIEVIN
Fabrice LUNDY
Catherine MANGIN
Henri MARQUE
Jacques MARTINEZ
Dominique MARTIN
Christian MENANTEAU
Jean MINIER
Philippe NECAND

Christian OLLIVIER
Françoise PARINAUD
Dominique PENNEQUIN
Janine PERRIMOND
Bernard POIRETTE
Claude POZNANSKI
Jean-Michel RASCOL
Philippe ROBUCHON
Christian ROBY
Yves ROGER
Bernard ROSEAU
Marie-Hélène SANS
Jean-Pierre TISON
Isabelle TORRE
Paul-Jacques TRUFFAUT
Marc ULLMANN
Bernard de la VILLARDIERE
Jean-Benoît VION
Thierry WATELET

Direction : Olivier MAZEROLLE et Gérard MERIGAUD

88 C'EST RTL

1^{ERE} RADIO DE FRANCE

هكذا من الامم

Politique

La préparation de l'élection présidentielle

Génération béate...

Comment sortir, lorsque l'on est partisan de M. Barre ou de M. Chirac, du piège d'une campagne présidentielle dominée par la « génération Mitterrand » ? En attaquant le candidat socialiste du second tour ? C'est-à-dire, pour le moment, M. François Mitterrand. C'est l'évidence même. Mais l'adversaire n'offre guère de prise. Les chefs de file de la majorité s'en plaignent ouvertement et déplorent, comme M. Philippe Séguin, de ne pouvoir débattre avec un homme qui n'offre aux Français qu'une « sorte de consensus mou ».

Les barrières s'y essaient, jusqu'à présent sans grand éclat, en évocant un bilan du socialisme au pouvoir jugé sinistre mais qui, malheureusement pour eux, tend à s'estomper dans la mémoire collective au profit de l'image d'un Mitterrand au faîte de sa popularité.

Ainsi M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, ne soulève-t-il pas le problème — tout juste trois ou quatre bulles à la surface de l'eau — lorsqu'il affirme que la « génération Mitterrand » est celle « de la retraite forcée, des jeunes mal formés et des chômeurs de longue durée ».

M. François Léotard avait prévu de parler, dans ce registre, jeudi 21 janvier, à « Questions à domicile » sur TF 1. M. Chirac est entré dans la partie en accusant le chef de l'Etat de prendre les Français pour des « béni-ôui-ouï » qui vont se prononcer sur une simple impression générale.

Il faut attendre à l'outrance pour produire l'effet polémique. C'est ce qu'a fait M. Alain Chandon en comparant les relations entre les Français et M. Mitterrand à celles du maréchal Pétain avec ses concitoyens au début du régime de Vichy. Il y a des références qui mériteraient d'être maniées avec plus de précautions.

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, en sait quelque chose pour avoir eu la malheureuse idée d'évoquer naguère Vichy et la collaboration à propos d'une partie de la droite. Fort de cette triste expérience, il peut aujourd'hui faire remarquer à M. Chandon que Vichy, c'était aussi « les juifs, l'étoile jaune, les rafles, la fin de la démocratie et la collaboration avec l'ennemi ».

L'évocation du régime de Vichy est, par ce qu'elle ramène dans les mémoires, parfaitement maladroite. M. Chandon s'en est aperçu. Il a très vite tenté, de modérer ses ardeurs.

Mal aux oreilles

Celle de la « génération Mitterrand » fait mal aux oreilles. S'il s'agissait seulement d'une simple opération de récupération des nourrissons — comme celui de l'affiche qui est aussi celui de M. Séguin, le publicitaire — on en rirait. Les nourrissons ne votent pas et, lorsqu'ils seront en âge de le faire, M. Mitterrand aura, selon toute probabilité, renoncé à cueillir leurs suffrages. « Génération Mitterrand », si les mots ont un sens, ce n'est pas une plaisanterie. Selon le Petit Robert, génération veut dire « Ensemble des êtres qui descendent de quelqu'un à chacun des degrés de filiation. Espace de temps correspondant à l'intervalle qui sépare chacun des degrés d'une filiation (évalué à une trentaine d'années). Ensemble des individus ayant à peu près le même âge. A l'âge à ceux qui se reconnaissent dans cette définition qui nourrit un slogan à la gloire de M. Mitterrand d'y adhérer. Libre aux autres de refuser d'être englobés par un phénomène d'adhésion que l'on voudrait béate non pas à une idée explicitement formulée, mais à un homme ».

Comme disait M. Rocard, dans la Croix, « la domination de l'image, dans l'univers de la communication ne facilite pas le passage du rationnel, de l'explicatif ». A « génération Mitterrand », on répond, de l'autre bord, par Pétain. « Nous nous amusons, sous prétexte que nous avons une élection présidentielle dans quelques mois, à batailler sans jamais parler de choses sérieuses » : qui donnera tort à M. Rocard ?

JEAN-YVES LHOMEAU.

M. Chandon évoque Pétain à propos des relations entre M. Mitterrand et les Français

« Cela me rappelle le maréchal Pétain », M. Alain Chandon a déclenché une vive polémique avec les socialistes, en comparant, le mercredi 20 janvier, les relations entre le chef de l'Etat et les Français à celles qui s'étaient établies, au début du régime de Vichy, entre le maréchal Pétain et les Français.

« Les relations entre le président de la République et les Français tiennent de celles du père et des fils », a déclaré le garde des sceaux. « C'est irréaliste », a-t-il ajouté, en estimant que le climat ainsi créé risquait de fonder la campagne présidentielle sur « la démagogie du mou et du flow ». « Le phénomène est moins fort », que sous Pétain, a cependant admis M. Chandon.

Le garde des sceaux, après que les socialistes eurent commencé à lui répliquer, a nuancé cette appréciation. Il n'était pas question, dans son esprit, de « mettre en cause » le président de la République, a-t-il expliqué. « J'ai parlé de l'attitude des Français à l'égard du maréchal Pétain. En 1940-1941, par exemple,

c'étaient des relations d'un père ou d'un grand-père avec des enfants. C'est cela que j'ai voulu dire. Je crois qu'actuellement certains Français sont dans la même attitude. Ce n'est pas le président de la République qui est en cause. C'est l'attitude des Français à son égard ».

M. Alain Juppé, porte-parole de campagne de M. Chirac, a simplement déclaré, le jeudi 21 janvier : « L'histoire ne se répète jamais ».

« L'étoile jaune »

M. Chandon a perdu une belle occasion de se taire », a répondu M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. « Il a cru trouver un angle d'attaque, mais il va le regretter longtemps. Ses amis sont fatigués de devoir traîner le boulet Chandon ».

C'est médiocre, a estimé M. Laurent Fabius. Répondant à un homme « pour lequel nous n'avons plus la moindre estime », l'ancien

M. Chirac quitte la présidence du RPR

Le congrès extraordinaire du RPR, instance statutaire prévue notamment à cet effet, choisira, le dimanche 24 janvier, « le candidat auquel le mouvement apportera son soutien » pour l'élection présidentielle. M. Jacques Chirac a été élu en conclusion de cette réunion qui se déroulera au Bourget et qui regroupera quelque quatre mille mandataires.

M. Chirac indiquera alors qu'il se met en congé de présidence du RPR. Son intérim sera assuré, comme lorsqu'il fut candidat à l'Elysée en 1981, par un triumvirat composé du secrétaire général du mouvement et des présidents des deux groupes parlementaires, MM. Messmer et Romani. Avant l'intervention du candidat, prévue pour l'après-midi, les mandataires auront voté leur soutien.

La procédure ainsi retenue est donc sensiblement la même que pour la dernière élection présidentielle. Toutefois, le samedi 7 février 1981, M. Chirac n'avait pas participé au congrès extraordinaire du RPR qui s'était tenu au Parc floral de Vincennes. Le président du mouvement avait alors obtenu 95,40 % des suffrages en faveur de sa candidature alors que M. Michel Debré, qui devait se présenter également au premier tour de l'élection présidentielle du 26 avril, recueillait 2,88 % des mandats sur son nom.

M. Chirac avait attendu le 10 février pour exposer longuement son programme au cours d'une conférence de presse dans un grand hôtel parisien après avoir annoncé sa

candidature le 2 février par un communiqué.

Parmi les autres candidats à cette élection, M. Debré avait annoncé sa décision dès le mois de juin 1980 depuis la mairie d'Amboise ; M. Rocard l'avait fait à Conflans-Sainte-Honorine en octobre avant de se retirer le mois suivant lorsque M. Mitterrand avait annoncé la sienne. M. Giscard d'Estaing ne devait annoncer qu'il briguerait un nouveau mandat en tant que « citoyen-candidat » que le 2 mars 1981.

M. Chirac avait choisi, il a sept ans, comme directeur de campagne, M. Francis Le Cornu, administrateur civil. M. Charles Pasqua ayant le titre vague mais l'autorité multiforme de « coordinateur » et M. Pierre Messmer président le comité national de soutien.

Le siège de la campagne électorale de M. Chirac avait été établi rue de Tilsitt dans un des hôtels des Maréchaux qui bordent la place de l'Etoile, là même où, en 1967, se trouvait le secrétariat d'Etat aux affaires sociales chargé de l'emploi qui avait été le premier poste ministériel du député de la Corrèze.

Aujourd'hui, M. Chirac installe son état-major près de l'église Saint-Augustin, rue du Général-Foy, du nom de ce général qui a successivement servi dans les armées de la République et de l'Empire avant de devenir comme député le défenseur des libertés individuelles et de la presse.

A. P.

POINT DE VUE

La publicité politique

La « génération Mitterrand »

par Jacques Séguin

P OURQUOI cette affiche où s'incruste dans les mots « Génération Mitterrand » une main adulte prenant celle d'un enfant ? Parce que me semble venu le temps d'autres armes, dans la guerre médiatique. Elles amorcent le grand passage de l'ère de la publicité à celle de la communication : comme la « Force tranquille » avait sonné l'An II de la médiatisation présidentielle, enterrant la rhétorique, à la « Je lave plus blanc » giscard-chiracienne. Lorsque me fut confiée cette insolite mission médiatique, je suis resté perplexe. Embarras numéro un : peut-on faire une affiche présidentielle sans candidat ? Embarras numéro deux : pourquoi faire une affiche si l'on est convaincu de la médiocrité usuelle de la publicité politique ? Rien ne m'engage plus que les challenges.

J'étais, en fait, face à la quadrature de la pub. Un message qui puisse à la fois porter la candidature de François Mitterrand, s'il en décide ainsi, ou, qui sait, de celui d'un autre. Bref, une affiche transmissible. Une pub est un mariage d'amour entre des mots simples et une image banale que la rencontre sublime. Tout vient des mots d'abord. Le slogan est comme la culture, ce qui reste lorsque l'on a tout oublié. Le concept de « Génération Mitterrand » s'est très vite imposé : il traitait déjà dans les conversations.

Personne ne peut contester au président de la République d'avoir engagé la France dans l'une des plus

profondes et nécessaires évolutions de l'après-guerre. Mais génération est aussi création. Or le premier don, me semble-t-il, de François Mitterrand, est d'être un jardinier des hommes. De les obliger à pousser plus loin leurs facultés, de les protéger des intempéries de l'époque, de les irriguer de ses propres valeurs de générosité, de solidarité, de paix et d'Europe. Enfin, générer c'est engendrer. Et aussitôt le décalé se fait. Car si notre président décide de ne pas se présenter, tout candidat de gauche qui ne se désignerait pas comme son héritier n'aurait que la chance de l'achever.

Restait à trouver le visuel-conjoint. J'ai épuisé quelques trains d'images jusqu'au jour où, déprimé de ne pas avoir trouvé, je me suis enfin posé la question essentielle : « Si tu n'avais qu'une exigence envers le futur président, quelle serait-elle ? » La réponse vint, naturelle : « Que ta fille, qui a un an pour jour aujourd'hui, ait un troisième millénaire plus heureux que ce triste siècle qui fut le tien. »

J'avais trouvé mon modèle. D'autant que le sourire curieux d'un enfant, dans son intemporalité, est rassurant. Il charrie tous les âges, toutes les inclinations. Je brûlais, mais l'essentiel n'y était pas. Le visuel devait lui aussi être transférable. Ainsi vint l'idée de la main tendue de l'homme vers l'enfant. Cette main, chaque fois que l'on donner un nom.

Il ne manquait plus — pour trouver ma différence, ce hasard et cette

premier ministre a ajouté : « Parmi les amis de M. Chandon, il y a des hommes qui font alliance avec l'extrême droite tandis que chez les autres, les dévotions, le devoir, c'est Liberté, Egalité, Fraternité. Ce n'est pas la même chose ».

Le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne, parle de « rare bassesse » et conseille à M. Chirac de placer son garde des sceaux au « repos forcé ». M. Jack Lang recommande, de surcroît, à M. Chandon de mettre « un peu de valium dans son poing ». Embourbé dans les affaires, M. Chandon perd pied », dit-il.

M. Lionel Jospin remarque que le régime de Vichy, ce n'était pas une relation « père-fils » entre le maréchal Pétain et les Français, « c'étaient les Juifs, l'étoile jaune, les rafles, la fin de la démocratie, la collaboration avec l'ennemi ».

M. Chandon, a-t-il dit, Europe 1, glisse sur un terrain sur lequel il vaudrait mieux qu'il soit silencieux ».

Les comités « Avec François Mitterrand » présents dans tous les départements

Les comités « Avec François Mitterrand », créés le 26 novembre dernier (Le Monde du 27 novembre 1987) à l'instigation du club de gauche Espaces 89, devaient réunir leur deuxième assemblée générale à Paris, le jeudi 21 janvier. Selon M. Nathalie Krikorian, secrétaire générale, ces comités — qui ont vocation à soutenir l'« action » de M. Mitterrand avant de se transformer en comités de soutien à sa candidature — couvriront dès maintenant l'ensemble des départements.

M. Krikorian souligne, sans s'en étonner, l'« ampleur » du succès de ces comités (l'adhésion à ces comités est payante), qui veulent d'abord regrouper des soutiens du président non-membres du PS.

Ces comités, qui reçoivent notamment le soutien logistique de M. Paul Quilès, ancien ministre socialiste et ancien directeur de la campagne de M. Mitterrand en 1981, ont déjà récolté, selon leur président, M. Alexandre Medvedovsky, trente-cinq mille signatures de soutien au candidat sortant.

Ces comités sont dotés de structures spécifiques, chez les jeunes et dans les divers catégories socioprofessionnelles, afin de lancer des appels de soutien « ciblés » par catégorie. Les comités « Avec François Mitterrand », qui ont créé un badge portant leur slogan, disposent désormais d'un argumentaire à périodicité bimensuelle.

En incrustant l'image dans la typographie, le concept devenait logo. Un mot-image, unique et multiple à la fois, capable d'identifier le candidat à venir mais dans lequel chacun peut se reconnaître, un symbole des valeurs mitterrandiennes, mais au-delà du président, de tous ceux qui partagent ses idées.

Mais tout ceci n'est que bavardage, le publicitaire propose, et le public dispose. C'est lui qui choisira d'écouter ou non cette affiche au milieu de toutes les autres. Et ce choix-là, bien fait qui saurait le prévoir.

La griffe Jobert

« Le silence est un art difficile. Jusqu'ici, notre virtuosité de la note tenue et du soupir, c'est Raymond Barre. A l'inverse, Giscard croit que les mots ont le vertu de dissiper l'oubli. Depuis qu'en mai 1986 François Mitterrand a choisi l'attente à l'Elysée plutôt que le départ, il ne lui est resté comme occupation principale que le modelage de petites phrases surréalistes, confuses et lumineuses comme un pastel de Lévy-Dhurmer ou faussement pacifique comme une toile présaphéite de Burne-Jones... »

M. Rocard : « L'élu, quel qu'il soit devra mettre en œuvre mes conceptions »

M. Michel Rocard a réuni, le mercredi 20 janvier au Palais des congrès, porte Maillot à Paris, mille trois cents de ses partisans, au cours d'un « atelier organisé par les clubs Convergences de l'Île-de-France. L'objectif était de recueillir sur son éventuel retrait de la compétition présidentielle, M. Rocard a longuement développé ses thèmes favoris et présenté les cinq priorités (Europe, éducation, emploi, exclus, environnement) de son programme présidentiel.

L'ancien ministre a souligné : « Nous ne voyons de remède à nos difficultés que dans le retour à une grande croissance, qui est désormais exclue parce que ses deux ressorts principaux — l'énergie et l'argent disponible à vil prix — ont disparu [...]. C'est terminé, nous ne reverrons plus la grande croissance ». M. Rocard a également noté que l'ère de « l'Etat riche » est également terminée, notamment parce que « ce que nous lui demandons, l'éducation, la police, la justice, la défense, la santé pour une large part, sont des domaines où les coûts augmentent plus vite que la production du pays ».

Le député des Yvelines a rappelé sa « conviction » que « toutes les réponses techniques sont à peu près inventées » et que « ce qui fera la différence tiendra aux raisons pour lesquelles on retiendra certaines et l'exclusion des autres ».

Si l'« on convient maintenant que le social tient l'économie », M. Rocard voudrait ajouter que

« l'éthique collective (...) tient le social ».

Le maire de Conflans-Sainte-Honorine a énoncé les problèmes « la vie, l'argent, l'information, la violence » — auxquels sont confrontés les sociétés modernes. A propos de l'argent, il a lancé : « Ma conviction est maintenant faite que la vraie question se situe en amont de la réflexion scientifique. Elle est de savoir s'il doit (...) exister une déontologie... ».

L'argent, a-t-il ajouté, est un des signes de la réussite, il n'est pas la réussite elle-même. L'ancien ministre a conclu en rappelant son attachement à l'idée de « gouverner autrement » et en indiquant : « Nul ne sait, le dit bien lui-même, ce qui sera le prochain président. Ce choix dépend des Français au vu de la liste définitive des candidats, mais, quel que soit l'élu, heureux au soir du second tour mais assailli de difficultés dès le lendemain, il lui faudra impérativement mettre en œuvre les conceptions que je viens de définir, car il n'y a pas d'autres possibilités qui permettent un espoir ».

Ainsi auto-intronisé maître à penser de l'ensemble des candidats éligibles, M. Rocard s'est borné, pour l'actualité récente, à une brève allusion ironique sur la nécessité, pour se faire entendre et « dominer le bruit du monde », de faire événement par « une déclaration fracassante, une petite phrase assassine voire un diatribe existentiel ».

J.-L.A.

« Reconstituons la démocratie... »

Dans une interview publiée par la Croix datée du 21 janvier, M. Michel Rocard considère qu'il faut refuser au pouvoir politique « la prétention à fabriquer le bonheur ». « Il a assez à faire pour assurer les conditions minimales de ce bonheur : la liberté, la paix, la sécurité, un revenu, un emploi, une formation », précise-t-il avant de se féliciter d'un déclin des idéologies.

L'ancien ministre poursuit :

« Un peu partout dans le monde, on découvre qu'il y a des dangers, toxiques, qu'il faut combattre qu'à de mauvaises résultats dans la gestion des sociétés (...). Je ne refuse à voir un parti politique démissionner d'une majorité politique au Parlement imposer sa manière de voir les choses. Je pense à cet égard que c'est à la société civile de parler. L'Etat est là pour faire marcher l'eau, le gaz, l'électricité, la police, la justice, la sécurité et l'école. Il ne faut pas lui en demander trop. Si on le socialise, il usurpe des fonctions. »

Constatant que « nos sociétés sont de plus en plus ingouvernables », M. Rocard observe : « Nous nous amusons, sous prétexte que nous avons une élection présidentielle dans quelques mois, à batailler sans jamais parler de choses sérieuses. Nous vivons au rythme des sondages mensuels. Nous ne pensons plus les évolutions longues. Reconstituons la démocratie en remettant la politique à sa place : à part nous ».

« Il y a six mille ans d'histoire : comment connaît-on les civilisations qui nous ont précédées ? Par les architectes, sculpteurs, peintres, leurs descendants, Homère, leurs philosophes, Socrate, Platon, etc. Et les politiques, on les connaît quand ce sont de grands tueurs. Dans les grandes périodes de culture et de paix, les politiques, on ne sait plus qui ils sont. Ils ont laissé faire, et ceux-là, ce sont les grands. La grandeur du métier politique tient au caractère pacifique et modeste de ses ambitions. »

Selon un sondage de BVA

L'écart se resserre entre M. Barre et M. Chirac

M. François Mitterrand confirme sa prééminence aux deux tours de l'élection présidentielle, MM. Raymond Barre et Jacques Chirac ne sont pas départagés et M. Michel Rocard est distant : tels sont les enseignements du sondage d'intentions de vote réalisé par BVA et publié, le jeudi 21 janvier, dans Paris-Match (1).

Soixante-trois pour cent des sympathisants de gauche estiment que le président de la République est le meilleur candidat pour représenter la gauche. En tout cas, le chef de l'Etat est largement en tête au premier tour, avec 37,5 % des intentions de vote, tandis que l'ensemble des candidats de gauche rassemblent 45 % des voix (au lieu de 46,5 % en décembre). Au second tour, M. Mitterrand est réélu face à M. Raymond Barre (avec 51,5 % des suffrages au lieu de 33,5 % en décembre) et M. Jacques Chirac (avec 54,5 % au lieu de 55 %).

Le premier ministre a, pour sa part, comblé l'écart le séparant de M. Barre. Pour la première fois depuis juin dernier, une majorité d'électeurs de droite (39,5 % au lieu de 37 % en décembre) jugeant que le chef du gouvernement est le meilleur représentant de son camp, alors que 38,5 % des sympathisants de la majorité (au lieu de 40 %) penchent en faveur de M. Barre. Au premier tour de la consultation présidentielle, MM. Chirac et Barre obtiennent respectivement 21,5 % et 22 % des intentions de vote (au lieu de 21 % et 22,5 % le mois dernier) dans l'hypothèse où M. Mitterrand est élu. Au total, les candidats de droite et d'extrême droite rassemblent, dans cette éventualité, 54,5 % des voix (au lieu de 52,5 %) et 62 % (au lieu de 60 %) lorsque M. Rocard porte les couleurs socialistes.

Ce dernier est de plus en plus marginalisé dans aux yeux des sympathisants de gauche qu'à ceux de l'ensemble de l'électorat. Seuls 12 % des électeurs de gauche pensent que M. Rocard est le meilleur représentant de son camp. C'est là son plus mauvais résultat depuis février 1986, date à laquelle BVA a pris en compte l'hypothèse d'une candidature de M. Mitterrand. S'il recueille 26,5 % des intentions de vote (au lieu de 28 %) au premier tour, M. Rocard est systématiquement battu au second. M. Barre emporte avec 57,5 % des voix et enregistre la son meilleur résultat depuis l'introduction de cette question au baromètre en novembre 1985. Avec 51 % des suffrages, M. Chirac prend, quant à lui, l'avantage, pour la première fois depuis octobre 1986.

(1) Sondage effectué du 4 au 8 janvier, auprès d'un échantillon représentatif de 2 013 personnes.

L'impasse de...

Le maire de Conflans-Sainte-Honorine a énoncé les problèmes « la vie, l'argent, l'information, la violence » — auxquels sont confrontés les sociétés modernes. A propos de l'argent, il a lancé : « Ma conviction est maintenant faite que la vraie question se situe en amont de la réflexion scientifique. Elle est de savoir s'il doit (...) exister une déontologie... ».

PROPOSER

« Nous nous amusons, sous prétexte que nous avons une élection présidentielle dans quelques mois, à batailler sans jamais parler de choses sérieuses. Nous vivons au rythme des sondages mensuels. Nous ne pensons plus les évolutions longues. Reconstituons la démocratie en remettant la politique à sa place : à part nous ».

Raymond Barre

Le premier ministre a, pour sa part, comblé l'écart le séparant de M. Barre. Pour la première fois depuis juin dernier, une majorité d'électeurs de droite (39,5 % au lieu de 37 % en décembre) jugeant que le chef du gouvernement est le meilleur représentant de son camp, alors que 38,5 % des sympathisants de la majorité (au lieu de 40 %) penchent en faveur de M. Barre. Au premier tour de la consultation présidentielle, MM. Chirac et Barre obtiennent respectivement 21,5 % et 22 % des intentions de vote (au lieu de 21 % et 22,5 % le mois dernier) dans l'hypothèse où M. Mitterrand est élu. Au total, les candidats de droite et d'extrême droite rassemblent, dans cette éventualité, 54,5 % des voix (au lieu de 52,5 %) et 62 % (au lieu de 60 %) lorsque M. Rocard porte les couleurs socialistes.

Raymond Barre

Ce dernier est de plus en plus marginalisé dans aux yeux des sympathisants de gauche qu'à ceux de l'ensemble de l'électorat. Seuls 12 % des électeurs de gauche pensent que M. Rocard est le meilleur représentant de son camp. C'est là son plus mauvais résultat depuis février 1986, date à laquelle BVA a pris en compte l'hypothèse d'une candidature de M. Mitterrand. S'il recueille 26,5 % des intentions de vote (au lieu de 28 %) au premier tour, M. Rocard est systématiquement battu au second. M. Barre emporte avec 57,5 % des voix et enregistre la son meilleur résultat depuis l'introduction de cette question au baromètre en novembre 1985. Avec 51 % des suffrages, M. Chirac prend, quant à lui, l'avantage, pour la première fois depuis octobre 1986.

Raymond Barre

Le premier ministre a, pour sa part, comblé l'écart le séparant de M. Barre. Pour la première fois depuis juin dernier, une majorité d'électeurs de droite (39,5 % au lieu de 37 % en décembre) jugeant que le chef du gouvernement est le meilleur représentant de son camp, alors que 38,5 % des sympathisants de la majorité (au lieu de 40 %) penchent en faveur de M. Barre. Au premier tour de la consultation présidentielle, MM. Chirac et Barre obtiennent respectivement 21,5 % et 22 % des intentions de vote (au lieu de 21 % et 22,5 % le mois dernier) dans l'hypothèse où M. Mitterrand est élu. Au total, les candidats de droite et d'extrême droite rassemblent, dans cette éventualité, 54,5 % des voix (au lieu de 52,5 %) et 62 % (au lieu de 60 %) lorsque M. Rocard porte les couleurs socialistes.

DE GRANDS MOMENTS A CHAQUE INSTANT.

EUROPE 1
GO 183 Kcs - FM 104.7

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

Au procès d'Action directe

La défense dans toutes ses audaces

Enfin ! A deux jours de son terme, ce procès prend son envol. Enfin, on débat, on s'empoigne, on argumente, jusqu'à la mauvaise foi et, enfin, passe dans le prétoire le souffle puissant de la polémique. Evidemment, l'envol est un peu éparpillé, mille colombes se dispersent à tous les coins de l'horizon. Le procès a été si longtemps corseté par le mutisme des accusés, l'absence de l'accusation !

Maintenant les avocats, comme c'est leur tâche, entreprennent le procès de ce procès. « Ce n'est pas un procès mais un exorcisme », attaque tout de suite M. Lev Forster, défenseur de l'écrivain Dan Franck. « Les catégories mises en point par le parquet n'existent que dans son imagination », rétorque M. Antoine Comte, défenseur de Bruno Baudrillard et Amélie Benoit, comparant les prétendus « malfaiteurs » ici poursuivis aux « contre-révolutionnaires » des procès de Moscou — rien de moins — ou aux « traîtres » Julius et Ethel Rosenberg, jugés pour espionnage aux Etats-Unis en plein macarthysme.

Arrive M. Thierry Lévy, défenseur des frères Haffen. Ses confrères avaient mis des formes, feint de ménager le président Ducos. M. Lévy ne blâse pas, il lance, il désarçonne M. Ducos. Ah, s'il pouvait la brandir au bout de sa pique, la tête du président ! « Se souviendra-t-on, demande-t-il, des ordres donnés de frapper ceux qui parlaient un peu fort ? » M. Ducos piqué au vif : « Maître, je ne peux pas vous laisser dire que j'ai donné l'ordre de frapper les prévenus. »

Théâtral, M. Lévy sort de sa poche un certificat médical attestant que Nicolas Haffen a un doigt cassé.

« Mais c'est lui qui a frappé un gendarme », tente de protester M. Ducos. Alors, l'avocat : « Vous n'avez pas pu le voir. Le tribunal n'est entré qu'après ces incidents. »

A cet instant, le président doit éprouver le douloureux sentiment

de se retrouver sur un banc d'accusé. « Ceux qui ont refusé de parler au cours de ce procès ont-ils eu raison ou tort ? » demande M. Thierry Lévy, rappelant au président qu'il a interrompu Nicolas Haffen, pour avoir osé se comparer à Manouchian, ou Jean Asselmeier, coupable d'être « ennuyeux ». En deux phrases, il exécute l'étrange cérémonie judiciaire qui se déroule depuis dix jours : « On ne peut juger une association de malfaiteurs que dans deux cas bien précis. Avant la réalisation de leur crime, devant un tribunal correctionnel, ou après, devant une cour d'assises. Nous ne sommes dans aucun de ces deux cas. »

D'autres valeurs

Sur quoi il revient au président Ducos pour lui rappeler cruellement la question rituelle qu'il a posée à tous les prévenus, sans jamais obtenir de réponse :

« Pendant toute l'audience, vous leur avez demandé s'ils admettaient que l'Etat se défende contre leurs menées. S'ils vous avaient répondu, ils vous auraient dit qu'ils sont contre la démocratie puisque, à leurs yeux, elle est hypocrite et elle ment. Ils affirment d'autres valeurs : la désobéissance, la fidélité à la parole donnée, le sacrifice. Car on peut dire que ce sont des crétiens ou des isolés, mais on ne peut pas leur reprocher de ne pas se sacrifier pour leurs idées. »

Avant M. Lévy, tous les avocats s'étaient employés à combler le mutisme de leurs clients en replaçant leur engagement dans une perspective historique. Emboitant le pas à M. Jean-Denis Bredin, qui, la veille, dans un saisissant paradoxe, avait fait de Jean-Marie Rouillon l'héritier à peine pervers d'une longue tradition française de la violence politique initiée par Robespierre, M. Jean-Jacques de Felice, défenseur de Salvatore Nicosia, appelait à la rescousse les révolutions

de 1830, 1848 et la Commune de Paris. Quant à M. Lev Forster, il ne craignait pas de remonter « aux Templiers, à Jésus-Christ, à Mahomet qui, eux aussi, ont cherché à construire un monde meilleur ».

On ne retombe pas facilement d'une si auguste compagnie à la besogne ingrate de défricher le dossier. A l'exception du défenseur de l'écrivain Dan Franck, qui développe longuement le thème de l'amitié abusée, la défense paraît ne se replonger dans les détails qu'à regret. Elle se concentre sur les points les plus attaques semblant abandonner sans combattre les autres à l'accusation.

M. Antoine Comte a ainsi beau jeu de revenir sur les revirements à l'audience des trois témoins qui, au cours de l'instruction, avaient accablé ses clients Amélie Benoit et Bruno Baudrillard, et d'annoncer que ces derniers viennent de déposer une plainte avec constitution de partie civile pour subornation de témoins. Quant au

seul témoin ayant maintenu ses déclarations, M. Comte relève qu'il assure avoir vu des armes... que l'on n'a jamais retrouvées. « Donc, conclut l'avocat, aucun élément matériel n'atteste la participation à crimes. »

Du même revers dédaigneux, M. Lévy écarte les charges qui pèsent sur les frères Haffen et assure, tirant parti de l'apparente fragilité des témoignages : « Tout ce que l'on a contre Nicolas, c'est un délit nouveau : la participation à un hold-up par ressemblance. » Quant à Claude, « on lui reproche notamment d'avoir hébergé Rouillon et Ménégon après l'affaire de l'avenue Trudaine pour laquelle ils ne sont pas poursuivis et pour laquelle ils avaient été acquittés. »

Un signe supplémentaire est ainsi donné que l'enjeu se trouve bien ailleurs que dans le contenu du dossier. « Nous avons eu un drôle de procès », déplore M. Lévy. On ne saurait mieux dire.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

Condamnés par M. Ahmed Ben Bella

Deux opposants au régime algérien arrêtés et inculpés

Deux dissidents de l'opposition au régime algérien en France ont été inculpés et écroués, le mercredi 20 janvier, à Arras (Pas-de-Calais) et à Marseille (Bouches-du-Rhône), après quarante-huit heures de garde à vue. MM. Brahim Kentour et Saada Namane, ce dernier ayant la nationalité française, avaient été précédemment critiqués par le Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA), fondée en 1984 par l'ancien président Ahmed Ben Bella, en exil en Suisse.

Tous deux ont été interpellés, lundi 18 janvier, par la direction de la surveillance du territoire (DST), le service de contre-espionnage français. Résident à Arras, M. Brahim Kentour, quarante-cinq ans, a été écroué sous les inculpations de détention d'armes prohibées et d'infraction à un arrêté de résidence. Agissant sur commission rogatoire du juge d'instruction parisien, M. Michel Légrand, les policiers ont

saisi à son domicile des talkies-walkies, une carabine 22 long rifle avec un chargeur de plus de dix cartouches.

La justice lui reproche encore d'avoir fréquemment quitté le Pas-de-Calais alors qu'il y est assigné à résidence depuis une condamnation à trois mois de prison prononcée en octobre 1986, pour détention d'un chargeur et de munitions. Présenté, mardi soir, devant le tribunal correctionnel d'Arras dans le cadre de la procédure de comparution immédiate, M. Brahim Kentour a obtenu le report de l'audience au 26 janvier et a été placé en détention préventive.

A Marseille, M. Saada Namane, quarante-deux ans, a été inculpé de détention d'armes de munitions et d'écroué à la prison des Baumettes. Une carabine 22 long rifle, un stock de plus de quatre cents balles et cartouches de différents

calibres ainsi qu'un chèque et une carte d'identité ne lui appartenant pas ont été saisis chez cet ancien commerçant. Responsable de l'association Nouvelle génération, Saada Namane avait conduit la liste du Parti ouvrier européen (POE, extrême droite) aux élections régionales de 1986 dans les Bouches-du-Rhône. Selon M. Gilbert Collard, son avocat, Brahim Kentour et son client ont été arrêtés sur dénonciation anonyme. Une lettre reçue à Paris aurait indiqué à la DST que les deux hommes préparaient des attentats contre des intérêts français et américains en Algérie.

Le 9 janvier, M. Ahmed Ben Bella avait diffusé, au nom du MDA, un communiqué se désolidarisant préventivement des activités de MM. Brahim Kentour et Saada Namane. Après avoir appelé que M. Brahim Kentour avait été exclu du MDA le 2 novembre 1987, le dirigeant de l'opposition algérienne en exil poursuivait : « Depuis lors, ce dernier, entouré d'un carré d'individus tous connus pour leurs relations avec différents services de police, ne cesse d'exciter de notre cause personnelle pour se targuer publiquement de la préparation d'activités violentes de déstabilisation du régime algérien (...). Nous réaffirmons solennellement notre attachement profond au combat d'idées et à la lutte pacifique, seuls à même de créer les conditions d'une alternative démocratique à la grave crise que traverse notre pays. Nous ne saurions, par conséquent, cautionner une quelconque aventure minoritaire, encore moins en être les acteurs aveugles. » M. Ben Bella ajoutait enfin que M. Saada Namane « ne peut aucunement prétendre nous représenter (à Marseille). Il n'appartient pas à notre mouvement et n'en a jamais fait partie ».

A Alger, nous indique notre correspondant, Frédéric Fritscher, l'agence officielle Algérie-Presse Service (APS) a commenté ironiquement cette prise de position de M. Ben Bella : « Par cette action qui sera la combine à 1 000 lieux, il veut se doter d'une virginité politique et se présenter comme un pacifiste et un démocrate. En fait, les informations concordantes confirment qu'il a déjà planifié des actions violentes contre l'Algérie. »

Bruno Saby

remporte le Rallye Monte-Carlo

Le Français Bruno Saby (Lancia Delta HF) a remporté le jeudi 21 janvier, le 56^e Rallye Monte-Carlo, première épreuve du championnat du monde 1988. Il devance l'Italien Alessandro Fiorio (Lancia Delta HF) de 10 min 58 s et le Français Jean-Pierre Ballet (Peugeot 205 GTI) de 25 min 35 s. Après les abandons de ses coéquipiers, l'Italien Massimo Biasion (panne de moteur) et le Français Yves Loubet (sortie de route), Bruno Saby s'est contenté d'assurer sa première place. Attendu avec curiosité, les Mazda 323, seules rivales potentielles des Lancia, ont été écartés par Hannu Mikkola et Ingvar Carlsson ont dû rapidement abandonner, et Timo Salonen a terminé cinquième à 36 min 57 s.

Plus encore que ses coéquipiers, Bruno Saby attendait beaucoup de ce Rallye Monte-Carlo. Depuis sa victoire dans le Tour de Corse 1986 sur Peugeot 205 Turbo 16, ce Grenoblois avait souvent été malchanceux. Engagé par Lancia pour le Tour de Corse et pour le Monte-Carlo 1987, il avait dû abandonner alors qu'il était en tête de cette dernière épreuve. Cette troisième chance avec l'écurie italienne pourrait être la bonne pour ce pilote de trente-neuf ans qui ne disposait pas de volant pour les prochains rallyes du championnat du monde.

● BASKET-BALL : Coupes d'Europe. — Orthez a préservé une mince chance de se qualifier pour les demi-finales de la Coupe d'Europe des clubs champions en battant Barcelone (95-83), le mercredi 20 janvier. En Coupe Korac, Villeurbanne a gagné à Salonique (81-80) et Monaco a été battu dans sa salle par le Real de Madrid (89-84), mais les deux représentants français sont éliminés.

SPORTS

Le Rallye Paris-Alger-Dakar

Le « mea culpa » de Gilbert Sabine

NOUAKHOTT de notre envoyé spécial

L'étape Moudjeria-Nouakchott (Mauritanie), longue de 674 kilomètres, dont 368 kilomètres de spéciale, a finalement été neutralisée à mi-course, le 20 janvier, à cause d'un fort vent de sable. Le directeur de course, René Metzger, a interrompu la spéciale à 14 heures et demandé aux concurrents (35 motos et 121 autos ou camions) de se diriger sur Nouakchott en convoi. Ce retard a entraîné la neutralisation de l'étape du jeudi 21 janvier.

Surprenante conférence de presse. Les journalistes réunis le 20 janvier au soir sur l'aéroport de Nouakchott, ont entendu une critique en règle du dixième Rallye

Paris-Alger-Dakar, menée par... le directeur de ce même rallye, M. Gilbert Sabine. Alors que le directeur de course, René Metzger, se défend toujours de la moindre faute et donne facilement dans l'autosatisfaction, Gilbert Sabine a pratiqué l'autoflagellation avec une déconcertante candeur.

« Ce dixième rallye devait être une grande fête, a-t-il dit, ce n'est plus qu'une fête, et encore le mot est-il trop grand. Les défauts de cette course ? Innombrables : « Trop de concurrents. Trop de mécaniciens dans les avions. Beaucoup trop de gens dans les avions. Trop d'avions. »

Mais ce n'est pas tout. « Le découpage de la course n'était pas bon », constate Gilbert Sabine, qui juge maintenant les étapes « un peu longues et un peu dures ». La preuve : « Des professionnels ont laissé leur matériel. Il reconnaît aussi que les départs ont été « trop tardifs », ce qui a multiplié les arrivées de nuit.

Quant à la journée de repos d'Agadez, qui a vu défiler quelque huit cents invités, le président la dénonce aujourd'hui, bien qu'il ait lui-même participé à l'inflation. « Il ne faut pas qu'Agadez devienne Saint-Tropez. »

Une « campagne infâme »

Une critique que Gilbert Sabine n'admet pas, en revanche, c'est celle contre les médecins du rallye accusés de porter la responsabilité d'une tétéplégie. « Tous nos médecins ont été sensationnels », a-t-il insisté, en dénonçant une « campagne infâme », menée par un médecin écarté à deux reprises du rallye. En ce qui concerne la couverture télévisée, Gilbert Sabine s'est montré très prudent. « La Cinq est une chaîne très dynamique. Nous avions un contrat de vingt-cinq heures et ils

diffuseront au total quarante-cinq heures. C'est bien. Mais il n'a pas exclu que l'an prochain, le rallye soit « ouvert à toutes les télé. »

Pour l'avenir, justement, Gilbert Sabine se montre optimiste car, selon lui, « le rallye-rail est l'avenir du sport automobile ». Il veut revenir à « un Dakar plus humain, plus près de l'esprit de Thierry, par exemple avec des étapes sans road-book » qui permettraient aux concurrents de rallier un point à un autre en parcourant libre. »

« Nous nous sommes laissés entraîner par le grandiose », a-t-il reconnu. Il envisage de limiter la puissance des véhicules, car « le terrain se prête mal aux grandes vitesses ». Mais il ne veut pas interdire les prototypes, comme le souhaiterait la FISA (Fédération internationale du sport automobile) présidée par M. Balestre, qui veut revenir aux véhicules « marathons » proches de la série.

S'agissant des critiques de M. Balestre, précisément, Gilbert Sabine les écarte toutes. « Il veut que nous avançons le Dakar pour ne pas faire d'ombre au Monte-Carlo. Mais il peut, s'il le veut, lancer le Monte-Carlo le 1^{er} janvier. Ça ne me gêne absolument pas. S'il veut mettre la main sur le Dakar, il fait fausse route. »

ROGER CANS.

● Le voleur de la voiture de Vatanen retrouvé. — La responsabilité de la disparition et la Peugeot 405 du Finlandais Ari Vatanen aurait été retrouvée par la police malleenne, a indiqué jeudi 21 avril à Nouakchott (Mauritanie). M. Gilbert Sabine, l'organisateur du rallye Paris-Alger-Dakar qui tenait ces renseignements du colonel Cheik, le responsable de la sûreté nationale malleenne, a précisé que cette personne avait été placée en garde à vue. Son identité n'a pas été révélée mais il s'agit d'un Français qui a participé au rallye. (AFP.)

TENNIS

Les Internationaux d'Australie Steffi Graf et Chris Evert en finale

L'Allemande de l'Ouest Steffi Graf s'est qualifiée, jeudi 21 janvier, pour la finale féminine des internationaux de tennis d'Australie en battant en demi-finale sa compatriote Claudia Kohde-Kilsch (6-2, 6-3) en quarante-cinq minutes. La jeune championne du monde (dix-huit ans), qui n'a pas perdu de set depuis le début du tournoi, rencontrera samedi en finale l'Américaine Chris Evert (trente-trois ans), qui a causé une petite surprise en éliminant sa « vieille » rivale, Martine Navratilova (6-2, 7-5). C'est la première fois que Steffi Graf et Chris Evert seront opposées dans une finale d'un tournoi du grand chelem. Les deux championnes se sont déjà rencontrées dix fois. L'Américaine l'a emporté six fois mais a perdu les quatre derniers matches.

Le « détail » de M. Le Pen en appel

Un débat entre le droit et la conscience

Le juge des référés doit-il tout juger et trancher en toute matière faisant de l'institution judiciaire l'arbitre suprême de la totalité des conflits ? Plus précisément, des propos moralement inacceptables sont-ils juridiquement condamnables ? C'est, en substance, à ces questions que devra répondre la cour d'appel de Versailles présidée par M. Pierre Estoup, premier président, en se prononçant, le 28 janvier, sur l'ordonnance des référés rendue, le 23 septembre 1987, par M. Germain Le Foyer de Costil, président du tribunal de grande instance de Nanterre. Celui-ci avait condamné M. Jean-Marie Le Pen à verser le franc symbolique de dommages et intérêts au Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), à la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), à six associations de déportés, trois survivants de la déportation et l'Union des tziganes et voyageurs de France (le Monde du 25 septembre 1987).

Le magistrat avait accordé cette provision à valoir sur la réparation du préjudice subi après les propos tenus par M. Le Pen lors de l'émission « Grand-Jury RTL-le Monde » diffusée le 13 septembre 1987. Invité à s'exprimer sur les thèses soute- nues par des « révisionnistes » qui contestent la réalité de l'existence des chambres à gaz durant la deuxième guerre mondiale, le président du Front national avait notamment affirmé : « Je n'ai pas étudié la question, mais je crois que c'est un point de détail », tout en se montrant dubitatif.

A l'audience du mercredi 20 janvier, son conseil, M. Georges-Paul Wagner, a réitéré devant la cour d'appel que l'on avait dénaturé le sens des propos de son client. Mais l'avocat a surtout plaidé que même dans le cas où M. Le Pen aurait donné à ses déclarations le sens que lui attribuent ses adversaires, elles relèvent de « la seule appréciation des experts, des historiens et du public qui sont seuls juges ». Selon M. Wagner, aucun texte de loi ne permettrait au juge des référés de dire que la phrase litigieuse avait constitué « un trouble manifestement illicite » puisqu'il s'agirait alors d'un « délit d'opinion ». L'avocat s'est appuyé sur les réactions de certains magistrats et juristes qui, sans cacher leur opposition formelle aux idées de M. Le Pen, avaient analysé l'ordonnance de référé en la considérant comme juridiquement discutable.

« Ce qui est illicite c'est ce qui n'est pas permis au regard de la conscience », a affirmé M. Charles Libman, conseil de l'Association des fils et filles de déportés juifs de France, en rappelant le trouble profond ressenti par les victimes du nazisme et leurs familles devant les propos de M. Le Pen. « La souffrance, il n'en a cure », enchaîna M. Roland Rappaport, suivi par M. Patrick Queminn, avocat de la LICRA et de l'Union des tziganes et voyageurs de France, pour lequel le « trouble » c'est « d'inciter le public à méconnaître la souffrance » en prenant le risque de provoquer des réactions violentes. Et M. Queminn a mis les juges en garde : « Il faut craindre que la toge ne le cède aux armes » a prévenu l'avocat. Aussi M. Bruno Rytterband, pour le MRAP, a-t-il estimé nécessaire qu'un juge se prononce avec les armes du droit, car « il faut un juge contre la barbarie ».

L'avocat général Jean-Louis Nadal a également considéré que le trouble était « incontestable » car les victimes ne pourraient supporter que le mode d'extermination spécifique au système nazi n'ait pas d'importance. Pour le magistrat, il fallait qu'« une autorité le proclame par la décision la plus apaisante qui soit ».

Auparavant, M. Bernard Jouanneau, conseil des Associations de déportés, avait soutenu la même thèse en estimant que l'institution judiciaire était la seule à laquelle il était possible de s'adresser en des cas semblables en demandant à la cour de confirmer la décision symbolique de « réprobation » prononcée « en signe d'apaisement » afin de « faire avancer le droit ».

MAURICE PEYROT.

Nouvelles inculpations dans l'enquête sur les attentats de 1986

Omar Agnau, âgé de vingt-six ans et de nationalité marocaine, étudiant en mathématiques, a été inculpé, mercredi 20 janvier, par Gilles Boulougue, juge d'instruction au tribunal de Paris, pour quatre attentats commis en 1986 et revendiqués par le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes (CSPPA). Déjà inculpé pour les attentats commis contre le magasin Tati (17 septembre 1986) et contre l'Hôtel de ville de Paris (8 septembre 1986), Agnau a été inculpé pour ceux commis à la cafétéria de l'Hypermarché Casino de la Défense (12 septembre) et dans le TGV Paris-Lyon à Bruny (17 mars 1986), ainsi que pour deux tentatives manquées dans le RER.

(20 mars 1986 et 4 septembre 1986). Cependant, les chefs d'inculpation varient. Pour l'attentat de la Défense, Agnau est inculpé « de complicité de tentative d'assassinat et de tentative de destruction et/ou détérioration de biens immobiliers ou mobiliers appartenant à autrui par l'effet de substances explosives ». Pour les trois autres, il est inculpé de « tentative d'assassinat et infraction sur la législation sur les explosifs ». BR Les inculpations prononcées contre Agnau — pour un total de quatre attentats et de deux tentatives manquées — avaient été aussi auparavant signalées à Fouad Ali Saleh, de nationalité tunisienne, et à Abdelmalek Boudoud, de nationalité marocaine.

La con

Cl

Industries p en acci

DIVERS

Une

Société

La conférence des Prix Nobel à Paris

Le SIDA et les droits de l'homme ont occupé, mercredi 20 janvier, une part importante des travaux de la Conférence des Prix Nobel, qui se tient à Paris depuis le 18 janvier. Réunis à l'initiative de M. François Mitterrand et du Prix Nobel de la paix, Elie Wiesel, les soixante-cinq participants réfléchissent aux moyens d'écarter les menaces qui pèsent sur la planète à l'ère du vingtième et du vingt-et-unième siècles. Tandis que le docteur John Vane a insisté sur une nécessaire coopération entre les

sociétés pharmaceutiques, M. Joshua Lederberg nous a déclaré à propos du dépistage qu'il estime nécessaire que « chacun fasse des concessions ». Il faudra, dit-il, plus de dépistage mais en protégeant les droits individuels. Le matin, dans une intervention très remarquée, M. Wole Soyinka, Prix Nobel de littérature, avait dénoncé le danger que font courir aux droits de l'homme les États théocratiques.

Madame Hélène Altweller, chancelière des universités de Paris, qui participe à la

conférence, comme M. François Gros, en tant que « modérateur », a laissé prévoir que les Prix Nobel pourraient, en se séparant jeudi 21 janvier, lancer un appel pour que les dix dernières années du vingtième siècle soient la « décennie de l'antre ».

M. Claude Simon, Prix Nobel de littérature, avait traité, mardi 19 janvier, des rapports entre culture et société. Il livre au Monde son expérience de Nobel participant à la conférence.

Claude Simon en apprentissage

« Y a-t-il un langage commun entre scientifiques et littéraires dans une telle confrontation ? »

Four mai, science et littérature s'interpellaient : on ne peut concevoir Rousseau sans l'épistémologie. Mais je crois surtout qu'on peut aborder ici à des décisions communes. La difficulté n'est pas tellement due aux disciplines différentes, mais au fait que, par exemple, les scientifiques sont souvent des chercheurs de très haut niveau, alors que moi je n'en suis pas. Dans la mesure où le scientifique, comme l'écrivain, apporte quelque chose d'un peu neuf à savoir des lacunes entre deux données, entre la chaleur et le coefficient de dilata-

tion, par exemple, pour les scientifiques ; ou entre les mots, entre les images, pour les écrivains, ou entre les formes pour les peintres, ils participent à cette incessante transformation du monde. Transformation que je réappellerai progrès. Une statue cycladique est tout aussi proche de moi qu'une peinture de Miro. Je me sens plus près de Shakespeare que de Corneille ; c'est une affaire de sensibilité.

Qu'est-ce qu'un écrivain vient faire dans une conférence où l'on traite du SIDA, des manipulations génétiques ou de la dette exté-

— Rien. Apprendre.

— Mais vous n'êtes pas ici pour apprendre.

— On apprend toujours. J'écris. En URSS, où j'étais invité il y a un an et demi, j'ai essayé de dire que l'art n'a rien à voir avec une finalité sociale quelconque, pour reprendre la formule d'Élie Faure. Cela n'a suscité aucun intérêt. J'ai repris ce sujet avec les Prix Nobel. L'art et la science ne doivent pas se laisser régenter par quelque morale ou quelque idéologie, à l'instar — du scientifique lorsqu'il utilise une relation entre deux phénomènes. C'est quand le peintre peint et que l'écrivain écrit qu'il apporte quelque chose de positif. A condition — et c'est le paradoxe — qu'il le fasse sans se préoccuper d'idéologie et en faisant son travail au mieux. Si Lyssenko et Mitchourine n'avaient pas fait découler leurs résultats des théories économiques officielles, ils n'auraient pas aggravé la pénurie alimentaire de leur pays.

La grandeur de leur tâche

« Einstein n'a pas hésité à poursuivre des travaux dont se produisaient des conséquences négatives. On n'arrêtera jamais un vrai savant, un vrai poète, dans leurs recherches, par des considérations extérieures. Les travaux d'Einstein ont rendu possible Hiroshima. Mais ils ont aussi arrêté une guerre qui nourrirait bien des horreurs. Et, plus tard, la menace de destruction atomique ne nous a-t-elle pas protégés de nouvelles horreurs, même très « conventionnelles » ? Vous savez, les camps d'extermination ne devaient rien à la physique nucléaire.

— L'art et la science s'aident sans empêcher le génocide.

— Cela ne signifie pas qu'ils n'aient servi à rien. Mais il est vrai qu'on n'a apporté aucun changement aux passions humaines, à l'ambition, à la jalousie.

— Que peuvent alors les Prix Nobel pour le développement, les droits de l'homme, le développement ?

— L'attribution du prix Nobel donne un poids exagéré à nos paroles dans l'opinion. Mercredi matin, le professeur Dausset a attiré notre attention sur les dangers des greffes d'organes qui pourraient conduire des êtres au crime. Notre rôle est de nous informer les uns les autres et d'informer le législateur, le politique. Ce sera à eux d'agir ; ce sera d'ailleurs la grandeur de leur tâche. De même, un participant a proposé que la conférence obtienne la réduction de 1 % des armements. La décision est du ressort des gouvernements, pas du nôtre.

— Les positions de certains participants à la conférence en faveur d'Israël ont-elles empêché des Prix Nobel de venir ?

— Je ne sais pas.

— Étaient-elles sur les travaux ?

— Je ne le pense pas. Dans toute la préparation de la conférence, dans tous les documents qui l'ont précédée, en tout cas, je n'ai trouvé aucune allusion à Israël. Pour ma part, je souhaite que l'on trouve aux problèmes posés dans cette région du monde une solution pacifique qui respecte les droits des peuples israéliens et palestiniens.

— Comment s'exprime à la conférence la voix du tiers-monde ?

— Les Nobel du tiers monde ne sont pas nombreux. C'est un fait.

— Vous avez déclaré que la dernière guerre mondiale et que les camps ont soulevé le glas d'un certain humanisme traditionnel.

— Il a fallu recommencer à zéro. Barthes a publié le Degré zéro de l'écriture ; Nathalie Sarraute, l'Ère du soupçon ; Alain Robbe-Grillet, des romans dépourvus de tout commentaire psychologique. Dufrenoy est reparti du support des murs.

— Par quel a-t-on remplacé l'humanisme ?

— Votre question s'adresse à un philosophe. Je regrette qu'il n'y ait pas parmi les Nobel, l'aimerais qu'il y ait un Nobel de philosophie, un Nobel de peinture, un Nobel de musique.

Propos recueillis par CHARLES VIAL

Le cosmonaute soviétique rencontre la presse

Romanenko, frais comme un gardon

MOSCOU
de notre envoyée spéciale

Uniforme kaki, bâti comme un taureau, le poitrine bardée de décorations, le cosmonaute Youri Romanenko est apparu, le mercredi 20 janvier, dans une forme éblouissante pour un homme qui, il y a à peine trois semaines, achevait une mission de trois cent vingt-six jours en orbite, après avoir battu le record du monde de durée dans l'espace.

Youri Romanenko, quarante-trois ans, a marché seul, sans soutien, jusqu'au podium de la salle de presse du ministère des affaires étrangères, d'où il a aussitôt déclaré d'une voix forte un exposé d'une demi-heure sur les expériences menées à bord de la station orbitale MIR, et exprimé sa fierté d'avoir accompli cet exploit l'année du soixante-dixième anniversaire de la Révolution d'octobre.

En réponse à des questions, il a affirmé avoir eu moins de difficultés à son retour sur terre que lorsqu'il était en première mission de quatre-vingt-seize jours en 1977-1978. « À l'époque, lorsque les médecins m'ont demandé de marcher, je me suis levé, mais mes jambes étaient de plomb, je transpirais, et j'avais des palpitations, a-t-il raconté. Cette fois-ci, j'ai dû supplier les médecins de me laisser me lever, et faire quelques pas dans l'hélicoptère qui me ramenait à la base de Baïkonour. » Le 29 décembre, après l'atterrissage de Romanenko et de ses compagnons dans le désert du Kazakhstan, « ils m'ont aidé, et tout de suite je me suis senti ferme sur mes pieds. Mes jambes avaient bénéficié de l'exercice physique que j'avais fait à bord. Je n'ai pas senti la moindre palpitation : le lendemain j'ai couru un 100 mètres ».

Les médecins eux-mêmes paraissent étonnés de la remarquable rapidité de la réadaptation de Romanenko. Le professeur Anatoli Grigoriev, directeur adjoint de l'institut des problèmes biologiques et médicaux au ministère de la santé, a souligné que la structure osseuse des cosmonautes n'est pas, comme on le croyait il y a dix ans, un obstacle aux vols de longue durée.

Romanenko paraît avoir mieux résisté à l'épreuve que son compagnon Alexandre Laveikine, revenu en juillet, après cinq mois de vol, en raison de troubles cardiaques. La presse occidentale voyait, pour la première fois mercredi, Laveikine, qui ne s'est pas exprimé au cours de la conférence de presse. Il semble à présent en très bonne forme, mais avait eu de toute évidence à son retour beaucoup plus de mal à se remettre à marcher. Il avait été remplacé pratiquement au pied levé à bord de la station MIR par Alexandre Avdeyev, qui a regagné la Terre en même temps que Romanenko. Celui-ci, sans aller jusqu'à dire qu'il ne s'attendait pas avec Avdeyev, a beaucoup regretté le départ de Laveikine.

Mais Romanenko n'a pas d'états d'âme, du moins c'est ce qu'il a affirmé : « On ne se sent pas isolé car les contacts avec le centre de contrôle de la Terre sont très fréquents, trop même parfois... Je n'ai jamais souffert de la solitude, nous avons aussi un contact hebdomadaire ou même bi-hebdomadaire avec nos familles par radio ou télévision, ce qui m'a permis de diriger depuis l'espace les travaux de rénovation de mon appartement que ma femme avait entrepris. Quand je suis rentré, tout était prêt. D'ailleurs, je disais à mon épouse : Si tu ne finis pas dans les délais, je prolonge ma mission dans l'espace... »

SYLVIE KAUFFMANN.

Des essais sans autorisation à la centrale nucléaire de Paluel

Les équipes de la tranche numéro un de la centrale nucléaire de Paluel ont failli aux règles de la sûreté dans la journée du 24 novembre 1986 en procédant sans autorisation officielle à des essais sur le réacteur. Au cours de cette opération, les respon-

sables de la centrale ont fait procéder, alors que le réacteur était à l'arrêt, mais que son cœur était encore chaud, aux tests d'un nouveau système de capteurs destinés à surveiller le niveau d'eau de refroidissement en cas d'incident.

Cette information, fournie, plus d'un an après l'incident, par une source anonyme, mais confirmée depuis par EDF, ne manque pas de mettre dans l'embarras les responsables, qui rappellent que des tests comparables et autorisés avaient été menés sur une autre tranche nucléaire de la centrale de Paluel quelques semaines auparavant.

« Ce défaut de procédure administrative » n'est pas du goût du Service central de sûreté des installations nucléaires (SCSIN), qui estime que cette opération constitue, « du point de vue de la sûreté, une dérive inacceptable ». D'autant qu'une affaire analogue — répression sans autorisation d'un système de la centrale du Tricastin alors qu'elle fonctionnait — avait, en février 1987, soulevé quelque émotion dans les milieux spécialisés.

Cinq années de prolongation pour l'accord franco-américain sur les centrales nucléaires

Le Commissariat français à l'énergie atomique (CEA), l'Électricité de France (EDF), Framatome et la société américaine Westinghouse ont décidé de prolonger jusqu'à la fin 1992 leur accord de coopération de recherche et développement commun sur les réacteurs à eau sous pression (REP, en anglais PWR), signé en 1976, a annoncé un communiqué du CEA.

Depuis cette date, les quatre signataires ont mené à terme, avec succès plus de cent cinquante programmes dans le domaine des REP, concernant essentiellement le comportement des matériaux, le combustible, les générateurs de vapeur, la sûreté, la réduction des doses d'irradiation, la fiabilité et la disponibilité. La qualité des résultats obtenus, souligne le communiqué, a incité les quatre partenaires à poursuivre ce type de coopération. Cependant, durant cette nouvelle prolongation de cinq ans, l'accent sera mis sur l'amélioration de l'exploitation des centrales existantes.

Les industries pharmaceutiques en accusation

Le Britannique John R. Vane, prix Nobel de médecine en 1982, est intervenu longuement sur le SIDA, le mercredi 20 janvier, au cours de la conférence des prix Nobel à Paris. Le docteur Vane, qui dirige l'Institut de recherche William Harvey à la faculté de médecine de l'hôpital Saint-Bartholomew à Londres, a mis en cause les sociétés pharmaceutiques.

« Ce n'est pas la lutte contre la maladie qui les motive pour mettre au point de nouveaux médicaments, a-t-il déclaré. Ces médicaments sont un moyen de faire de nouveaux profits et résultent d'une compétition acharnée et coûteuse. » On peut dire que cette lutte concurrentielle entre les sociétés pharmaceutiques est une course à la vitesse, et que, grâce au désir de profit, elle conduit à l'élaboration de médicaments toujours meilleurs pour des maladies de plus en plus nombreuses. (...) Il y aura un conflit constant d'intérêts entre, premièrement, le besoin des sociétés pharmaceutiques de protéger leurs profits et, deuxièmement, le devoir des gouvernements de protéger les patients de limiter leurs dépenses en médicaments.

« En soulignant cette question aujourd'hui, je veux simplement souligner que, dans le cadre du système actuel de libre entreprise, ce n'est pas parce que les sociétés pharmaceutiques souhaitent soigner la maladie qu'apparaît une nouvelle thérapie du SIDA au moyen de médicaments, mais parce qu'elles veulent en tirer profit. »

Le docteur Vane a conclu un long appel aux sociétés pharmaceutiques : « On nous dit qu'il y a déjà cinq millions d'Africains qui sont contaminés, ce qui pose de toute évidence un problème particulier, car il est si leur gouvernement ne pourrait financer des traitements onéreux (...) Que les sociétés pharmaceutiques fournissent gratuitement des médicaments à ceux qui, en Afrique et peut-être ailleurs, n'auront jamais les moyens de se les acheter ! »

« J'en appelle donc, a-t-il conclu, à l'industrie pharmaceutique pour qu'elle agisse en « club » afin de combattre cette terrible maladie. »

FAITS DIVERS

L'escroquerie à l'assurance-vie

Une enquête à petite vitesse

Yves Dantonneau, inculpé d'escroquerie à l'assurance (le Monde du 20 janvier), avait été aidé par plusieurs complices aujourd'hui arrêtés. Certains d'entre eux avaient été interpellés dès le mois de novembre.

Le 20 novembre 1987, deux policiers, en mission de surveillance aux abords des centres de chèques postaux, repèrent une RS-Turbo neuve qui se gare devant le bureau de poste de la rue des Favorites, dans le quinzième arrondissement de Paris. Deux femmes entrent à la poste. L'homme qui les accompagne, fébrile, les attend à l'extérieur. Les trois personnes partent ensuite, à pied, lorsque les policiers continuent à surveiller le véhicule.

Deux heures plus tard, les deux femmes se rendent de nouveau à la

poste. Elles en ressortent, chargées de sacs bourrés à craquer. Les inspecteurs procèdent à un contrôle d'identité, dans les sacs, ils trouvent 2,14 millions de francs en coupures de 500 francs. Les porteurs de valises sont Marie-Thérèse Héranlt, Danièle Simonin et son mari. Les deux femmes viennent d'ouvrir un compte postal et de retirer une partie de l'argent, obtenu par une escroquerie à l'assurance-vie, en cours de laquelle un clochard a été tué en juin 1987, à la place du souscripteur, Yves Dantonneau (nos dernières éditions du 20 janvier).

Après avoir obtenu une information a été ouverte à Montpellier pour rechercher les causes de l'accident dans lequel Yves Dantonneau, qui ne possède pas moins de huit assurances-vie, a été, croit-on à l'époque, tué, près de Lodève (Hérault), les policiers du quinzième arrondissement interrogent longuement les trois personnes interpellées. Ils découvrent que Danièle Simonin, cadre dans une compagnie d'assurances où fut employé Yves Dantonneau, a déjà effectué deux voyages à Cannes, où elle a ouvert un compte postal, le 24 octobre, sous son nom de jeune fille. Elle devait s'y rendre de nouveau pour déposer les 2,14 millions de francs retirés. Avant son « décès officiel », Yves Dantonneau lui avait promis de l'embaucher dans la société de jouets qu'il avait montée à Montmorency (Val-d'Oise) et dont le PDG, contrairement aux premières informations obtenues, est Marie-Thérèse Héranlt, surveillée de materité à la clinique de Sarcelles. Dans cet établissement a travaillé également

Daniel Bionard, le conducteur de la voiture incendiaire volontairement.

Les enquêteurs parisiens sont d'autant plus perplexes qu'il n'y a pas eu d'autopsie du corps retrouvé dans la voiture. Mais le juge d'instruction de Montpellier, qui n'est encore saisi que d'une possible escroquerie, ne prolonge pas la garde à vue des trois personnes. Sur son avis, elles sont remises en liberté et les coupures de 500 francs leur sont même rendues. Épisode que les enquêteurs parisiens ne se privent pas de rappeler aujourd'hui.

Ce ne fut, on le sait, que partie remise puisque le clan des escrocs à l'assurance-vie vient d'être arrêté par la gendarmerie, deux mois, tout de même, après l'affaire du bureau de poste. Le mardi 20 janvier, Yves Dantonneau, appréhendé près de Cannes, a été inculpé d'escroquerie à l'assurance par M^{me} Claudine Laporte. Quatre complices devaient être présentés au juge d'instruction : Daniel Bionard, François Mennier, cuisinier à Sarcelles qui a « recruté » le clochard mort à la place de Dantonneau, Marie-Thérèse Héranlt, la compagne de M. Dantonneau, inculpée bénéficiaire des assurances-vie, Danièle Simonin. Les autres personnes qui avaient été interpellées (le Monde des 20 et 21 janvier) ont été remises en liberté.

L'identité de la victime reste inconnue. Selon les déclarations de François Mennier, le clochard âgé d'une quarantaine d'années, se prénomait Joël. Il semble que M. Dantonneau ait effectué auparavant, avec un autre clochard, une première tentative qui n'a pas abouti.

BERNARD FRANK. UN SIÈCLE DÉBORDÉ.



Bernard Frank

Un siècle débordé

Flammarion

Le portrait en pied d'un dandy par lui-même, l'homme le plus brillant, le plus injuste, le plus gai, le plus mélancolique de sa génération : le plus doué aussi.

Jean-François Josselin
Le Nouvel Observateur

Dix-sept ans se sont écoulés sans entamer la fraîcheur de son livre qu'il semble avoir terminé le jour même.

Angelo Rinaldi
L'Express

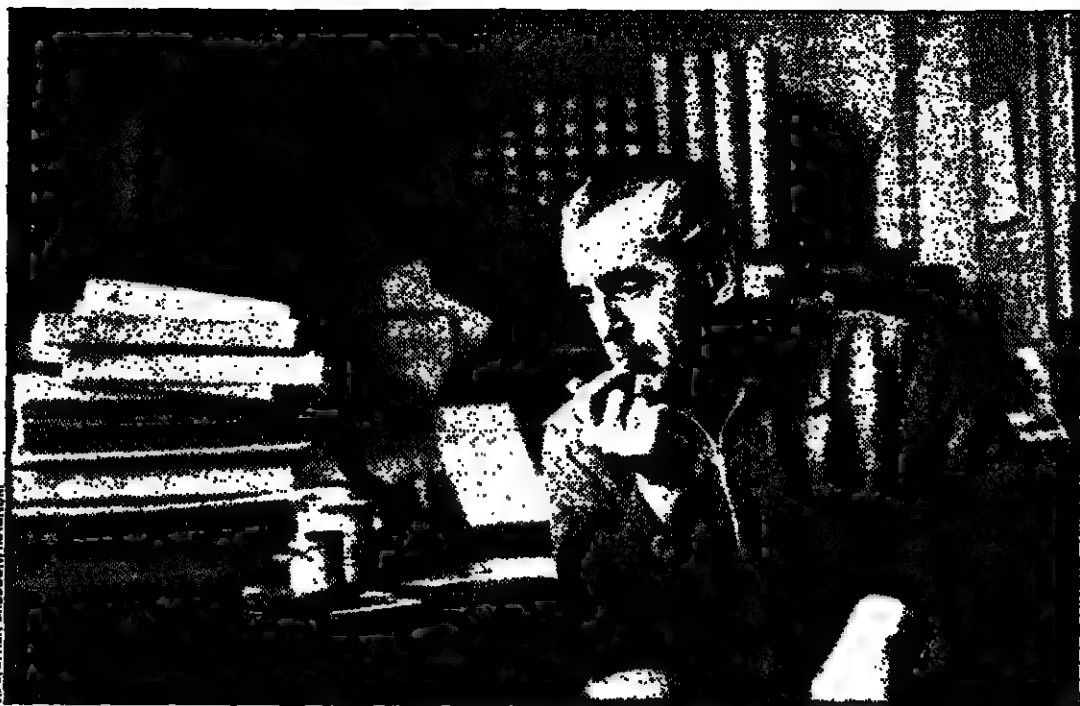
Une acuité caustique... époustouflante d'intelligence retorse.

Jérôme Garcin
L'Événement du Jeudi.

Flammarion

حکذا من الاصل

Le Monde DES LIVRES



Jean Paulhan vu par Henri Cartier-Bresson.

Une missive de Jean Grenier et des lettres d'André Suarès dans le courrier de Jean Paulhan...

QUAND ne sévissait pas encore la tyrannie du téléphone — instrument et symbole de ce prétendu siècle de la communication, dans lequel les gens communiquent si peu, — les femmes ou les hommes de lettres, légitimant leur réputation, employaient une bonne partie de leur temps à tenir leur correspondance. On échangeait les secrets du métier, les recettes de cuisine, la météorologie du temps qui passe, la métaphysique du temps qu'il fait, les stratégies de la séduction, les enseignements des voyages, les façons de vivre et de mourir. On écrivait sa dernière fêcherie avec Dieu, l'Histoire ou sa petite amie. Et sa dernière réconciliation avec l'arrière-monde ou le demi-monde. C'était charmant et instructif.

Maintenant, on vous salue comme un domestique, à l'importance quelle heure, sans vouloir considérer les progrès de la démocratie, laquelle devrait se confondre avec le droit de disposer de soi. Je parie que Jean Paulhan et Jean Grenier se seraient protégés de tous les fâcheux avec un répondant, cette voix qui annonce, à votre place, que vous êtes absent, occupé ou réclame par autre chose — ce qu'il serait difficile de formuler soi-même sans masquer ses règles de la civilité.

Jean Paulhan et Jean Grenier s'écrivaient souvent, de 1925 à 1968, c'est-à-dire jusqu'à la disparition du premier. Le second allait mourir quelques semaines plus tard, en mars 1971. Leur correspondance a paru chez Calligrammes, en 1984. Et voici que Ramsay

Chers épistoliers

publie une missive d'un genre particulier, qui figurait parmi les archives de Jean Paulhan. C'est une sorte d'épître, une lettre philosophique dans la tradition de celles que Descartes adressait à la princesse Elisabeth.

Les vieux messieurs frôleurs

En avril 1957, ayant reçu la manuscrit de l'Excellence malheureuse, Jean Paulhan fut déconcerté. « Embarrassé », par la manière dont Jean Grenier concluait son livre. Averti de ces « réserves », l'auteur des *Illes* entreprit de s'expliquer dans une longue missive — la Dernière Page — destinée au seul Jean

Paulhan. Jean Grenier commençait son texte le 1^{er} mai, et le terminait le 27. Les devoirs de l'amitié, lorsqu'ils adoptaient la forme épistolaire, ne craignaient pas de s'accorder le loisir nécessaire à leur accomplissement. Vingt-sept jours pour comprendre soi-même, et faire comprendre, ce qu'on a voulu dire, ou plutôt ce que l'écriture vous a fait dire. Au passage, le lecteur admire la ponctualité et la modestie du professeur Jean Grenier quand il remet sa copie.

L'objet du débat — le problème philosophique du mal — importe moins que le style de Jean Grenier, l'élure qu'il imprime à ses méditations. « Les contemporains de Mafupassant », écrit-il, « donnent [le nom de frôleur] aux vieux messieurs qui tournaient

autour des femmes. » Lui-même se conduit comme un « frôleur » avec les idées. Il tourne autour de l'une ou de l'autre, les délaissant, revient, repart. Tandis que Jean Paulhan se montre rétif à l'indécision de la pensée, Jean Grenier l'accepte ou l'entretient.

Il cherche l'absolu, mais il se méfie des idéologies arrogantes qui prétendent raccommoder la terre et le ciel. Trop de gens font ou feront « les frais » de ce compromis. Alors, Jean Grenier refuse de suivre la ligne droite des triomphes. Il avance d'une manière sinueuse. Il épouse les caprices et les repentins d'une réflexion qui, dans le même mouvement, se confirme et se désavoue, se rassure et se désespère. Il n'affirme rien sans le contredire. Il s'élève tant qu'il raisonne. Il relate l'histoire sentimentale de ce qu'il pense, l'histoire philosophique de ce qu'il éprouve. Et les variations de la météo retrouvent leur place dans les boucins de la métaphysique...

Autre correspondance : celle d'André Suarès avec Jean Paulhan, qui a commencé en 1925 et s'est poursuivie jusqu'en 1948. Le présent volume des *Cahiers Jean Paulhan* nous la restitue seulement jusqu'en juillet 1940. Aussi, le livre se termine sur ces mots d'André Suarès : « La médiocrité des chefs est la pire des trahisons. » Le 8 mai 1940, oubliant un moment les malheurs de l'époque, l'auteur du *Voyage du condottiere* affirmait que « la meilleure métaphysique » s'élabora à la façon d'une réverie...
FRANÇOIS BOTT.
(Lire la suite page 19.)

La propriété, c'est le survol

Jacques Attali s'interroge sur l'histoire de la possession. Foissonnant mais parfois trop rapide.

PEUT-ON écrire trois livres en un ? A lire le dernier livre de Jacques Attali, *Au propre et au figuré, Une histoire de la propriété* (Fayard), la tâche n'apparaît pas insurmontable. S'y entremettent un essai sur le sentiment de propriété, une méditation sur la fin du pouvoir — au double sens du mot « fin » — et une histoire de la possession et de ses pratiques. Heureusement, l'auteur prend la précaution liminaire de munir le lecteur d'un fil conducteur : la propriété serait, pour l'homme, le moyen de masquer sa peur de la mort en s'assurant une forme d'éternité. Mais, tout en laissant apparaître ça et là des bouts de ce fil d'Ariane, Jacques Attali sait avec talent brouiller les pistes.

Nommer, classer, codifier les choses, telle est la tâche sans cesse renouvelée des hommes. Utilisant un schéma repris pour partie des travaux de Fernand Braudel, Jacques Attali distingue quatre étapes. A l'origine, la seule propriété possible est celle de la vie — on possède sa femme ou son enfant. Elle définit « l'Ordre des dieux », puis, lorsque les sociétés sont suffisamment consolidées, vient le temps de la terre et des symboles qui caractérisent « l'Ordre impérial ». Apparaît alors « l'Ordre marchand » structuré par l'argent, que l'on gagne, que l'on transmet et qui, dans nos modernes sociétés de consommation, permet de jouir de la propriété. Enfin vient « l'Ordre nomade », qui s'esquisse en ce moment sous l'effet conjugué des mutations technologiques et de la crise économique. C'est le temps de la propriété des signes, signes du savoir, de la distinction — sociale, financière ou ethnique.

L'avantage évident de cette démarche est d'offrir au lecteur une classification simple, applicable à l'ensemble des civilisations. Et d'éviter le sempiternel débat quant au choix de critères normatifs ou « objectifs » définissant l'idée de propriété, puisqu'il existe un échange permanent entre l'enquête historique et la réflexion sur ce concept.

A travers la succession des « Ordres », Jacques Attali démontre combien l'instabilité des systèmes de propriété altère leur rationalité. Mais, en retour, l'émergence régulière de nou-

veaux « Ordres » témoigne que le problème majeur ne réside pas dans cette instabilité mais dans l'incompatibilité existant entre la logique, individuelle ou égalitaire, de la propriété et la pratique de répartition capitaliste ou collectiviste. L'auteur peut ainsi s'interdire de trancher entre capitalisme et socialisme, dès lors que le marché et l'Etat sont tous deux indispensables à la régulation de la propriété. Nul besoin de proposer une nouvelle théorie et donc d'en détailler les composantes, ce qui prêterait inévitablement à la critique.

Adam, Noé et le Déluge

En adoptant ce point de vue de Sirius, l'auteur est cependant conduit à survoler certaines questions essentielles, voire à les négliger. Faut-il se contenter de citer Adam et Noé, sans s'interroger sur la relation qui les unit ? Le Déluge constitue-t-il une rédemption qui rétablit le rapport initial de propriété entre l'homme et Dieu ou bien un nouveau point de départ ? Noé est-il un « héritier » ou bien le signataire d'un nouveau contrat ?

Puisqu'il a choisi de privilégier une analyse dynamique de la propriété, on aurait aimé que Jacques Attali s'intéresse à cette rupture théologique ou bien à l'influence de la Contre-Réforme dans l'élaboration du droit de la propriété. Le lecteur est tout disposé à admettre avec lui que l'histoire de la laïcisation du concept de propriété permet de légitimer le pouvoir sans limites que l'homme exerce désormais sur le monde. Encore convient-il de fournir toutes les données.

A l'âge nucléaire, la civilisation de l'éphémère multiplie objets et propriétés, satisfait ou potentiels. Ainsi l'histoire d'un concept s'efface-t-elle devant une interrogation qui rappelle celle des *Trois mondes*. Comment échapper à la fin d'une civilisation englobée par l'excès de ses richesses ? Rude défi pour nos sociétés et ceux qui les gouvernent.

ANTHONY ROWLEY.

★ AU PROPRE ET AU FIGURÉ, UNE HISTOIRE DE LA PROPRIÉTÉ, de Jacques Attali, Fayard, 554 p., 140 F.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

L'Air du large, Vers l'Ouest, de Michel Mohrt

Critique - Romancier

CERTAINS auteurs romans se plaignent que des critiques écrivent des romans et que des romanciers fassent de la critique ; ils ressentent ces passages d'une activité à l'autre comme des cumulés exorbitants, ils voudraient que s'appliquent la division du travail chère aux industries, la mise en carte chère aux flics. De quel droit, grande dieux ! (On reconnaît les poussifs à la manie de légiférer.) N'est-ce pas plutôt un avantage que les livres soient analysés par des gens qui, à leur heure, exposent des livres au jugement et savent un peu y faire, soulever le capot, parler mécanique ?

C'est le cas de Michel Mohrt, et dans une catégorie — les livres étrangers — où l'incorrigibilité française, à laquelle n'échappent pas les critiques, fait de lui une exception. Un premier recueil de ses diverses études, *L'Air du large*, a reçu le Grand Prix de la critique 1970. Le tome II que voici réunit d'autres préfaces et articles, avec une prédominance du champ anglo-saxon. Pavese et Mishima sont les exceptions confirmant la règle d'une préférence ancienne, gâchée par les activités éditoriales de Michel Mohrt, responsable chez Gallimard de l'outre-Manche et de l'outre-Atlantique.

D'ÊTRE romancier « par ailleurs » donne à l'essayiste un atout fort, en nos temps de spécialisation et de sectarisme. N'ayant jamais trop de toutes les approches disponibles pour cerner les personnages de ses propres œuvres, l'auteur de fiction conserve cet équilibre à l'égard des œuvres des autres. C'est net, ici : bien qu'on le devine peu porté vers le freudisme, Michel Mohrt reconnaît l'apport de la psychanalyse Marie Bonaparte, quand elle diagnostique le complexe d'Édipe chez Edgar Poe.

La critique par les influences, si décriée, reste féconde : il n'est pas sans intérêt de repérer les traces du roman « gothique » à la Radcliffe dans les *Hauts de Hurlevant*. Par « influence », Mohrt entend un mécanisme conscient. Pour lui, le grand roman est une

construction intellectuelle « voulue », non un jaillissement spontané. Même le feuilletonnesque, tel qu'il s'écale dans la *Casse de l'oncle Tom*, peut être tout à fait délibéré ; et nullement subalterne.

Bref, sont les lecteurs professionnels qui s'encombre aussi peu d'a priori théoriques. Michel Mohrt n'hésite pas à éclairer subjectivement notre lecture à l'aide des sciences et des déformations que le temps leur a fait subir. Certains livres qui ont enchanté notre jeunesse dorment, à la relecture, la même impression de rétrocession qu'un jardin d'enfance retrouvé après longtemps. Ainsi de *L'île au trésor* ou de *Par le fer et par le feu*, de Stenkiwicz.

JAMES demeure le patron, avec Flaubert, des romanciers du comportement. Selon Mohrt, l'auteur des *Alles de la colombe* a tout dit sur la question, capitale pour un romancier, du « point de vue », et sur le « secret » que les personnages jamaïsiens produisent autour d'eux, comme la sèche crache l'engre. Cette religion du secret, Mohrt la reconnaît chez Virginia Woolf, et il en cherchera l'origine dans les biographies de Quentin Bell ou de Claudine Jardin.

Les relectures de romanciers ont aussi le mérite de dénicher des formules récapitulatives telles qu'ils rêvent d'en trouver eux-mêmes, plus profondes que d'épais traités. Pound a tout dit sur l'*Ulysse* de Joyce quand il y voit, dans un texte du *Mercury* datant de 1922, la continuation de la lutte de Flaubert contre « le pignoufisme ». Thomas Mann offre l'occasion de s'interroger sur les modifications que connaissent les styles, en vieillissant. Deguy observe qu'ils deviennent plus « cavaliers », aux sens variés du mot. Blanchot dit à peu près de même sur l'*ironie* grandissante des vrais écrivains, chez qui le langage se connaît de plus en plus comme « une essence essentielle ».

(Lire la suite page 19.)

BENOÎTE GROULT

Les vaisseaux du cœur

"Demain à Apostrophes."

ROMAN

GRASSET

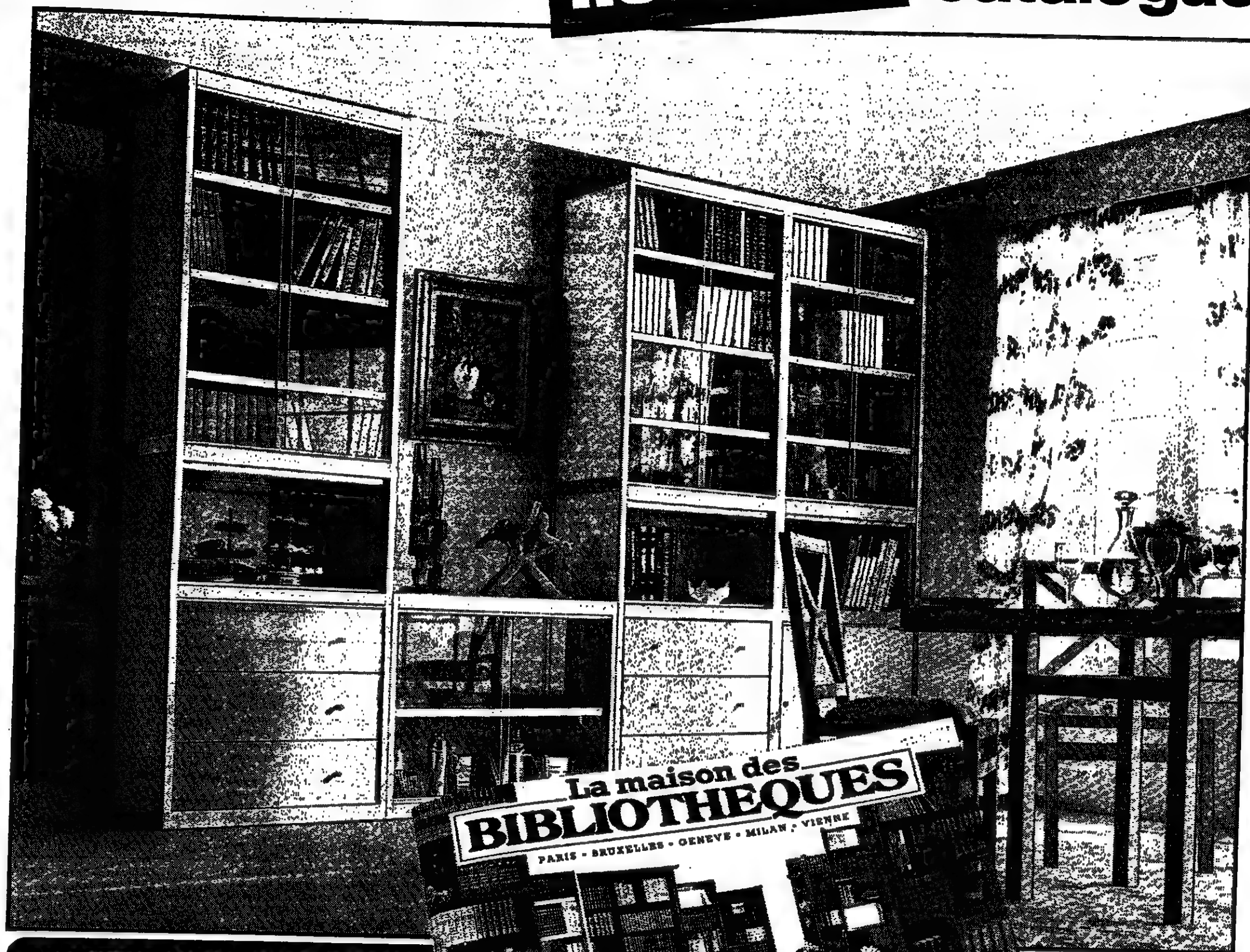
حكايا من الاصل

Le Monde sur Minitel • 36.16 tapez LM 16

[The page contains faint, illegible markings and bleed-through from the reverse side.]

La maison des BIBLIOTHEQUES

vous offre son **nouveau** catalogue



La maison des
BIBLIOTHEQUES
PARIS • BRUXELLES • GENEVE • MILAN • VIENNE

VISITEZ NOS MAGASINS

A PARIS
61 RUE FROIDEVAUX 75014

Magasin ouvert le lundi de 14 h à 19 h et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption. RER : Denfert-Rochereau - Métro : Denfert-Rochereau - Gaité - Edgar-Quinet - Autobus : 28-38-58-68 - SNCF : Gare Montparnasse.

NOUVEAU EN REGION PARISIENNE : ARPAGON
(200 m avant la sortie Arpagon centre) 13, Route Nationale 20 - Tél. 84.90.05.47

BORDEAUX 10, rue Buffard. Tél. 56.44.59.42.	NANCY 8, rue Piétonne St-Michel (face St-Epvre). Tél. 83.32.84.84.
BRIVE (Point Expo) 30, rue Louis-Latrade. Tél. 55.74.07.32.	NANTES 18, rue Gambetta (près rue Coumiers). Tél. 40.74.59.35.
CLERMONT-FERRAND 22, rue G.-Clemenceau. Tél. 73.93.97.06.	NICE 8, rue de la Boucherie (Vieille Ville). Tél. 93.80.14.89.
DIJON 100, rue Monge. Tél. 80.45.02.45.	POITIERS 42, rue du Moulin-à-Vent. Tél. 49.41.88.46.
DRAGUIGNAN (Point Expo) ZAC de St Herménie. Tél. 84.67.33.19.	RENNES 16, quai Emile-Zola (près du Musée). Tél. 99.79.58.33.
GRENOBLE 59, rue Saint-Laurent. Tél. 78.42.55.75.	ROUEN 43, rue des Charrettes. Tél. 35.71.86.22.
LILLE 88, rue Esquemoise. Tél. 20.55.69.39.	SAINT-ETIENNE 40, rue de la Montat. Tél. 77.25.91.48.
LIMOGES 57, rue Jules-Norjac. Tél. 55.79.15.42.	STRASBOURG 11, rue des Bouchers. Tél. 88.36.73.78.
LYON 9, rue de la République (métro Hôtel-de-Ville/Louis-Pradel). Tél. 78.23.39.51.	TOULOUSE 1, rue des Trois-Renards (près place St-Sémin). Tél. 61.22.92.40.
MARSEILLE 109, rue Paradis (métro Estrangin). Tél. 91.37.50.54.	TOURS 8, rue Henri-Barbusse (près des Halles). Tél. 47.98.63.66.
MONTPELLIER 8, rue Séréne (près gare). Tél. 67.58.19.32.	

ouvert du mardi au samedi inclus

DEMANDEZ-LE DANS
NOS MAGASINS
OU RENVOYEZ
CE COUPON

500 modèles
pour ranger tous vos livres...

84 pages

toutes en couleurs
350 photos et illustrations
14 lignes et styles
500 modèles (vitrés ou non)
53 coloris teintés ou
essence de bois
&
nombreux accessoires

**CATALOGUE
GRATUIT**

Retournez ce coupon à LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES -
75008 PARIS CEDEX 14

Joindre ce coupon avec photos couleurs, dimensions, essences, teintes, contenances, prix de tous vos modèles. Merci.

M. Mme, Mlle

Prénom

Adresse

Code Postal

Ville

(facultatif) Tél.

Profession

Demande de catalogue par téléphone 24 h sur 24 (enregistré)

(1) 43 20 73 33

هكذا من الامثل

LA VIE LITTÉRAIRE

Un sondage SOFRES/le Grand Livre du mois

Les Français, les livres et la télévision

La multiplication des chaînes diminue encore le temps consacré à la lecture

R IEN ne s'arrange entre Gutenberg et MacLuh. Depuis que la télévision s'est massivement installée dans nos vies, devenant tout à la fois le principal instrument de loisirs et le plus important moyen d'information, ses relations avec la lecture — qui exerçait depuis quatre siècles un magistère culturel incontesté — ont toujours été conflictuelles. Toutefois, une sorte d'armistice semblait avoir été conclu, dans lequel certains entrevoyaient les chances d'une complémentarité harmonieuse : la boîte à images, grâce à la séduction qu'elle opérait sur ses fidèles, pouvait aussi devenir le plus effi-

cace des instruments de promotion de la lecture et le plus vorace des utilisateurs de littérature sous forme d'adaptations et de scénarios.

Est-ce un effet du fameux « nouveau paysage audiovisuel français », de la multiplication des chaînes commerciales et de la privatisation de TF 1 ? Cet armistice paraît bel et bien rompu si l'on croit le sondage réalisé par la SOFRES pour le compte du Grand Livre du mois, entre le 23 et le 29 décembre 1987.

Si 72 % des personnes interrogées disent n'avoir rien changé à

leurs habitudes de lecture depuis qu'il existe six chaînes de télévision (mais celles-ci ne couvrent pas encore la totalité du territoire), 18 % affirment regarder davantage la télévision et lire moins, cependant que 5 % déclarent lire davantage. Si la baisse du temps consacré à la lecture à cause de la télé affecte assez peu les cadres, les professions intellectuelles et intermédiaires (entre 10 % et 12 %), elle touche beaucoup plus ceux qui déjà lisaient le moins : les employés (22 %), les ouvriers (24 %) et les agriculteurs (25 %), toutes classes d'âge confondues.

Ceux qui attendent de la télévision qu'elle promeuve la lecture risquent également d'être déçus. D'une part, 44 % des Français estiment qu'il y a assez d'émissions littéraires à la télévision, 4 % qu'il y en a trop et 41 % qu'il n'y en a pas assez. Encore ce pourcentage diminue-t-il au fur et à mesure que l'on grimpe l'échelle des âges : si les jeunes de dix-huit à vingt-quatre ans sont 54 % à demander davantage d'émissions consacrées au livre, ils ne sont plus que 38 % entre cinquante et soixante-quatre ans et 33 % à soixante-cinq ans et plus.

Les « Misérables » au palmarès

A défaut des émissions littéraires, les adaptations de livres à la télévision et au cinéma incitent-elles à lire les œuvres dont elles sont inspirées ? 65 % des personnes interrogées disent ne pas aimer lire un livre après avoir vu son adaptation à l'écran, contre 29 % qui sont d'un avis contraire. Cependant, lorsqu'on va au-delà de ce sentiment et qu'on interroge précisément les Français sur les livres qu'ils ont lus et les œuvres littéraires dont ils ont vu les adaptations, on est frappé par la corrélation étroite qui existe entre les deux. C'est ainsi que 80 % ont vu une version des *Misérables* et que 74 % disent avoir lu le roman d'Hugo. Les chiffres sont respectivement de 55 % et 55 % pour le *Comte de Monte-Cristo*, 45 % et 43 % pour *Manon des Sources* de Pagnol, 33 % et 25 % pour les *Rois maudits* de Druon, 16 % et 12 % pour le *Nom de la rose* d'Umberto Eco. La proportion ne s'inverse que pour le *Rouge et le Noir* qui a été davantage lu que vu (45 % contre 29 %), mais il est vrai que le roman de Stendhal n'a pas été adapté depuis la version qu'a tournée Autant-Lara en 1954, et qui n'a guère été montrée à la télévision.

Valeur éducative et récréation

Au reste, certains de ces chiffres étonnent. Certes, le *Nom de la rose* a été un succès de librairie surprenant pour un roman aussi complexe. Qu'il ait été lu par plus d'un Français sur dix paraît néanmoins peu croyable. Le score des *Misérables*, qui auraient été lus par trois Français sur quatre, demanderait également à être vérifié. Sans soupçonner les sondés de gonfler leurs connaissances littéraires, il est possible d'émettre l'hypothèse selon laquelle certaines œuvres portées à l'écran laissent une telle impression aux spectateurs que ceux-ci ont le sentiment d'avoir lu le roman lui-même, ne serait-ce que parce qu'ils en connaissent parfaitement le « scénario ».

Mais cette possible confusion ne doit pas faire perdre de vue ce qui est l'enseignement essentiel de ce sondage SOFRES-Grand Livre du mois : les Français respectent la lecture et aiment la télévision. Ils respectent tant l'une qu'ils se sentent un peu coupables de tant aimer l'autre. Cette dichotomie sentimentale s'exprime de la façon la plus nette lorsqu'on leur demande si, « avec la télévision, les enfants ne lisent plus » ou si, au contraire, « la télévision incite les enfants à lire, car elle éveille leur curiosité ». Ils sont 68 % contre 14 % à souligner l'effet négatif du petit écran sur la lecture des enfants. La lecture demeure une valeur éducative essentielle : la télévision n'est qu'une récréation. Pour l'avenir de la lecture et de l'écriture peut-être faudrait-il que le livre perde un peu en prestige et gagne en amabilité.

PIERRE LEPAPE

Le Roi des Aulnes va-t-il disparaître ?

L E Roi des Aulnes, librairie des pays de langue allemande — les deux Allemagnes, la Suisse, l'Autriche, est, à Montparnasse (11), beaucoup plus qu'une librairie : une sorte de centre culturel privé, un lieu de rencontre où le public, germanophone ou non, peut, depuis des années, rencontrer les personnalités les plus marquantes de la littérature d'aujourd'hui, traducteurs ou non traduits. Citons seulement les noms de Christa Wolf, Christoph Hein, Erich Fried, Hans Joachim Schädlich, Karen Reschke, Anne Duden, Jürgen Fuchs, Sacke Anderson, Jurk Becker ou Herta Müller, ainsi que des éditeurs comme les jeunes éditions Arsenal (fondées en 1977), qui font une large place à la littérature berlinoise en publiant des chroniques des années 20 oubliées ou méconnues, tels Tucholski, Heinz Knobloch, Siegfried Krauss, Franz Hessel.

En sept années d'existence, Nicole Bary, grande « connaissance » de la culture germanique, a donc su faire de quelques mètres carrés de sa librairie-galerie-salle de conférences un lieu indispensable. Comme l'avaient été, jadis, à leur façon, la librairie Calligrammes de la rue du Dragon ou l'antre de l'irremplaçable Martin Flinck dans l'île de la Cité.

Or, nous apprenons que la librairie Le Roi des Aulnes est menacée de disparaître. Ses amis ont lancé un appel pour qu'elle continue à témoigner de la pluralité des cultures allemandes à Paris en mettant à la disposition du public non seulement les classiques au programme de l'aggrégation et de la licence ou les best-sellers qu'on peut trouver partout, mais aussi

(1) Les Amis du Roi des Aulnes, 159 bis, boulevard de Montparnasse, 75006 Paris, tél. : (1) 43-26-86-92.

Un nouveau Joyce ?

Christopher Nolan, un écrivain irlandais paralysé qui tape à la machine avec un bâton fixé à son front, a reçu mardi le prestigieux prix littéraire britannique Whitbread Book. Nolan, vingt-deux ans, a empoché les 20 000 livres (200 000 francs) de récompense pour son autobiographie déguisée, *Under the Eye of the Clock* (Sous l'œil de la pendule), dont le personnage principal est un garçon du nom de Joseph Meehan qui raconte son combat contre la paralysie cérébrale.

Les critiques comparent son style à celui de James Joyce et de Dylan Thomas. L'un d'eux a dit de Nolan : « Il ramène [à la surface] le récit vivant d'un monde inconnu sur lequel personne n'a jamais écrit auparavant. »

Le souvenir de Jean-Jacques Mayoux

La mort de Jean-Jacques Mayoux (le Monde du 24 décembre 1987) a plongé dans l'effacement plusieurs générations de spécialistes de littérature anglaise, tout autant que ses étudiants, ses lecteurs, ses camarades de la Résistance et tous ceux qui, sur le plan de l'Université ou de la politique, admireraient la fidélité à soi-même, l'érudition et l'intelligence de cet homme qui fut pendant vingt ans (1952-1972) un des grands professeurs de la Sorbonne.

Dans le dernier numéro de la *Quinzaine littéraire* (1), Maurice Nadeau rend hommage à celui qui fut à ses côtés pendant plus de trente ans, aux *Lettres nouvelles* puis à la *Quinzaine*, « ancien et proche ami ». Il écrit : « Jean-Jacques n'était pas seulement un brillant professeur, un écrivain accompli. Son esprit civique le fit participer à la Résistance et, durant la guerre d'Algérie, signer le Manifeste des 121. Il a animé la Société européenne de culture, qui visait au rapprochement à l'Ouest comme à l'Est des écrivains non inféodés à l'argent ou à un régime. Sans jamais appartenir à un parti, il avait choisi très tôt son camp. »

Ses amis, ses disciples — Michel Gresset, Hélène Cixous, Kenneth White, Diane de Margerie, Bernard Brugère, Paul Rozemberg, Viviane

Forrester — se joignent à cet hommage pour évoquer l'œuvre d'un grand angliciste et traducteur, depuis ses études sur Thomas Love Peacock et Richard Payne Knight, Joyce, Shakespeare, Beckett, la peinture anglaise ou le désordre classique recueilli de ses essais sur des écrivains anglo-saxons réunis dans *Vivants piliers* (Lettres nouvelles, Réédition Maurice Nadeau, 1985).

N. Z.

(1) La *Quinzaine littéraire*, n° 501, du 16 au 31 janvier, 20 F.

Une statue pour Fourier

Les nazis l'ont fondue en 1941. Les étudiants des beaux-arts la rentrent en place, quarante-huit heures, en 1969. Depuis, plus rien. La statue, qui avait pour fonction, à dater de 1899, de soutenir vertueusement la statue de l'utopiste Charles Fourier, à l'angle de la rue Caulaincourt et du boulevard de Clichy, demeure désespérément vide. Il est de notoriété publique que ce socle s'annule, nonobstant les graffiti dont il s'orne. Les amis de Fourier en sont tristes par sympathie pour lui.

Car, à vrai dire, la morosité n'est pas leur fort. Ceux qui ont lu la *Théorie des quatre mouvements*, le *Nouvel Ordre amoureux*, a fortiori les *Œuvres complètes*, vivent dans l'attraction passionnée d'un rêve grave. Ils gravitent dans une nébuleuse aromatisée de méfaits de la civilisation sont transitoires. Même le socle pourrait être consacré. Il suffirait que tous les mécaniciens qui lisent le *Monde* s'entendent avec les pouvoirs publics pour aider les Amis de Charles Fourier à (5, rue Duguey-Trouin, 75006 Paris) dans une si noble cause.

En attendant, un colloque, consacré à l'actualité de Charles Fourier, se tiendra à la Sorbonne, le 26 janvier (salle Louis-Liard), de 9 h à 18 heures. Sous la présidence de Michel Maffesoli et Simone Debout-Olesiewicz, interviendront notamment Dominique Desanti, Maurice de Gandillac, Guy Hocquenghem, Gabriel Matzneff, René Schérer et plusieurs chercheurs italiens.

On constatera peut-être ce jour-là qu'il y a seulement deux sortes de gens qui n'aiment pas Fourier : ceux qui ne l'ont pas lu et ceux qui n'y ont rien compris. Ces derniers sont très inquiétants.

ROGER-POL DROIT.

Le dernier hommage à Marguerite Yourcenar

Le soleil de janvier sur l'île des Monts-Déserts

A PRÈS les grands froids des jours précédents, le temps était exceptionnellement doux et ensoleillé ce samedi 16 janvier dans l'île des Monts-Déserts, à l'extrême nord-est des États-Unis, dans l'État du Maine. En l'église de l'Union de North East Harbor, le village où habitait Marguerite Yourcenar, on célébrait un service funèbre à sa mémoire, un mois après sa mort, et quelques jours après l'inhumation de ses cendres.

Une dernière fois, Marguerite Yourcenar avait tout organisé. Elle avait voulu une cérémonie sobre, discrète, identique à celle qui avait eu lieu, en 1979, à la mort de Grace Frick, sa compagne pendant quarante ans. Ses proches, Mme Deirdra Wilson, son infirmière, et Mme Jean Lunt, sa secrétaire, l'avaient interdite aux photographes et aux caméramans.

Le pasteur, jeune pourtant, était le même qu'en 1979. D'emblée il indiqua que, « Marguerite Yourcenar ayant ses propres convictions, ce service serait un peu inhabituel ». On y avait choisi : le Sermon sur la montagne, tiré de l'évangile de Matthieu ; la première épître aux Corinthiens de saint Paul (chapitre XIII) ; le cantique de saint François ; deux fragments de Chang-Tzu ; quatre préceptes bouddhistes ; le poème de Ryōnan, religieux bouddhiste du dix-neuvième siècle. « Soixante-six fois mes yeux ont contemplé les scènes changeantes de l'automne. J'ai assez parlé du clair de lune. Ne me demandez plus rien. Mais prêtez l'oreille aux voix des pins et des cèdres quand le vent se tait. »

« Une cérémonie très simple », aurait commenté Marguerite Yourcenar de sa voix inimitable. Une célébration comme elle les aimait, sachant que ce sont les plus émouvantes, en raison même de leur nudité. Dans la petite église en pierre grise, s'étaient rassemblés ses voisins — certains la connaissaient

depuis plus de quarante ans, — ses amis américains et français. Parmi eux, MM. Walter Kaiser, professeur à Harvard, traducteur de plusieurs de ses livres, Yannick Guillo, son éditeur chez Gallimard — qui représentait également la maison, — Marc Broseollet, son avocat parisien (il est, avec MM. Guillo et Claude Gallimard, son exécuteur littéraire). L'Académie française n'avait pas jugé bon d'être représentée. L'ambassade de France non plus...

« Dans l'éphémère de ce monde sublunaire »

L'hommage de Walter Kaiser, qui fut le seul à prendre la parole, était un modèle de mesure et de délicatesse : pas une seule phrase empoignée, pas même un adjectif superflu : « Aussi longtemps que, dans l'éphémère de ce monde sublunaire, des hommes et des femmes s'enquerraient du sens de leur humanité, Marguerite Yourcenar est un des auteurs vers qui ils se tourneront pour quérir une réponse. C'est la question à laquelle elle s'est mesurée toute sa vie, la question que tous ses livres s'achèvent à élucider. Elle s'est notamment déclarée. Elle avait beaucoup réfléchi à la mort. En vérité, à ma connaissance, nul autre auteur, dans toute la littérature mondiale, n'a si consciencieusement dépeint au plus vil l'acte de mourir [...]. Elle savait, comme le savait Montaigne, que c'est la vie qui importe, et non la mort. Peu avant de mourir, elle avait dit : « On se doit de peiner et de lutter jusqu'à la fin amère, de nager dans le flot qui à la fois nous porte et nous emporte, tout en sachant par avance qu'il n'est d'autre issue que l'engloutissement dans l'infini de la mer béante. »

« Elle savait les empires éphémères, les amours fugitives, la terre elle-même périssable. On sentait qu'elle pensait avec Keats que ce monde est « une

vallée où se forge l'âme », où notre intelligence ne devient âme que dans la brûlante alchimie des douleurs et des maux. Passimiste quant à l'avenir d'une humanité schématisée à détruire son environnement, incapable d'entendre les leçons du passé, son regard s'endormait au spectacle de ce qu'elle nommait « le document humain, le drame de l'homme aux prises avec les forces familiales et sociales qui l'avaient fait et qui, brisé après brisé, le détruisaient » [...]. Dans cet univers de Mount-Désert dont elle était si proche et où elle avait fait sa maison, son esprit, j'en suis sûr, planera toujours sur monts et rivières, répandant sur cette terre la bénédiction de son affectueuse sagesse. Et en ce jour où nous lui disons au revoir, je voudrais pour elle prononcer cette ancienne formule propriétaire qu'Hadrien sans nul doute connaissait : Sit tibi terra levis Margaria. Puisse la terre, cette terre que vous avez aimée d'une si profonde tendresse, être sur vous infiniment légère. »

Selon le vœu de Marguerite Yourcenar, l'office a pris fin sur une phrase de son père, Michel de Crayencour : « Nous ne devrions pas nous plaindre de la disparition de cette personne ; nous devons nous réjouir qu'elle soit restée avec nous si longtemps. » Quand la neige aura fondu, rendant au cimetière-jardin de Somerville, non loin de North East Harbor, sa verdure et ses fleurs de printemps, la petite dalle noire sous laquelle reposent les cendres de Marguerite Yourcenar — placées dans un châle blanc, puis dans un panier indien recouvert d'un autre châle, le tout enveloppé dans l'étole blanche d'Yves Saint Laurent qu'elle portait le jour de sa réception à l'Académie française — brillera de nouveau dans l'herbe avec son inscription définitive : Marguerite Yourcenar 1903-1987.

JOSEYANE SAVIGNEAU.

Stages de Lecture Rapide

Nous nous engageons à vous former en trois jours, à toutes les techniques de lecture rapide et efficace.

Renseignements et documentation par téléphone, ou mieux, en passant nous voir, ce qui ne vous engage à rien.

GEICA FORMATION : 43 96 41 12 + 56 bis, rue du Louvre - 75002 Paris

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Dans le stock, ou par le réseau de la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 45-20-87-12

● LETTRES ÉTRANGÈRES

Un Polonais à Paris

Les Carnets d'exil d'un écrivain préoccupé par l'Histoire, mais sans illusion sur l'Est comme sur l'Ouest

UN grand écrivain polonais vit en France depuis 1981, c'est Kasimierz Brandys que le coup d'Etat du 13 décembre a surpris à New York, où il était l'invité de l'Université Columbia, et contraint de s'installer quelques mois plus tard à Paris, dans le Marais, sans espoir de retour. C'est un joli quartier, le passé et la Pologne y ont laissé des traces. Bien des Polonais, juifs surtout, sont venus s'installer tout près, de l'autre côté de la rue de Rivoli. A Varsovie, Kasimierz Brandys a tout laissé : sa voiture, ses livres, ses meubles. Il en parle sans regret, avec détachement. Pourtant, dans les Carnets qu'il vient de publier, la liste qu'il dresse des objets « reçus ou achetés », pour aider en 1981 à son installation de fortune, serre un peu le cœur. Des images et des photographies, des tissus, des livres, donnent toutefois au petit appartement un peu froid une chaleur, un ton.

Peu d'écrivains européens sont autant que lui préoccupés par l'Histoire : Kasimierz Brandys n'est pourtant pas exactement un écrivain engagé. Dans tous ses livres, comme dans le dernier, *Rondeau* (1), les enjeux de l'Histoire se découvrent et se dérobent

dans les jeux subtils et ironiques d'une fiction complexe. La vérité des personnages s'y donne par profils dans une construction subtile où le narrateur finit par se perdre, après avoir feint de mener le jeu. On comprend donc que, dans une œuvre aussi soucieuse d'éthique, de réflexion et de vérité, les Carnets ne puissent se contenter de la place mineure dévolue généralement au journal d'un écrivain. De fait, il faut le dire : ces carnets-là sont une œuvre majeure. La figure de Kasimierz Brandys et sa présence en France y acquièrent une dimension singulièrement importante.

La « poursuite infantile du bonheur »

Car voici un homme qui, sous les dehors pondérés d'une gravité douce, aimable, ose dire un certain nombre de vérités qu'on n'aime pas trop entendre (voir notre entretien).

Là où le livre dérangera sûrement le plus, c'est lorsque, ayant suggéré que la dictature soviétique avait sans doute ses origines dans le despotisme tsariste, Kasimierz Brandys en vient à séparer

le sort de la Russie du sort des pays occupés. « Je ne peux mettre sur le même plan, écrit-il, le malheur des Russes soviétiques et celui des nations qu'ils ont conquises, parce que je subodore que les Russes sont fiers de leur propre malheur et que leur enlèvement leur assure un sentiment de supériorité » (page 216). Il n'en veut pour preuve, du reste, que l'attitude des Russes même « dissidents » qui n'ont jamais un mot de compassion ni de solidarité pour ceux qu'ils oppriment. Celle aussi des exilés qui n'ont jamais tenté de rapprochement avec les exilés de Pologne, de Roumanie, de Tchécoslovaquie.

L'intolérable situation des pays occupés d'Europe centrale et de l'Est ne lui donne pas pour autant de faiblesse à l'égard de notre propre société, et ne le rend pas aveugle aux maux qui la menacent. Ce qu'il a vu aux Etats-Unis l'inquiète : la « poursuite infantile du bonheur » n'y a-t-elle pas remplacé les idéaux de liberté et de justice ? Il s'en faudrait sans doute de peu qu'on doive conclure sur une note pessimiste, s'il est vrai qu'à l'Est l'affreuse réalité du

« communisme appliqué » a effacé jusqu'à dans les têtes et les espoirs le rêve de justice dont le socialisme avait été porteur ; s'il est vrai que, à l'Ouest, la vérité du capitalisme se déguise en « loi naturelle » et rencontre l'adhésion d'une nouvelle génération de gagnants et de battants. Mais, contrairement à l'optimisme historique, le pessimisme ne parie sur rien. Il se dessine pas la figure d'un avenir, même redouté : il est une manière d'appeler à la vigilance, il est l'exercice calmo de la conscience.

Toutes les conversations qu'on peut avoir avec Kasimierz Brandys en sont marquées. La conversation : ce haut exercice de l'intelligence et de l'amitié.

D. B.

* CARNETS PARIS-NEW-YORK-PARIS, de Kasimierz Brandys, traduit du polonais par Thérèse Donchy, Gallimard, 296 p., 130 F.

(1) A paraître chez Gallimard. Ont déjà été traduits chez le même éditeur : *Papier d'été* et *Carnets de Varsovie, 1978-1981* chez Julliard ; *Le livre des rois* et *Lettres à Madame Z.* ; au Seuil : *En Pologne, c'est-à-dire mille* par. Certains de ces titres attendent en vain leur réédition.



BERENICE CLEVE

Un entretien avec Kasimierz Brandys

« Ce sont les pires expériences qui se transmettent le mieux »

— La Pologne dispose, en France, d'un important capital de sympathie et, dans le même temps, elle suscite critiques et méfiance ; du fait de son catholicisme, du fait de son « nationalisme » et, enfin, de son antisémitisme : vos Carnets n'hésitent pas à plonger au cœur de ces sujets brûlants.

— Il y a, dans mes Carnets, une trame : l'histoire d'un couple conjugal qui, au temps de sa jeunesse, a connu de dures épreuves, à cause du nationalisme polonais. Et aussi de l'antisémitisme : ce sont le narrateur et sa femme, M., qui n'est pas juive. Mais, je le répète toujours, leur épreuve la plus dure a été celle du nationalisme allemand durant l'Occupation : le nazisme. Les Occidentaux semblaient parfois oublier que ce ne sont pas les Polonais qui ont exterminé les juifs pendant la guerre.

— Il y a un an, ou plus, un journaliste français intitulait ses réflexions sur le film *Shoah* de Claude Lanzmann *La Pologne au banc des accusés*. C'était vite dit, et j'en ai été choqué. Les Polonais du village de Trablanka ne sont pas des gens cruels ; plutôt indifférents ou bavards, souvent vulgaires.

— Aujourd'hui, en Pologne, il n'y a plus de juifs, les nazis allemands les ont tués. Ceux qui ont survécu ont été chassés, presque tous, par les communistes, après 1945. Pourtant, l'antisémitisme a subsisté dans certains milieux. L'antisémitisme sans juifs. C'est paradoxal. Mais il me semble que, aujourd'hui, en Pologne, les catholiques éclairés ressentent de plus en plus un besoin de faire un geste envers les juifs. Ce geste, je l'attends en particulier de la part de l'Eglise catholique polonaise.

— Dans ces mêmes Carnets, vous n'hésitez pas à voir une continuité entre le despotisme tsariste et le totalitarisme soviétique.

— Je ne puis que citer un petit passage de mes Carnets *Paris-New-York-Paris* : « Je ne s'confonds pas la Russie et le « communisme ». Je crois simple-ment que la Russie a eu une « influence décisive sur la formation des Etats idéologiques » totalitaires contemporains et que c'est en Russie que, depuis longtemps, existait leur horrible prototype. » Prototype, non pas modèle.

— Continuité ou rupture ? Je réponds : les deux, continuité et rupture à la fois, ce qui est paradoxal et contradictoire, mais c'est ainsi. Que pourrais-je ajouter ? Que bien des intellectuels occidentaux, français en particulier, souffrent, depuis Voltaire et Diderot, d'un ingratissable sentimentalisme à l'égard de la Russie ? Mais à de la crainte, sans doute. Mais, aujourd'hui, les Tchèques, les Polonais, c'est un sujet ennuyeux, n'est-ce pas ? On croit en Gorbachev, le libérateur.

— J'entends parfois ceci : « Les Polonais disent « la Russie » au lieu de « l'Union soviétique », voilà le nationalisme polonais ». Est-ce qu'on ignore que les Polonais ont connu de près non seulement l'empire tsariste mais aussi l'empire soviétique ? Deux siècles d'invasions et de violences, d'annexions territoriales, de déportations, d'emprisonnements...

— Cependant, lorsqu'on dit la Russie, il faut penser également à celui de Herzen et de Soloviev. Mais, que nous le voulions ou non, ce sont les pires expériences qui se transmettent le mieux. Imaginez un étudiant de Varsovie qui apprend qu'en 1883 le grand écrivain russe Léon Tolstoï, déjà octaïre et père de famille, voulait s'enrôler dans l'armée russe pour combattre les insurgés polonais. Et le même étudiant apprend un autre jour que, en 1940, l'écrivain soviétique Alexis Tolstoï est arrivé à Lwow, ville polonaise occupée par l'armée soviétique, pour enrichir sa collection d'argenterie. Pensez à cet étudiant de Varsovie. Ne serait-ce pas trop d'exiger qu'il n'y voie pas de continuité ?

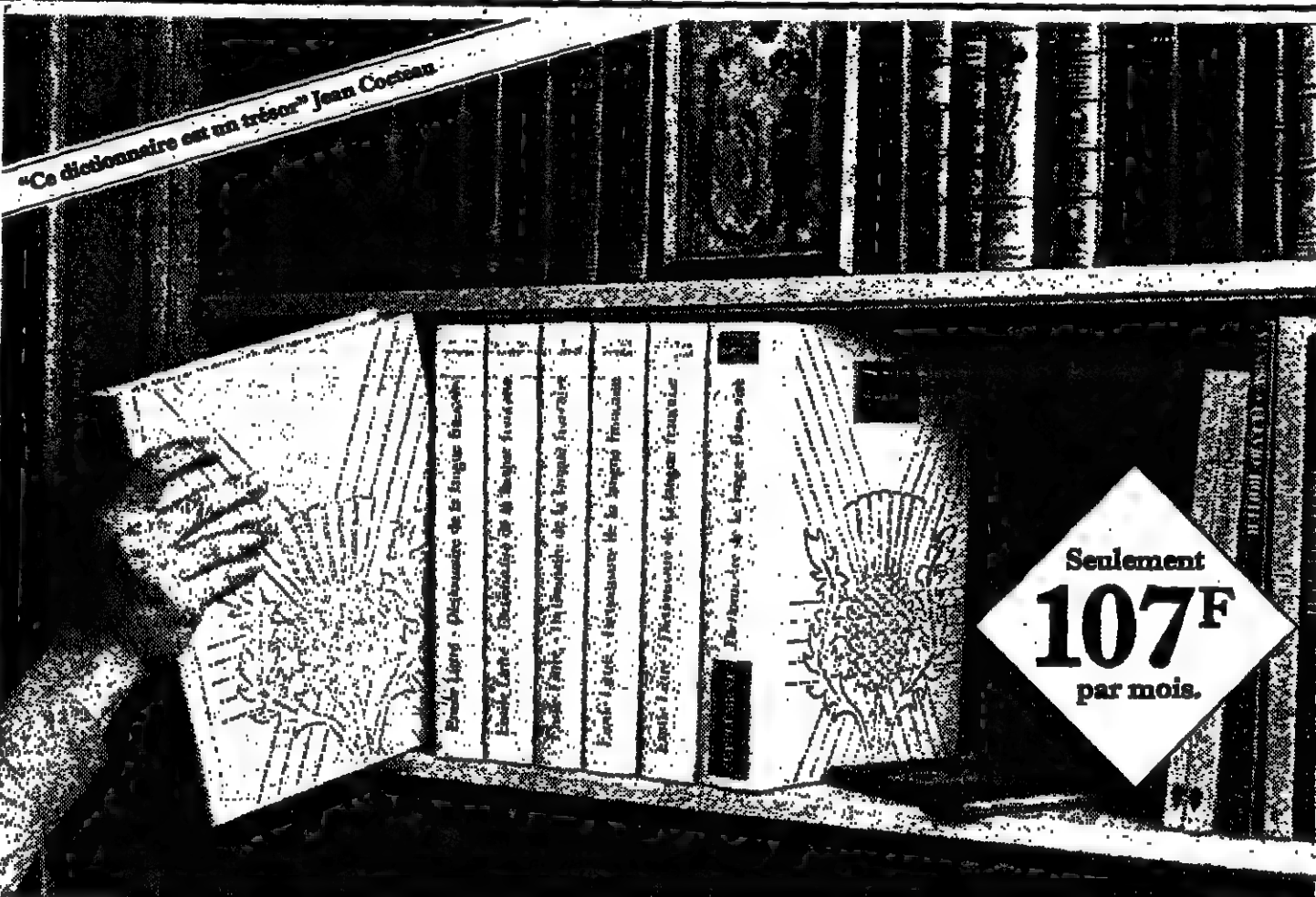
— Vous dites : « L'oppression rend fou, mais la liberté rend idiot ». Pensez-vous, comme l'écrivit avec humour György Konrad, que c'est « dans les endroits étiquetés qu'on pense profond » ?

— Vous citez une phrase de mes Carnets que j'avais écrite après avoir vu une manifestation pour la paix où la foule exhibait des portraits de Staline et de Mao. Bien sûr, la liberté est plus favorable aux arts que l'oppression. Mais il y a quelque chose de vrai dans l'opinion de Konrad : l'oppression par la censure force un écrivain à tourner la surveillance par un subterfuge, une allusion, une parabole, une métaphore. Comme l'ont fait les peintres dans l'Italie ou l'Espagne du XVI^e siècle, en inventant des moyens artistiques nouveaux.

— Ne regrettez-vous pas que nous ayons fait passer la littérature au second plan, dans la conversation que nous venons d'avoir ?

— Notre entretien est, comment dire, politique, sociologique ? Pourtant, nous sommes romanciers, tous les deux. Pour moi, mes Carnets sont une sorte de roman : un roman-journal ou un auto-roman, si vous voulez. J'y raconte ce qui se passe et ce qui s'est passé dans ma vie, dans mon pays ; mes lectures, mes amitiés, mes haines. J'y raconte aussi une histoire d'amour. C'est peut-être un roman, en fait ? Je ne sais pas, j'y réfléchis toujours.

Propos recueillis par DANIELE SALLENAVE



Sur 85.000 mots et ses centaines de milliers de citations passionnantes font de ce Littré en 7 volumes l'ouvrage le plus actuel de la langue française.

Une édition - événement du Grand Littre !

6 volumes joyaux de votre bibliothèque. Plus un supplément, avec les 5.000 mots les plus récents de notre langue.



Quand, en 1865, Maxime Rodière écrit sur le dernier des 415.636 feuillets qui sont déjà le Littré : « Aujourd'hui, j'ai fini mon dictionnaire... à ce seul travail, il a consacré trente années de sa vie. Mais (ce que lui-même ignore alors), il vient aussi de signer un des plus beaux et des plus grands monuments de la langue française.

Son dictionnaire est en effet bien plus qu'une immense « cage aux mots ». Avec le même souffle que Hugo dans sa *Légende des siècles*, c'est toute la légende des mots.

Mots innombrables (ils sont 85.000 !). Disségués dans leur anatomie. Enregistrés dans leur état-civil. Avec leurs permissions d'emploi, précises comme les Tables de la Loi. Mais aussi mots de chair et de sang. Sertis dans des centaines de milliers de citations d'auteurs classiques ou modernes.

Comme la Bible, c'est aussi un roman.

Un dictionnaire ? Mais où les mots vivent dans le tissu de la langue. Dans des retrouvailles de chaque ligne avec Voltaire ou Montaigne, Lamartine ou Bossuet ou tel poète anonyme et précieux du XVI^e siècle.

Ce qui ne donne pas seulement au Littré son accès facile et familial. Mais fait de lui un dictionnaire qu'on lit avec la même passion qu'il a été écrit.

En fait, c'est le joyau rayonnant de toute bibliothèque qui est ainsi, réédité... Et qui,

avec le septième volume ajouté ici, fait un Littré présentant aussi en compte même les mots les plus nouveaux nés d'aujourd'hui.

C'est un ouvrage résolument exceptionnel dans lequel vous pouvez vous plonger dès demain, chez vous. (Mais à condition de le commander très vite, car cette précieuse édition est à tirage limité !...)

Un chef-d'œuvre d'édition : 7 volumes in-quarto habillés d'une reliure ivoire grainée. Titres, plats et tranches dorés.

BON DE COMMANDE PERSONNEL

À retourner dès aujourd'hui à Encyclopædia Britannica, Tour Maine Montparnasse, 33 avenue du Maine, 75755 PARIS Cedex 15.

OUI, je désire recevoir le Grand Littré en 7 volumes. Je vous adresse donc 95 F, soit les droits de réservation de ces 7 volumes que je vous prie de bien vouloir m'expédier. Je réglerai ensuite mon achat de la façon suivante (cocher la case correspondante) :

☐ A commander - Avec un règlement de 1755 F, complétant les droits de réservation. (Prix total des 7 volumes : 1850 F)
☐ A crédit - En 18 mensualités de 107 F chacune. Soit 1926 F (dont frais de crédit : 171 F ; taux nominal : 11,97 % ; taux effectif global : 11,97 %) complétant les droits de réservation...
Veuillez donc me fournir les formulaires de prélèvement automatique (entièrement gratuits) ☐ ctp ☐ banque, ainsi que l'offre préalable de crédit.

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Ville : _____ Profession : _____
Code postal : _____ Signature obligatoire

J'ai bien noté que je dispose de 7 jours à compter de ma date de commande pour y renoncer éventuellement, en vous avisant par lettre recommandée à R. R. (Le montant des droits de réservation n'est alors remboursé.)

CADEAU

Si vous renvoyez le bon de commande dans la semaine, nous vous ferons parvenir la très belle reproduction d'un lavis d'œuvre en couleurs de Victor Hugo : « Bayonne aux trois arbres ». Cette gravure de 30 x 40 cm, réalisée sur velin d'Arches 100 % pur chiffon, est une véritable œuvre d'art, au tirage limité à 3.600 exemplaires tous numérotés. Et ce cadeau vous restera acquis, quelle que soit votre décision d'achat.

هكذا من الاصل

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Critique - Romancier

(Suite de la page 13.)

Parmi les Américains, Mohr n'exclut de ses études aucun grand — Hemingway, Caldwell, Dos Passos, Capote, Styron, — mais il réserve ses plus féroces développements à Faulkner, sur qui il republie un texte épuisé. Là encore, la critique-romancier associe toutes les approches, celle des sources familiales où pousse la saga de Jefferson comme celle de la métaphysique. Si l'auteur des *Palmiers sauvages* se débat dans un monde sans issue et frappé d'expiation, c'est qu'il regrette à la fois la fin du vieux ordre du Sud et ses sources impures...

COMMENT reste-t-on attaché à ce dont on n'est pas spécialement fier ? Cette question, Mohr se l'est posée sous le masque du roman, en particulier dans *Mon royaume pour un cheval*, mais jamais il n'en a donné les clés personnelles aussi directement que dans le court récit, *Vers l'Ouest*, qui accompagne et éclaire son *Air du large*.

L'américanisme qui a saisi beaucoup de jeunes Français en 1945 se nourrissait le plus souvent d'admiration pour les libérateurs ou, comme chez Boris Vian, de passion pour le jazz, le cinéma, le roman policier et les *comics*. Chez Mohr, elle prolonge les rêves d'une enfance bretonne pour laquelle le Nouveau Monde, vu de Morlaix, était la première terre au-delà du couchant, et elle fait suite à une espèce de chagrin d'amour entre son pays et lui, né d'un malentendu.

Mohr n'a pas vingt-cinq ans lorsque éclate la guerre de 1939. Il est mobilisé comme éclaireur-skiur au-dessus de Nice. Il croit à la patrie et au bonheur. Il croit pour l'une et l'autre. La Campagne d'Italie a recouvert délicatement cette attente, moitié *Désert des Tartares*, moitié *Grandes manœuvres* à la René Clair. Ce que le roman ne dit pas, et que laissait seulement entrevoir l'*Essai Montherlant homme libre*, c'est qu'entre deux patrouilles à ski et deux dîners galants sur le Vieux Port, Mohr rencontre l'auteur de *Service inutile*. Il admire en lui une morale de la « hauteur », dont les lettres publiées récemment n'ont pas encore révélé le duplicité. A Nice, puis à Paris, c'est l'occasion de surprendre un Montherlant intime, que l'auteur, à toutes les gémissements retorses pour servir sa gloire, grossit ses comptes d'auteur ou préserve des intrigues sans rapport avec ses grands airs.

Son estime d'homme, Mohr la réserve à son voisin de poste, complice de permission et partisan, comme lui, d'un « national-

socialisme » à la française : Bassompierre. Celui-ci choisira la LVF, par haine du communisme, volonté de servir et soif d'obéir. Blessé, rangé, prisonnier des Russes, caché en Italie, démasqué au moment de quitter Gènes pour l'Amérique du Sud, Bassompierre sera condamné à mort et exécuté. Déjà « exilé » au Canada après quelques mois de responsabilités corporatives à Vichy, Mohr gardera le remords de n'avoir pu témoigner, au procès, des intentions pures de son ami.

Mon royaume pour un cheval raconte l'ultime rencontre entre les deux frères d'armes de 1940 : *Vers l'Ouest* en donne la version vécue. C'est en 1944, Bassompierre va repartir vers le front russe. Sur une chaise, à sa veste vert-de-gris. Le prix à payer pour « se sentir dans le coup » ? Le prix est élevé ; et rejoindre les Alliés à Londres ou en Afrique du Nord, alors, ce n'était pas mal non plus.

Si Mohr gagne l'Amérique et ses campus sans histoire, enfin innocents comme des clubs de tennis, c'est pour fuir la malaise où l'ont jeté la défaite et une victoire à laquelle il n'a pas sa part, non plus, pense-t-il, que la plupart de ses concitoyens, quel qu'on ait proclamé. On connaît la chanson, vieille comme *Maréchal nous voilà !* : la légalité était à Vichy, le patriotisme et le courage n'en étaient pas forcément absents ; à la Libération, des « résistants » sans mérite ni talent ont censuré des grands écrivains tout juste imprudents, etc.

SELON une hémiplogie courante, la protestation oublie les censures de la liste « Otté », quelques mois plus tôt ; la critique de l'épuration passe sous silence les massacres qui ont précédé, ou la chasse aux Français donnée par Demand, le futur milicien avec qui Bassompierre entretient des liens « de l'ordre de la chevalerie ». Durant quarante années et jusqu'à il y a quelques mois, de telles choses n'osaient s'écrire ; les nostalgiques du pétainisme les marmonnaient seulement, avec rage qu'elles n'aient pas droit de cité. Les dire ainsi, sans forter comme sans crainte, ne manque pas de panache.

Et qui ne sous-entendait à cette conclusion ? « La distinction à établir entre les hommes, à cette époque de l'histoire, n'est pas entre ceux qui ont combattu le fascisme hitlérien et ceux qui ont combattu le communisme, mais entre ceux qui se sont battus et ceux qui n'ont rien fait. »

★ L'AIR DU LARGE II, de Michel Mohr, Gallimard, 258 p., 95 F.

★ VERS L'OUEST, de Michel Mohr, Orléans 621, 150 p., 79 F.

Chers épistoliers

(Suite de la page 13.)

Né en 1868, André Suarès avait soixante ans de plus que Jean Paulhan, mais cette « ancienneté » n'était qu'une moindre raison de la déférence que le second marquait au premier. « Ne me donnez pas du Maître », demandait André Suarès dans sa lettre du 10 février 1932. Sur le ton du sarcasme, il ajoutait que « ce titre (était) réservé à tous les illustres de la Sorbonne et des Académies : la française, la Goncourt d'Auteuil, la paloise de Toulouse, l'Académie Gide, l'Académie Maurras [...], etc. » Le 12 février, Jean Paulhan répondit qu'il renoncera au « Cher Maître », mais qu'il en éprouverait des regrets. Pour lui, ce n'était pas seulement une formule de

politesse, car il comptait André Suarès parmi ses meilleurs écrivains.

« Je n'aime rien de ce moraliste... »

C'est grâce à Jean Paulhan qu'en 1926 le condottiere fit sa « rentrée à la NRF », dont ses détracteurs l'avaient évincé en 1914. Lui-même préférait employer le mot « ennemi ». Il pensait avoir de nombreux adversaires et mettait André Gide au premier rang de ceux-ci, le tenant pour responsable de la défection qu'il subissait dans la République des lettres. « Je n'aime rien de ce moraliste (...), et c'est où il me rencontre qu'il me répugne le

plus », déclarait André Suarès, le 14 avril 1933, avec sa véhémence habituelle.

Même si le condottiere exagère parfois ses motifs de se plaindre, Jean Paulhan estimait que son œuvre — volontiers négligée, sinon dédaignée — méritait réparation. C'est pourquoi, tout au long de cette correspondance, il se sent l'obligé d'André Suarès : payant la dette laissée par d'autres, il craint souvent d'avoir commis une maladresse. « Comment me défendre, dit-il, d'un reproche que je ne connais pas ? »

Etude de carottes : d'un côté, l'urbanité rigoureuse de Jean Paulhan, ses précautions de diplomate au service de la fermeté d'âme et de jugement ; et sur l'autre bord, les tourments, les fureurs, les intempérances d'un homme qui avait le 17 juillet 1938 : « Que n'ai-je de quoi vivre, je ferais ce monde : il m'a trop fui, il me fait trop outrage. »

Cet homme impossible, parce que trop singulier, ne réprimait pas davantage les véhémences de son esprit que les emportements de son cœur. Aussi le trouvons-nous presque toujours étincelant dans sa façon de penser. Voyez comment il terminait une lettre du 11 mars 1938 : « Bien à vous, mon cher philologue, qui cherchez l'âme des mortels dans les mots. » Quel critique à mieux compris Jean Paulhan ?

FRANÇOIS BOTT.

★ LA DERNIÈRE PAGE, de Jean Grenier, préface de Jean Châtré, édition établie et annotée par Claire Paulhan, Ramsay, collection « Four Mémoires », 96 p., 69 F.

★ CORRESPONDANCE JEAN PAULHAN-ANDRÉ SUARÈS, 1925-1940, Cahiers Jean Paulhan 4, avant-courrier de Roger Jourde, édition établie et annotée par Yves-Alexandre Favre, Gallimard, 329 p., 130 F.

BIOGRAPHIE

L'homme de l'art et des dollars

Pierre Assouline retrace la carrière de D.H. Kahnweiler, marchand de tableaux.

POUR la première fois en France, un marchand de tableaux a l'honneur d'une grosse biographie — et d'un grand biographe au savoir-trouver consommé. Pierre Assouline, amateur d'éminences grises, a tiré le portrait de Kahnweiler comme il avait tiré celui de Gallimard. Même principe : prendre à revers l'histoire officielle de la peinture ou de la littérature, la prendre par surprise et ne pas s'attaquer directement aux créateurs mais à ce qui passe pour anecdotique, les comptes et mécomptes d'un édi-

manqué de thuriféraire. Le danger était là : redire ce que les historiens connaissent déjà et ne faire qu'œuvre de vulgarisation. Pierre Assouline a cédé, de temps en temps, à cette tentation, relevant d'un peu de pittoresque et de drame tel épisode fameux, comme la révélation des *Demoselles d'Avignon*. Il y échappe le plus souvent, et d'abord parce qu'il a su faire l'usage le plus large des archives de la galerie Louise-Leiris, c'est-à-dire de la galerie Kahnweiler rebaptisée du nom de sa belle-sœur après la défaite de 1940, de manière à échapper aux

vedettes de l'heure, et que ses grands hommes, Gris excepté, prouvent leur gratitude en lâchant à peu près l'ex-bienfaiteur quand il fut à son tour le « mandit », l'Allemand dont le fond était placé sous séquestre en 1914 et honteusement vendu aux enchères après guerre.

On connaissait cet épisode. Assouline en donne cependant une analyse plus complète. « Ses » peintres ont de l'amitié pour Kahnweiler, mais pas au point de quitter leurs nouveaux marchands, Rosenberg ou Paul Guillaume, et leurs nouvelles cotes. Kahnweiler ne paie plus assez cher après guerre pour prétendre conserver un Picasso ou un Derain, et il ne lui reste plus qu'à philosopher sur le cubisme finissant et à rechercher de nouveaux jeunes peintres.

Kahnweiler doctrinaire d'une esthétique de l'art « moderne », inspire moins Assouline que Kahnweiler homme d'affaires et de contrats. S'il décrit ses idées, c'est pour les reprendre à son compte, malgré le sectarisme qui les caractérise. L'orthodoxie cubiste selon « Daniel Henry » (pseudonyme du marchand) exclut les cubistes de 1912, la géométrie de Mondrian et du Bauhaus ou le « retour à l'ordre » de l'entre-deux-guerres. Elle ignore l'essentiel d'une évolution qui ne se résume pas à un « reniement » des sautes de 1910 et l'a poussé à méconnaître la peinture abstraite américaine et française de l'après-45.

L'autre personnage, le marchand qui ne mettait pas toujours ses actes commerciaux en harmonie avec sa pensée, intéresse davantage Pierre Assouline. Et cela donne un excellent journal de bord, des années grises du retour en France aux années noires de la crise, de l'Occupation et de la vie clandestine en Limousin. Kahnweiler croit en Masson, repousse Miro, accepte Klee, se trompe quelquefois et travaille à reconquérir Picasso. Il n'y réussit qu'à la Libération, et non sans douleurs ni épisodes tragi-comiques.

Picasso et les finances

Assouline se délecte des scènes où le malheureux marchand attend des heures entières dans le vestibule de l'atelier, mortifié et tremblant de la peur d'être suppléant par quelque confrère américain arrivé dans une immense automobile. Il attend, il gémît, et Picasso finit évidemment par descendre à lui vendre enfin « quelque chose ». Commence alors la négociation financière, toute admiration esthétique mise à part.

Peut-être est-ce là ce qu'Assouline analyse le plus complètement, le meilleur et le plus instructif du livre : son tableau des rapports du « marchand des marchands » et du peintre le plus illustre de son siècle. A qui croirait encore à l'angélisme, que le galeriste est un philanthrope ou l'artiste un pur esprit, à qui s'obstinerait à vouloir comprendre l'art du vingtième siècle sans parler commerce, « réclame » et finances, la lecture de cette biographie est de première nécessité. Elle dit, et prouve par l'exemple, ce qu'il est de bon goût de taire : que le succès d'un mouvement artistique dépend désormais de l'adresse de celui qui l'expose et que le talent ne suffit plus sans le secours de la publicité. Un Kahnweiler, qui ne fit pas œuvre de créateur, a dans l'histoire de l'art une importance presque égale à celle d'un Braque ou d'un Léger, qui furent, eux, d'authentiques inventeurs. C'est peut-être triste, mais c'est ainsi.

PHILIPPE DAGEN.

★ L'HOMME DE L'ART, D.H. KAHNWEILER, de Pierre Assouline, Belfand, 546 p., 149 F.



Daniel Henry Kahnweiler (à gauche) avec Picasso et Michel Leiris à Mougins en 1967.

teur ou d'un marchand de tableaux. Même résultat : le rappel de quelques vérités majeures et négligées, la mise en pièces de quelques illusions, la mise à mal des mythologies établies.

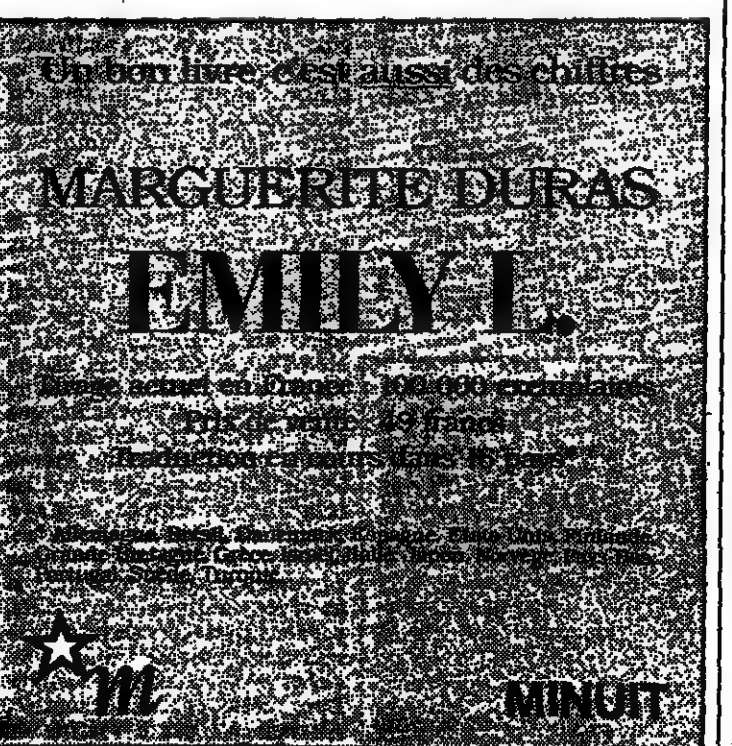
Assouline a le sacrilège démonstratif et érudit. Sa méthode lui impose d'effrayantes accumulations de dates, de citations, de chiffres et de correspondances. Les ayant réunis, il en tire la matière même de son récit, juxtaposant ses preuves et arguments au risque de provoquer une indigestion de faits. Il y en a tant et de si précis que l'on en vient presque à plaindre la victime d'une biographie à l'Assouline. Kahnweiler est comme déshabillé, ligoté puis livré à la vue du lecteur. Ses vanités, ses faiblesses, ses petites peurs, tout y passe. Et point seulement les siennes : avec le marchand comparaisent ses peintres, cubistes et surréalistes, Matisse à leur tête, ses poètes et ses critiques, Apollinaire, Max Jacob, Salmon, et ses familiers, Leiris, le beau-frère ethnologue et écrivain, Gris, le favori, et Picasso enfin, le diable incarné.

Ce serait peu de dire que la matière est riche, elle abonde. Mais elle n'est pas neuve. Kahnweiler a écrit et parlé à des confidents prêts à tout répéter, il a fait l'objet d'une exposition au Musée national d'art moderne et n'a pas

persécuté amis et ennemis. A l'aide de lettres d'affaires et de registres, il réussit à décrire en détail la violence courtoise d'un métier où esthétique et économie ont partie liée.

Lâché par « ses » peintres

Il y eut certes une époque héroïque du cubisme, quand un jeune Allemand, né en 1884, permettait à trois ou quatre peintres inconnus de travailler et d'exposer, grâce à l'argent de la banque familiale. Image d'Épinal : la Richesse éclairée venant au secours du Génie maudit. Eclairée, la richesse ? Sans doute. Mais Kahnweiler achète Derain ou Picasso aussi parce que Matisse demande de trop forts prix. Mandit, le génie ? Mandit par la « grande presse » et par ceux qui voient des « boches » dans les cubistes, quoique les collectionneurs russes ou américains fussent déjà nombreux dans les années 1907-1908. Mais la malédiction n'a pas duré, grâce à Kahnweiler lui-même, qui a su convaincre les esprits rétifs du « sérieux » de cette peinture difficile. Il y parvint si bien que « ses » peintres, Picasso et Braque, Derain et Léger, Vlaminck et Gris, de maudits devinrent des



هكذا في الأصل

● ROMANS

***Voici enfin traduit le chef-d'œuvre
de Kantorowicz paru en 1927 :
le portrait du premier « père des peuples ».***

★ L'EMPEREUR FRÉDÉRIC II, d'Ernest Kantorowicz, Gallimard, 664 p., 250 F. Le même éditeur annonce (depuis longtemps) la traduction du dernier ouvrage de Kantorowicz paru à Princeton en 1957, *The King's Two Bodies* (les Deux Corps du roi.)

d'un malade captif de son obsession que l'expression d'une inquiétude que quite amoureuse, contrepoint mystérieux de ses activités médicales : à la féminité dévoilée examinée répond la pureté insaisissable de l'inconnu... Ici tout est signe, tout fait-signe, du nom du héros qui croise le féminin et le masculin, à la main artificielle de l'assistant en passant par le lieu - rueilles et remparts, mai-

Première fêlure dans une passion fragile que d'autres crises secoueront, tant et si bien qu'Alassane se retrouve père d'une petite fille. Une Noire américaine, de celles qu'il appelle ses « cousines », auprès de qui il s'est réfugié un soir de grand vertige la lui a donnée. Elvira a connu la cause de cette liaison passagère des affres de la jalousie, et revient à ses passades avilissantes.

sous la direction de J.P. BABELON
Co-édition : Caisse Nationale
des Monuments Historiques et Sites
le château, architecture et société
21 x 30 cm - 440 p. - 350 ill. 680 F
Berger-Levrault

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS

(1) Tous publics chez Albin Michel.

dixième livre de Nicole Avril,
 un bon roman qui, sans s'écher-
 particulièrement d'écriture ou
 construction, déploie dans
 spontanéité tout un art
 contraste. L'auteur y joue de m-
 multiples oppositions : entre
 peaux, les lieux, les sentiments
 les attitudes envers la vie,
 diverses formes de l'amour,
 plaisir sans pudeur recherché
 les corps robustes, la douleur

JACQUELINE PIATIER.
★ SUR LA PEAU DU DI
BLE, de Nicole Avril, Flammarion

Culture

CINÉMA

La reprise de « l'Inhumaine » de Marcel L'Herbier

La musique des images

Marcel L'Herbier
aurait cent ans
et comme la mode
est aux célébrations,
le Théâtre
des Champs-Élysées
a projeté l'Inhumaine.
Ce n'est qu'un début...



« L'Inhumaine » réalise le synchro des arts décoratifs du moment

À la fin de l'été 1986, pour le Festival d'automne, l'Inhumaine (1924), avait été présentée à la Grande Halle de la Villette dans une version restaurée par le service des archives du film de Bois-d'Arcy, avec le concours du cinéaste Jean Dreville. L'Inhumaine est une histoire « éternelle » imaginée par Marcel L'Herbier pour la cantatrice Georgette Leblanc (sœur du romancier Maurice Leblanc, qui inventa Arsène Lupin, et compagne de l'écrivain belge Maeterlinck).

L'ambition — accomplie — de son film était de réaliser « cinématographiquement » la synthèse des arts décoratifs du moment. Ainsi avait-il demandé les décors de studio au peintre cubiste Fernand Léger, à l'architecte Robert Mallet-Stevens, à Claude Autant-Lara et à Pierre Chareau, les robes au couturier Paul Poiret. Le Théâtre des Champs-Élysées, dans son esprit, appartenait donc à un ensemble. Et, pour le centenaire du cinéaste (il était né à Paris le 23 avril 1888, il est mort le 26 novembre 1979), c'est dans la salle restaurée et récemment réouverte de l'avenue Montaigne qu'a été présentée, en soirée de gala le 13 janvier, en plusieurs séances jusqu'au 17, l'Inhumaine (de 1924).

Ainsi, le temps s'écoule et l'avant-garde moderniste de Marcel L'Herbier trouve un nouvel éclairage dans le présent. Nous avons déjà parlé, ici, de l'Inhumaine (le Monde du 23 octobre 1986), dont Jean Dreville avait refait toute la coloration, puisque la pellicule devait être teintée en bleu, jaune sépia ou rouge, selon certains moments de l'action. De l'œuvre originale, il manquait seulement la musique d'accompagnement pour orchestre, de Darius Milhaud, dont la partition était perdue.

Le jeune compositeur Jean-Christophe Desnoes a écrit et dirigé une composition contemporaine qui peut être exécutée sur scène. Une société La Boite à Images, qui voulait remettre en circulation l'Inhumaine, a organisé les manifestations du centenaire. Après le Théâtre des Champs-Élysées, le TLP-Déjazet présente, du 21 au 24 janvier, d'autres grandes œuvres muettes de Marcel L'Herbier, El Dorado (1921), Feu Mathias Pascal (1925) et l'Argent (1928) avec le « documentaire » Autour de l'Argent, de Jean Dreville. Le cinéaste Studio 43 a commencé depuis le 13 janvier une rétrospective de l'œuvre muette et parlante qui continuera jusqu'au 26 janvier inclus.

Intellectuel, lettré, administrateur de Mallarmé, Paul Valéry, Oscar Wilde, Maeterlinck, Debussy, Marcel L'Herbier ne s'intéressait guère au cinéma jusqu'à la révélation du Forfaiture de Cecil B. De Mille.

Il réalisa son premier film, Rose-France, en 1918. C'était une ode

poétique, inspirée de Charles d'Orléans et produite par Léon Gaumont, chez qui Marcel L'Herbier resta sous contrat jusqu'en 1922. Attaché à la « musique des images », à l'impressionnisme visuel, il allait se distinguer, comme chef de file, de l'avant-garde cinématographique française, par des innovations esthétiques appliquées à des scénarios parfois mélodramatiques en apparence, tel celui de El Dorado, dont les extérieurs furent tournés à Grenade.

« L'Argent », chef-d'œuvre absolu

Les recherches cinématographiques (dont le flux envahissant l'écran lorsque la danseuse d'évade par la pensée, et que Léon Gaumont prit d'abord pour un incident technique) portent à la tragédie l'histoire interprétée par Eve Francis.

Feu Mathias Pascal est une admirable adaptation du roman de Luigi Pirandello (dont Pierre Chenal, en 1936, devait tirer l'Homme de paille part), tournée dans les paysages de Siemone Scamigiano et dans les studios de Montreuil, qui avaient appartenu à Méliès. Ivan Mosjoukine en est la vedette. Michel Simon y débute. Ce film, fascinant par l'ambiguïté du changement de personnalité et l'appel à la liberté de l'individu, est accompagné au TLP-Déjazet par le musicien compositeur Martial Solal, qui improvise au piano.

L'Argent, c'est le chef-d'œuvre absolu, l'apogée du langage des images chez Marcel L'Herbier, au moment où il parlait de bouleverser le cinéma. Le roman de Zola, modernisé, n'a plus rien d'une étude naturaliste. L'argent reste abstrait, signe de puissance pour le financier Saccard (Pierre Alcover). Marcel L'Herbier emploie parfois jusqu'à quinze caméras, dans les décors

réels du Bourget, de la place de l'Opéra, de la Bourse, et dans de très vastes et très « modernes » décors de studio. Le découpage, l'écriture, les mouvements d'appareils descriptifs, l'association de l'esthétique à un point de vue moral et à la direction d'acteurs (l'Allemande Brigitte Helm, Marie Glory, Antonia Arnaud, Alfred Abel, Henry Victor, Raymond Rouleau) soulèveront l'enthousiasme lors de la redécouverte — après restauration — à la fin des années 70. On a pu dire avec raison que ce langage cinématographique annonçait Alain Resnais.

Sur la scène du TLP Déjazet, Jean-Jacques Birgé, Francis Gorgé et Bernard Viot, membre du groupe « Un drame musical instantané » accompagnent les projections de l'Argent.

En 1929, Marcel L'Herbier s'essayait en parlant avec l'Enfant

de l'Amour, d'après Henry Bataille. En 1930-1931, il réalisait deux adaptations de romans de Gaston Leroux, Le Mystère de la chambre jaune et Le Parfum de la dame en noir, dont la réussite commerciale aurait pu lui permettre de mettre en œuvre un projet de l'ambition et de l'importance de l'Argent. Il lui manque une coproduction européenne et, après deux ans de chômage, il dut se résigner aux films de comédies. La rétrospective du Studio 43 prouve que ces films, longtemps négligés, ne sont pas indignes du cinéaste.

JACQUES SICLIER.

* TLP Déjazet, 41, boulevard de Temple, tél. : 42-74-28.
* Studio 43, 43, rue de Fribourg-Montebello, tél. : 42-47-09-58 et 42-70-43-46.

« Berlin », de Walter Ruttmann, musique de Pierre Henry

Fragments sonores pour une grande ville

La mode est à l'accompagnement musical des films muets. Même la Jeanne d'Arc de Dreyer, perfection plastique que le silence exalte, vient d'en faire les frais.

La mise en sons par Pierre Henry du montage documentaire de Walter Ruttmann Berlin, symphonie d'une grande ville n'est pas du même tabac. La bande enregistrée sur laquelle le film du cinéaste allemand viendra s'incruster, lors de la projection que lui a réservée l'exposition « Cité-Cité » de la Villette, ne lui était pas, à l'origine, destinée. Ce n'est pas de la musique de film. Mais une œuvre radiophonique, un Hörspiel, commandé en 1983 à Pierre Henry par la Westdeutsche Rundfunk de Cologne, diffusée d'abord sur cette antenne, puis sur France-Culture et une radio australienne.

Montage de sons concrets — bruits de gare ou de pas, ambiances de rues ou de foules — portait kaléidoscopique à partir de fragments sonores enregistrés au Mexique, à Londres, à Paris, en Allemagne, tour du monde urbain, métropole imaginaire : l'œuvre s'appelle — s'appelle — la Ville.

« Quand je composais, je me suis souvenu du film de Ruttmann, que j'avais vu il y a bien longtemps, et qui date de 1927, année de ma naissance, comme d'ailleurs la Jeanne d'Arc de Dreyer. J'ai eu envie de voir si les deux œuvres, musique d'images d'un côté, images de sons de l'autre, n'auraient pas bien ensemble. J'ai coupé dans ma musique, jamais dans Ruttmann. Parfois, néanmoins, le film est interrompu par des noirs, afin que ce qu'on entend prolonge ce qu'on vient de voir. La projection dure cinquante minutes : la bande-son, vingt-cinq de plus : elle fait donc, aussi, office de prélude et de postlude. »

Le fruit de cette insolite superposition vient d'être présenté à Berlin, où il fut jugé — passionnant et très-perspectif. » Gageons que le public parisien ne le jugera pas en termes de respect : l'œuvre de Walter Ruttmann est à peu près ignorée ici. Documentariste d'avant-garde avant d'être gagné à l'idéologie nazie (il fut le conseiller technique de Leni Riefenstahl pour les Dieux du stade, ensemble documentaire sur les Jeux olympiques de 1936), tué en 1941 sur le front russe, où il tournait des actualités, ce spécialiste des effets spéciaux, des superpositions d'images et des montages « musicaux » peut être considéré comme un précurseur de la musique concrète. Cette musique concrète, la vraie, c'est Pierre Henry, avec Pierre Schaeffer, qui allait, après la guerre, officiellement l'inventer.

ANNE REY.
« Berlin, symphonie d'une grande ville, de Walter Ruttmann, est projeté sur la musique de Pierre Henry, vendredi 22 janvier à 20 h 30, dans la Grande Halle de la Villette.

« El Sur », de Victor Erice

Le passé rapproché

Neuf ans après son premier long métrage, l'Esprit de la ruche (1973), Victor Erice réalise le second, El Sur (le Sud) qui fit un passage remarqué au Festival de Cannes en 1982 et sort aujourd'hui en France, avec cent films, du 20 janvier au 18 avril, avec près de six ans de retard, ce qui n'est rien pour certaines œuvres et une éternité fatale, pour d'autres, sans que l'on sache toujours pourquoi.

Parlera-t-on encore aujourd'hui de « chef-d'œuvre » et de « fascination » pour ce petit Sud long et très transparent ? Non, sans doute, tant il paraît aujourd'hui si facile même si l'on devine comment il put trouver un écho sensible, récemment encore.

Dans une maison, « la Mouette », entre ville et campagne, dans le nord de l'Espagne, la petite Estrella vit avec ses parents et son chien. Le père, Agustín (Omero Antonutti), est médecin et sourcier, la mère reste au foyer : ancienne maîtresse d'école, elle a perdu son poste après la guerre civile.

Nous sommes en 1957, et les blessures sont profondes, actuelles. Il ne se passe pas grand-chose, au jour le jour, on est le plus souvent au bord de la mélancolie et de l'ennui. Estrella est fascinée par les pouvoirs magiques de son père, qui marie doctement le pendule et la baguette de coudrier. Agustín pense à autre chose, à quelque chose d'autre plutôt, peut-être une actrice de cinéma, étoile filante, du nom d'Irene Flores (le frère R.), d'origine, unimaine, Duran et Modiano), qu'incarne brièvement Aurora Clément.

Sous les lampes du Café Oriental, il écrit des lettres à une inconnue. La mère est transparente, gentille, ne compte pas.

Une tante cocasse, une grand-mère autoritaire, apportent du Sud un peu d'animation pour la communion d'Estrella, qui dense, revêt, vit une « en jeune mariée », un paso doble avec papa.

Et les années passent, tout de même, la petite devient adolescente, le père boit de plus en plus depuis qu'il a renoncé à fuir pour ce fameux Sud, obsédant, d'où il vient et où demeure probablement son amour caché. Il n'aura pas le temps de dire toute la vérité à sa fille, en fin de compte, qui bien sûr ne voudra épouser personne. C'est d'une simplicité dans la narration qui n'est pas loin de la gaucherie. D'un dépeuplement presque avare.

Tant de sobriété devrait nous confondre dans le respect et faire échapper le film aux contingences du temps et de l'histoire. Au contraire, parce qu'il ne déçoit jamais, ne surprend jamais, les comédiens ne sont pas très convaincus (la mère notamment a vraiment l'air d'être ailleurs, et pas seulement dans le Sud, la tante joue gros, la mère plat, seule la fille est juste sans être mauvaise, on s'analyse noblement dans une tristesse provinciale d'un autre âge).

Non seulement l'après-guerre, mais aussi l'année 1982 sont décidément, grâce à Victor Erice, très loin, avec leurs couleurs gagnées par l'ombre, leurs silences pesants, leurs douleurs. C'est cette vitesse à passer dans le passé qui aujourd'hui nous émeut.

MICHEL BRAUDEAU.

* À signaler également, au Centre Pompidou, la rétrospective « 30 ans de cinéma espagnol, 1958-1988 », avec cent films, du 20 janvier au 18 avril.

COULISSES

« Le Dernier Empereur » toujours en tête

Le film de Bertolucci Le Dernier Empereur provoque une polémique au Japon à propos d'une scène — tirée d'un documentaire d'époque, et qui montre les massacres de Nankin. Mais le porte-parole des affaires étrangères a déclaré : « La position du gouvernement reste inchangée. Nous sommes conscients de nos responsabilités. » En France, le film remporte toujours un vif succès. Après huit semaines d'exploitation, il devance toujours ses concurrents sur Paris-Périphérie. À la fin du mois, il devrait dépasser le million d'entrées sur cette zone.

Le procès que Fellini a intenté à son distributeur français, à la suite du sous-titrage qu'il jugait déficient, ne semble pas avoir affecté la carrière d'Intervista, qui remplit toujours les salles parisiennes au rythme de plus de trente-cinq mille spectateurs par semaine.

Woody Allen à Berlin

Les États-Unis seront fortement représentés au Festival de Berlin, qui se tiendra cette année du 12 au 23 février. Woody Allen y présentera son dernier film, September, avec Mia Farrow, Walker, d'Alex Cox, réalisé avec le soutien du gouvernement socialiste du Nicaragua, concourra pour l'Ours d'or, et l'Empire du soleil, de Steven Spielberg clôturera ce 38^e Festival, où la Grande-Bretagne sera représentée par Cry Freedom, de Richard Attenborough, une évocation du Sud-Africain Stephen Biko et de sa lutte contre l'apartheid.

Optimisme de rigueur

En dépit de la crise qui a secoué le cinéma français en 1987, Jean-François Court, M. Cinéma au ministère de la Culture, reste optimiste. Il remettra dès la fin du mois à François Léotard son rapport sur la situation de la profession.

Pour lui, la chute inquiétante du nombre de spectateurs est due à la faiblesse de la production française et à la guerre des chaînes de télévision. Les rapports entre le grand et le petit écran doivent pouvoir s'éclaircir, dit-on rue de Valois, grâce aux négociations qui sont en cours.

En revanche, les tensions avec les exploitants sont toujours vives et difficiles à maîtriser. Pour faire revenir le public dans les salles, une campagne nationale d'affichage va être lancée au printemps, ainsi qu'une action concertée avec l'ensemble des chaînes de télévision.

Les grands réseaux de distribution ont mis en place des cartes de réduction pour remplir leurs salles. Après Pathé, l'UGC lance sa carte « Privilege » (le Monde du 9 janvier), 100 F pour quatre séances.

Le Songe

DE AUGUST STRIMBERG
TEXTE FRANÇAIS DE AUGUST STRIMBERG
MISE EN SCÈNE DE JEAN-PIERRE SARRAZAC
CRÉATION COMÉDIE DE CAEN
AVEC LA PARTICIPATION DU JEUNE THÉÂTRE NATIONAL
du 14 janvier au 23 février 1988
31 RUE DES CORDON
31 000 37
COMÉDIE DE CAEN

FESTIVAL ORIENT-OCIDENT

DEUX CONCERTS EXCEPTIONNELS

ANGÉLIQUE IONATOS

23 janvier à 20 h 30

REINETTE L'ORANAISE

24 janvier à 15 heures

Café de la Danse
5, place Louis-Philippe
75011 PARIS
M^o Bastille

CAFE Renseignements
DE LA réservation :
DANSE 43-57-05-35

COLLOQUE

IMAGINAIRE ARTISTIQUE, IMAGINAIRE POLITIQUE

CREER ET CONSTRUIRE
CULTURE ET CITE

A l'initiative de Michel Castet, maire d'Albi,
du centre culturel de l'Albigeois et de la revue « Cosmopolitiques »

ALBI, 29 et 30 JANVIER

« Toute recherche politique, comme toute recherche esthétique, engage la responsabilité de ceux qui la poursuivent : elle contribue à orienter la vie collective des hommes. Aussi est-il fécond de confronter les finalités de l'art et de la cité, les impératifs du créateur et ceux du politique. »

Avec notamment les interventions de :

Erik ARNOULT - Jean-Christophe BAILLY - Gérard BELLOIN - Maurice BERNARDY - Hélène BLESKINE - Ricardo BOFILL - Katharina von BULOW - Roland CASTRO - Régis DEBBAY - Jean DUVIGNAUD - Jean-Paul DOLLE - Jean ELLEINSTEIN - Bernard FAIVRE d'ARCIER - Monique FAUX - Gilbert SMADJA - Jean-Pierre FAYE - Elisabeth de FONTENAY - Henri GAUDIN - Maurice GODILLIER - Antoine GRIMACE - Fides GUATTARI - Norman JACKSON - Piotr KOWALSKI - Antoine LEBLANC - Jacques ROSENER - Lucien SFEZ - Michel SIMONOT - Michel TROCCIS - Pierre VIDAL-NAQUET, et la participation de nombreux élus.

Renseignements et inscriptions : Centre culturel de l'Albigeois, Place de l'Amié, 81000 ALBI, Tél. : 63.54.11.11.

هكذا من الاجل

CINÉMA

Un entretien avec Robert Frank
à propos de « Candy Mountain »

La fin du rêve

De New-York à la Nouvelle Ecosse, l'odyssée initiatique et marginale d'un jeune commissionnaire, fou de guitare. C'est Candy Mountain le quatorzième film et le premier long métrage de fiction de Robert Frank.

En chemise beige, crinière au vent, Robert Frank est, à soixante-trois ans, plus solitaire et désenchanté que jamais, presque pathétique à la force de lucidité, mais toujours aussi sincère. Il a réalisé son film avec Rudy Wurlitzer. Principaux acteurs : Kevin O'Connor, Tom Waits et Bulle Ogier.

« Candy Mountain, cela veut dire « montagne de sucre » ?

— Oui. Cela vient d'une complicité enfantine qui dit qu'il ne faut pas accepter de bonbons d'un étranger. Je l'ai trouvée dans une chanson des Eagles, qu'on entend en partie.

— La musique joue un rôle de premier plan.

— Je voulais qu'elle soit très légère et surannée presque par hasard. Elle fait partie de l'histoire. Très dure à New-York, « country » au Canada. Mais je pense qu'il y en a trop. Pour moi, il n'y a pas assez de silence. Les producteurs voulaient un maximum de musique. J'ai résisté tant que j'ai pu.

— Votre histoire se déroule comme une succession de rencontres. D'où vient votre refus de la narration ?

— Je ne suis pas un raconteur d'histoires. Ce sont les accidents qui m'intéressent. Le script a été écrit comme une suite de petites histoires éparpillées. Et nous l'avons presque suivi à la lettre. Le tournage a duré sept semaines. Y compris les voyages. On n'avait pas le temps de répéter, ni d'improviser. Nous étions très pressés par le temps. Ce fut le plus difficile. Et très compliqué aussi à cause des musiciens. J'aurais préféré ne pas tourner dans l'ordre. Cela aurait été plus fort, moins contrôlé. C'est quand le film est fini qu'on voit ce qui ne va pas. La beauté du cinéma est de n'avoir pas de règles.

— Vous avez tourné chez vous, à Mahon. C'est un pays neutre, très pacifique, où il ne se passe rien. On y sent terriblement le froid.

— J'espérais plus de neige, qu'il fasse encore plus froid. Pour moi, c'était crucial de faire voir ce pays froid. Souvent, je me dis qu'il fait trop calme chez moi, que c'est comme un cimetière, que je devrais partir pour ne pas y mourir. Je ne peux montrer que la réalité que je connais. Je ne pourrais pas faire un film en Inde. Ni même en France. Ce n'est pas mon pays.

— Avez-vous songé à l'odyssée en écrivant le scénario ?

— Non, j'ai pensé à ma propre expérience. A *Anfil du temps* de Wim Wenders, et un peu aussi à John Ford. J'ai pensé au voyage, à Kerouac et à Dylan. On est marqué par tant de choses. Ce qui est fabuleux en Amérique, c'est l'immensité de l'espace. En Europe, les gens voyagent comme des touristes. Ils rentrent chez eux avec leurs souvenirs. L'Amérique produit une sensation de liberté. J'ai pensé à ça aussi.

— Je ne suis pas quel est le but des gens aujourd'hui, dit Bulle Ogier. Est-ce le vrai sujet du film ?

— Le but du héros est l'argent. Les jeunes Américains, aujourd'hui, sont très conscients de tout. Ils ne rêvent plus comme quand j'étais jeune. Sans doute était-ce un peu naïf. Je suivais mes impulsions. Les jeunes aujourd'hui sont lucides. Ils ont moins de rêves et moins d'avenir, mais ils ont un but : la sécurité, la réussite, le pouvoir et l'argent. En ce sens, je suis plus proche du vieux Elmore que du jeune Julien. Elmore est un homme du passé. Ce n'est pas un héros.

— La fin peut apparaître comme un échec, mais le personnage reprend quand même la route.

— A la fin, il a appris une chose. Il faut compter sur soi. C'est la vie. Mais je n'ai pas voulu faire un film moral. Quand Julien reprend la route, il ne reste rien. Il y a encore le décor de l'aventure mais son sens a disparu. Le rêve est fini. C'est bien dans l'esprit américain. Tout recommence. Mais je suis Européen. J'ai une vision plus fatale de ce qui arrive. Je suis sans illusions. Et je trouve cette vision d'un monde où tout a disparu.

Propos recueillis par PATRICK ROEGERS.

MUSIQUES

Féconder la création musicale à l'opéra grâce à de grands plasticiens, telle est l'idée des « cartes blanches » que Jean-Louis Martinoty a instauré l'an passé avec les peintres Paul Jenkins et Karel Appel, et développée cette année avec les sculpteurs Bernar Venet et Arman.

Bernar Venet est un graphiste de l'espace qui a installé d'étonnantes entrées métalliques de lignes « indéterminées » en différents lieux publics de France et d'Amérique, et implantées bientôt, en juin 1986, un arc de cinquante mètres de haut autour de l'autoroute du Sud !

Depuis plus de vingt ans, il songeait à ajouter le mouvement et le son au dessin et à l'espace. D'où ce ballet, *Graduation*, présenté salle Favart, ballet vertical sur trois grilles d'acier (1) où s'élancent quatre danseurs en collant rouge, les reins et les fesses sautillant par tirés des cordes qui dessinent des diagrammes de plus en plus compliqués : chaque fois qu'il change de direction, ils fixent les cordes par des mouvements à l'intersection des tubes. Une véritable performance d'acrobates pour la compagnie Roc in lichen, dont les ébats géométriques requièrent grâce et forces paradoxales.

La musique, on l'aurait parié, est déterminée par le spectacle même : les danseurs courent sur les grilles.

NOTE

A Théâtre Ouvert
Découvertes

Pour fêter son statut de Centre dramatique national de création, Théâtre Ouvert de Lucien et Micheline Attoua donne carte blanche, jusqu'au samedi 23 janvier, à une vingtaine d'invités, auteurs, acteurs ou metteurs en scène. Seule règle du jeu imposée : la liberté de présenter, sous une forme simple et rapide, un texte ou un projet autour d'un auteur.

La plupart des auteurs invités ont choisi de monter eux-mêmes au créneau. Armand Gatti a inauguré, le 18 janvier, ses « Six jours pour la création », avec une lecture de sa pièce, *Le Passage, les oiseaux dans le ciel*.

Samedi 23, il y aura une « nuit blanche » de 20 h 30 à l'aube avec, notamment, à minuit, la participation de Jean-Pierre Vincent, qui a choisi un texte d'André Gauthier, *Les Deux Frères*.

Tous les soirs à 20 h 30, jusqu'au 23 janvier, Théâtre Ouvert, 4 bis, cité Véro, 75018 Paris. Tél. : 42-55-74-40 (entrée libre, dans la limite des places disponibles).

Venet et Arman sculpteurs d'opéras

Géométrie et désordres lyriques

comme les notes sur les portées, graves et bas, aiguës et haut. Les lignes musicales sont plus ou moins vives et intenses selon le rythme et s'interrompent quand les danseurs se reposent.

Bernar Venet a demandé au compositeur Michel Paig de réaliser la partition avec « des cordes pour les arcs, des bois pour les angles et des cuivres pour les lignes indéterminées ». Et, malgré bon nombre de transpositions, on aboutit, normalement, à une musique quelque peu inattendue, riche en trémolos et en glissandos, sans logique propre. Pourquoi ces enchevêtrements graphiques auraient-ils *inso facto* une vertu musicale ? « J'ai été séduit, note Paig, par l'idée d'écrire une musique sans thème, sans sujet, sans expression ». Le résultat est inclus dans l'énigme du problème.

Des motos dans le palais Garnier

Après ce régime un peu austère, on a droit salle Favart à quelques moments de franche rigolade avec les *Désordres lyriques* d'Arman. Le célèbre accumulateur-démolisseur-compressoir-inconduite, coupable de cinq à six mille numéros de « destructions, constructions et attentats », et dont les valises et les horloges ornent le gare Saint-Lazare, s'en est donné à cœur joie en fouillant les magasins de décors de Carlier et Berlioz, que lui ont offert généreusement Jean-Louis Martinoty.

Avec ces merveilleuses récupérées dans les « poubelles » de l'art lyrique, déconnectées de leur origine,

Arman monte un spectacle illustrant des scènes typiques de l'opéra, pour lesquelles Georges Aperghis, à son exemple, découpe et comprime des fragments de ses propres œuvres (*Concerto grosso, Pandemonium, Liebestod*, etc.) avec quelques rappels célèbres (*Pavane, Lulu, les Mamelles de Tirésias*).

Roulements de moteurs : robes du soir et smoking, débarquent à moto dans le caplarm du palais Garnier. Le chef d'orchestre, Yves Prin, dirige à grands gestes une magnifique ouverture silencieuse. Huit « servants du rituel » (habits et tubes noirs) apportent un piano droit, et la scène commence à se remplir : palmiers cassés, cerneils, grosses « évêques », voitures d'enfants, brifflantes de Jeanne d'Arc, deux « cygnes », horloge, armures, bustes, statue égyptienne, etc. D'une malice ou d'extirpation objets hétéroclites, empilés soigneusement dans un aquarium.

La musique, encore vagabonde, s'organise peu à peu : trois barytons montés sur élévateurs se défilent. Fant apparaît, tenu en laisse par Méphisto, au Saint-Carlo de Naples, les beaux messieurs arment leurs familles tandis que trois cantatrices tricotent en enchevêtrement de terribles vocalises : les scolies d'Arman d'attaquent au piano avec des haches, mais sont mis en fuite par le courageux pianiste (Odette Chaynes), tandis que les cantatrices hurlent d'horreur et s'écrasent dans des voitures de parapluies.

Peu à peu le rythme s'accroît, l'action devient « intense » : une contrebande est scindée en deux sur des tréteaux ; on défilé dégingolant des jambes, des bras, des pieds, des

bustes, salués par l'air du catalogue (excellent exemple d'accumulation, il est vrai) de *Don Giovanni* ; accumulation aussi de chats dans la gorge qui jettent les femmes au tapis, puis de pincesaux collés sur une belle toile aux couleurs d'arc-en-ciel, que les chanteurs contemplent comme à la fin de l'Or du Rhin : descente d'un rideau serré de masses, à gaz, indispensables pour affronter la vision d'un orchestre qui brûle dans une épaisse fumée, tandis qu'un quatuor joue des tubes de musique de plus en plus évanescentes.

Il est plus facile de parodier les rituels de l'opéra que d'écrire un opéra. L'idée a déjà beaucoup servi et Kagi en avait donné d'embellie le chef-d'œuvre dans *Stansbacher à Hambourg* (le *Monde* du 28 avril 1971). Mais ces *Désordres lyriques* ne manquent pas de charme dans la réalisation de Michel Beretti, servie par douze chanteurs étonnants que l'on s'en voudrait de dissocier (2), et les musiciens de l'Opéra, sous la direction d'Yves Prin, qui n'a pas son pareil en ce domaine.

JACQUES LONCHAMPT.

Salle Favart, les 21, 22 janvier (19 h 30) et 23 janvier (14 h 30 et 20 h 30).

(1) Trois grilles de 10x7 mètres, séparées par des intervalles de 1,50 mètre, avec un maillage rectangulaire de 0,90 mètre de haut.

(2) Jacques Bon, Cécile Claude, Pierre Dancis, Marie Dancis, Armelle de Fromentville, Marie Jacquard, Liliane Mazon, Signe von Oetzi, Evelyn Razumovsky, Sylvie Sallé, Michel Veschet et Marlene Ward.

Zizi chante

La voix et les jambes

Zizi Jeanmaire n'a pas froid à ses grandes yeux dévorantes. Aux Bouffes du Nord, elle assure avec panache un vrai tour de chant (*le Monde* du 16 janvier), une vingtaine de chansons soigneusement agencées et mises en scène par Roland Petit. Cinq musiciens conduits par Maurice Vandeweyer, Jean-Charles Verchère.

Et elle, qui arrive fringante et toute menue, la salle délire, nous avons retrouvé notre croqueuse de diamants.

D'abord, les jambes se cachent sous un pantalon noir qui dévoile seulement les chevilles enserrées dans un collant de dentelle scintillante, et qui semble prolonger le corsage. Donc, on ne voit que ces chevilles merveilleusement fines et le pied centré dans les escarpins. Ensuite Zizi apparaît en tenue noire à encolure ronde qui

dessine la cou, et de la longueur la plus difficile à supporter : à nu.

C'est jambes. Zizi peut tout se permettre. Elle est habillée par Versace avec l'insolente simplicité du loup. A la fin, c'est la jambe entière qui se révèle, sous une soie fluide et strassée : avec neuf danseurs et des évents roses, Zizi offre son indomptable truc en plumes. Le triomphe. Chansons et intermèdes font envier soubrette quinze minutes : avec les applaudissements, on approche les deux heures.

Les chansons, c'est la Croqueuse, la Chabraque, le Doux Caboulot, Elise, Rose ma rose, de Jean Vautrin et Maurice Constant, les Blues, de Gershwin... Zizi fait partie des gens, comme Gréco par exemple, qui n'ont

jamais chanté une « idole ». Elle croasse le nocturne, se colle dans la tendresse mais ne s'y attarde pas. C'est qu'elle aime, très vite elle se marie. Très vite, Zizi la gomme qui se moque, se pèle un tango, amorce un chacha.

Elle ne danse pas vraiment, se réserve pour l'éblouissant final. Elle n'a pas besoin de s'agiter, il lui suffit d'un geste de la main, de pencher la tête contre une épaule d'homme... Quand on la regarde, on a l'impression d'être paralysé et de peser cent kilos. Et puis, en dehors de la souplesse nerveuse, de l'élégance, il y a cette façon de vivre le rythme des musiques que tous les chanteurs ne possèdent pas... Zizi a trouvé son espace aux Bouffes du Nord, c'est un enchantement.

COLETTE SODARD.
Bouffes du Nord, 20 h 30.

ACTUELLEMENT

Claude Brasseur
Zabou
Roger Planchon

Dandin

Théâtre de la Ville, Paris. 1988. 100 pages. 100 francs.

APPEL POUR LA LIBÉRATION
DE MOSES MAYEKISO

Au mois de février reprendra à Johannesburg le procès de Moses Mayekiso, secrétaire général du NUMSA (National Union of Metalworkers of South Africa), organisation sœur de la nôtre, par l'intermédiaire de la F.I.O.M. (Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie), à laquelle sont affiliés la plupart des syndicats de la métallurgie démocratiques dans le monde.

Moses Mayekiso a joué un rôle déterminant dans les luttes qui ont abouti à la reconnaissance du fait syndical en Afrique du Sud. Il est également une figure marquante dans le combat pour les droits de l'homme et l'abolition de l'apartheid, système de ségrégation raciale que nous condamnons comme tous les démocrates dans le monde.

Déjà plusieurs fois arrêté dans le passé, Moses Mayekiso est devenu un symbole parce qu'il a refusé de séparer son rôle de leader syndical de son engagement en faveur de la démocratie et des libertés. En juin 1986, Moses est à Stockholm, où les syndicats des métaux scandinaves l'avaient invité, lorsqu'il apprend l'instauration de l'état d'urgence dans son pays. Il prend immédiatement l'avion pour rejoindre les siens et est arrêté à son arrivée à l'aéroport Jan-Smits. Depuis, il est maintenu en détention sous l'accusation de haute trahison et de sédition.

Le seul reproche que les autorités aient pu faire à Moses est son amour de la liberté et sa fidélité aux principes de la démocratie, principes qui sont aussi les nôtres en France. Au nom des travailleurs de mon pays, je vous demande, Monsieur le Président, d'user de votre autorité pour mettre fin à une attention intolérable, et à un procès qui risque de faire la honte de votre gouvernement.

Je vous demande, par ailleurs, de considérer l'intérêt qu'il y aurait pour votre pays à mettre un terme au régime d'apartheid et à reprendre place parmi les nations démocratiques. Un premier geste serait le bienvenu : libérez Moses Mayekiso.

MICHEL HUC,
Secrétaire général F.O. Métallurgie.

EXIGEZ LA LIBÉRATION DE MOSES MAYEKISO, en envoyant vos messages à l'adresse suivante : F.O. Métaux, 9, rue Beldou, 75013 Paris.

Une délégation ira remettre l'ensemble du courrier à l'ambassade d'Afrique du Sud à Paris.

N.D.L.R. — Pour la France, la F.G.M.M.C.F.D.T. et F.O. Métallurgie sont toutes deux affiliées à la F.I.O.M.

MAISON DE LA POÉSIE

Association subventionnée par la ville de Paris
101, rue Rambuteau, 1^{er} - M^o Halles - Tél. : 42-36-27-53

Jeu 28 Janvier, à 20 h 30

LECTURE - SPECTACLE

« Voyages mobiles et immobiles d'une éloquence amoureuse »
De Valéry Larbaud (1881-1957)

Mise en espace : Pierre Forest. Introduction : Françoise Loure
avec Gérard Chergel et Pierre Forest

THEATRE RENAUD BARRAULT

GRANDE SALLE

A PARTIR DU 28 JANVIER

Création

LE VALLON

AGATHA CHRISTIE

ADAPTATION ET MISE EN SCENE SIMONE BENMUSSA

CHOREGRAPHIE SALLY OWEN

PETITE SALLE

A PARTIR DU 27 JANVIER

Création

LE DIALOGUE DANS LE MARECAGE

MARGUERITE YOURCENAR

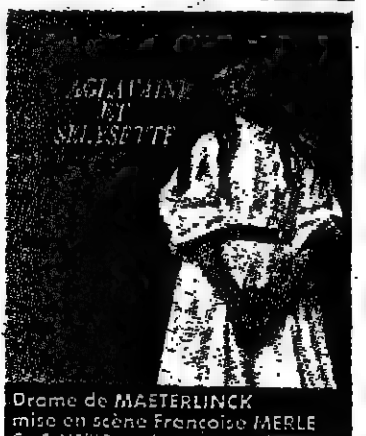
MISE EN SCENE JEAN-LOUP WOLFF

à 18 h 30 une heure avec...

LE JARDIN DE TCHEKHOV

DE ET PAR MATHIEU FRANÇOIS D'APRES TCHEKHOV

LOCATION 42.56.60.70 ET 42.56.08.80



Drame de MAETERLINCK
mise en scène Françoise MARLE
du 28 JANVIER au 1^{er} FÉVRIER
Jusqu'au 20 février, à 20 h 30 et 21 h 30
AGENCES THIAZ CROIX

20 h 45
26 JANVIER - 6 FÉVRIER

Jean-Claude Gallota

GROUPE EMILE DUBOIS

Création
Docteur Labus

2, PLACE DU CHATELET
LOC. 42.74.22.77

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

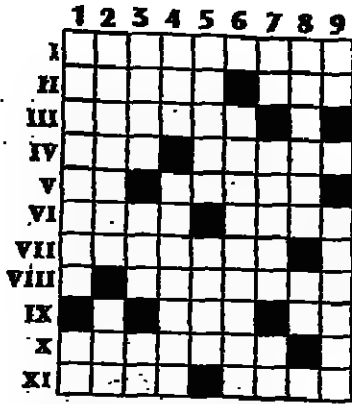
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30
BOULEVARD DES FILLES-DU-CALVAIRE
19 h 30 - 20 h 30

Mots croisés

PROBLÈME N° 4663



Redonne les hanches de tension. — 3. Fait souffrir des bergers. S'est sans doute intéressé au corbeau et au renard. Démontre. — 4. Révèle par celui qui n'a rien à cacher. Avec eux, il y a de quoi être bien sapé. — 5. Peut faire perdre très gros. Est proche de l'URSS. — 6. Des courses peuvent suffire à les épuiser. — 7. Note. Est idéale pour lancer des piques. Représentant d'une lointaine mais vitale présence. — 8. Fut élève puis maître d'école. Vont de « berge » en « berge ». — 9. Conjonction. Fait usage d'une scie.

Solution du problème n° 4662

Horizontalement

I. Sottisier. — II. Epaulas. — III. Risé. Set. — IV. Mts. Sauc. — V. Omis. Néon. — VI. Loge. Lu. — VII. Nohesnes. — VIII. Eu. Il. Os. — IX. Une. Or. — X. Sat. Ardue. — XI. Electera.

Verticalement

I. Sermoneuse. — 2. Opium. Oural. — 3. Tassil. Nic. — 4. Tuf. Soûlé. — 5. Bex. Gel. Ad. — 6. Sa. Anet. Ore. — 7. Issue. Tord. — 8. Ecoles. Ux. — 9. Retenus. Dés. — 10. Electera.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiées au Journal officiel du jeudi 21 janvier :
UNE DÉCISION
N° 87-241 DC du 19 janvier 1988 du Conseil constitutionnel (statut de la Nouvelle-Calédonie).

UNE CIRCULAIRE
N° 31 du 18 décembre 1987 relative aux plafonds de ressources des bénéficiaires de la législation sur les habitations à loyer modéré et des nouvelles aides de l'Etat en secteur locatif.

VERTICALEMENT

1. Opère lors de certaines interventions dans le but de mettre fin à un mal. Employé dans les « transports ». — 2. Or il en est qui travaillent doublement avec application.

loterie nationale			loterie nationale		
TRANCHE	PRIMAIRE ET NUMÉRIQUE	SOMME GAGNÉE	TRANCHE	PRIMAIRE ET NUMÉRIQUE	SOMME GAGNÉE
0	3419 8870 088400 100000 140730	2 500 2 500 2 000 000 20 000 20 000	4	284 404 814 1004 28204	400 400 400 10 000 10 000
1	284 754 0041 01891 082201 100231 100001	400 400 2 500 10 000 80 000 100 000 20 000	5	8 76 216 0008 087700 28070	100 100 400 2 500 100 000 20 000
2	42 482 1282 7722 70822 90000 180708	200 400 2 500 2 500 10 000 100 000 100 000	6	6 4876 51046 170706	100 76 10 000 20 100
3	2 82 870 40000 20120 07222 011000	100 200 200 10 000 10 000 10 000 20 100	7	4807 00007 010047 000047	2 500 2 500 80 000 80 000
			8	000000	20 000
			9	1220 7248 0000	2 500 2 500 2 500

TRANCHE DE LA LOTERIE NATIONALE

TRANCHE DU MERCREDI 20 JANVIER 1988

loterie nationale LISTE OFFICIELLE DES BOMMES À PAYER AUX PRIMES ENTIERES

Le règlement de TAO-TAG est joint au présent (J.O. du 20/01/87)

Le numéro 17 10 44 gagne 4 000 000,00 F

Les numéros approchant 17 10 44 gagnent à la centaine de mille 40 000,00 F

Les numéros approchant aux

Différence de mille	Mille	Centaines	Différence de mille	Mille	Centaines	Différence de mille	Mille	Centaines	Différence de mille	Mille	Centaines	Différence de mille	Mille	Centaines	Différence de mille	Mille	Centaines
101044	170044	171144	171004	171040													
111044	172044	171244	171014	171041													
121044	173044	171344	171024	171042													
131044	174044	171444	171034	171043													
141044	175044	171544	171044	171044													
151044	176044	171644	171054	171045													
161044	177044	171744	171064	171046													
171044	178044	171844	171074	171047													
181044	179044	171944	171084	171048													
191044	170044	171044	171094	171049													

Tous les billets 10 44 gagnent 4 000,00 F
se terminant 044 gagnent 400,00 F
par 44 gagnent 200,00 F
4 gagnent 100,00 F

LOTTO 11 24 26 29 32 49

TRANCHE DU MERCREDI 20 JANVIER 1988

TRANCHE DU MERCREDI 20 JANVIER 1988

TRANCHE DU MERCREDI 20 JANVIER 1988

TRANCHE DU MERCREDI 20 JANVIER 1988

TRANCHE DU MERCREDI 20 JANVIER 1988

TRANCHE DU MERCREDI 20 JANVIER 1988

TRANCHE DU MERCREDI 20 JANVIER 1988

TRANCHE DU MERCREDI 20 JANVIER 1988

TRANCHE DU MERCREDI 20 JANVIER 1988

TRANCHE DU MERCREDI 20 JANVIER 1988

TRANCHE DU MERCREDI 20 JANVIER 1988

TRANCHE DU MERCREDI 20 JANVIER 1988

TRANCHE DU MERCREDI 20 JANVIER 1988

TRANCHE DU MERCREDI 20 JANVIER 1988

TRANCHE DU MERCREDI 20 JANVIER 1988

TRANCHE DU MERCREDI 20 JANVIER 1988

TRANCHE DU MERCREDI 20 JANVIER 1988

TRANCHE DU MERCREDI 20 JANVIER 1988

TRANCHE DU MERCREDI 20 JANVIER 1988

TRANCHE DU MERCREDI 20 JANVIER 1988

TRANCHE DU MERCREDI 20 JANVIER 1988

TRANCHE DU MERCREDI 20 JANVIER 1988

TRANCHE DU MERCREDI 20 JANVIER 1988

TRANCHE DU MERCREDI 20 JANVIER 1988

TRANCHE DU MERCREDI 20 JANVIER 1988

TRANCHE DU MERCREDI 20 JANVIER 1988

TRANCHE DU MERCREDI 20 JANVIER 1988

Le Carnet du Monde

Naissances

— Gabriel MEYER

a la grande joie d'annoncer la naissance de son arrière-petite-fille

Clémence,

ille de

Marie-Paule KERNY

et de

Richard LATHE,

le 18 décembre 1987, à Strasbourg.

Tour du Mirail,
1, rue Jacques-Preis,
68100 Mulhouse.
11, rue de Gascogne,
67100 Strasbourg-Meinau.

Décès

— Timon, Paris.

M. Jean-Charles Bernabé et ses enfants, Isabelle, Michèle et Jeanne, M. et M^{me} Denis Fournier, M. et M^{me} Pierre Guiral, M. et M^{me} Yves Rambaud, sa femme, Marie, Annette et Jeanne Fournier, Christine, Jérôme, Bertrand et Antoine Guiral, Caroline, Sophie et Fabien Rambaud, ses petits-enfants, M^{me} Achille Vernier, sa belle-mère, Des familles Fournier-Marchand, Marchand-Bressier, Vernier, Dobro, Amann et Eschbach.

M^{me} Colette BENCHÉTRIT,

née Hénin,

survient le 19 janvier 1988.

Les obsèques auront lieu le vendredi 22 janvier 1988, à la porte principale du cimetière de Bagneux-Parisien, à 10 h 30.

3, rue Henri-Rochefort,

75017 Paris.

— Les familles Chodille et Rimmel ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel CANDILLE, chevalier de la Légion d'honneur, officier de la Santé publique, chevalier de l'Ordre de la Couronne de Belgique,

survient le 18 décembre 1987, à Aigue (Hautes-Pyrénées), à l'âge de soixante-dix ans.

Les obsèques auront lieu le samedi 23 janvier 1988, à l'âge de soixante-dix ans.

38, rue du Capitaine-Cocart, 9120 Palaiseau.

— M^{me} Melik, Djamil et Saadi KESSOUS, ont la douleur de faire part du décès, survenu à Paris, de leur frère,

Hamid,

Les obsèques ont eu lieu le 11 janvier 1988, au cimetière de Thiais.

38, rue du Capitaine-Cocart, 9120 Palaiseau.

— M^{me} Melik, Djamil et Saadi KESSOUS, ont la douleur de faire part du décès, survenu à Paris, de leur frère,

Hamid,

Les obsèques ont eu lieu le 11 janvier 1988, au cimetière de Thiais.

38, rue du Capitaine-Cocart, 9120 Palaiseau.

— M^{me} Melik, Djamil et Saadi KESSOUS, ont la douleur de faire part du décès, survenu à Paris, de leur frère,

Hamid,

Les obsèques ont eu lieu le 11 janvier 1988, au cimetière de Thiais.

38, rue du Capitaine-Cocart, 9120 Palaiseau.

— M^{me} Melik, Djamil et Saadi KESSOUS, ont la douleur de faire part du décès, survenu à Paris, de leur frère,

Hamid,

Les obsèques ont eu lieu le 11 janvier 1988, au cimetière de Thiais.

38, rue du Capitaine-Cocart, 9120 Palaiseau.

— M^{me} Melik, Djamil et Saadi KESSOUS, ont la douleur de faire part du décès, survenu à Paris, de leur frère,

Hamid,

Les obsèques ont eu lieu le 11 janvier 1988, au cimetière de Thiais.

38, rue du Capitaine-Cocart, 9120 Palaiseau.

— M^{me} Melik, Djamil et Saadi KESSOUS, ont la douleur de faire part du décès, survenu à Paris, de leur frère,

Hamid,

Les obsèques ont eu lieu le 11 janvier 1988, au cimetière de Thiais.

38, rue du Capitaine-Cocart, 9120 Palaiseau.

— M^{me} Melik, Djamil et Saadi KESSOUS, ont la douleur de faire part du décès, survenu à Paris, de leur frère,

Hamid,

Les obsèques ont eu lieu le 11 janvier 1988, au cimetière de Thiais.

38, rue du Capitaine-Cocart, 9120 Palaiseau.

— M^{me} Melik, Djamil et Saadi KESSOUS, ont la douleur de faire part du décès, survenu à Paris, de leur frère,

Hamid,

Les obsèques ont eu lieu le 11 janvier 1988, au cimetière de Thiais.

38, rue du Capitaine-Cocart, 9120 Palaiseau.

— M^{me} Melik, Djamil et Saadi KESSOUS, ont la douleur de faire part du décès, survenu à Paris, de leur frère,

Hamid,

Les obsèques ont eu lieu le 11 janvier 1988, au cimetière de Thiais.

38, rue du Capitaine-Cocart, 9120 Palaiseau.

— M^{me} Melik, Djamil et Saadi KESSOUS, ont la douleur de faire part du décès, survenu à Paris, de leur frère,

Hamid,

Les obsèques ont eu lieu le 11 janvier 1988, au cimetière de Thiais.

38, rue du Capitaine-Cocart, 9120 Palaiseau.

— M^{me} Melik, Djamil et Saadi KESSOUS, ont la douleur de faire part du décès, survenu à Paris, de leur frère,

Hamid,

Les obsèques ont eu lieu le 11 janvier 1988, au cimetière de Thiais.

38, rue du Capitaine-Cocart, 9120 Palaiseau.

— M^{me} Melik, Djamil et Saadi KESSOUS, ont la douleur de faire part du décès, survenu à Paris, de leur frère,

Hamid,

Les obsèques ont eu lieu le 11 janvier 1988, au cimetière de Thiais.

38, rue du Capitaine-Cocart, 9120 Palaiseau.

— M^{me} Melik, Djamil et Saadi KESSOUS, ont la douleur de faire part du décès, survenu à Paris, de leur frère,

Hamid,

Les obsèques ont eu lieu le 11 janvier 1988, au cimetière de Thiais.

38, rue du Capitaine-Cocart, 9120 Palaiseau.

— M^{me} Melik, Djamil et Saadi KESSOUS, ont la douleur de faire part du décès, survenu à Paris, de leur frère,

Hamid,

Les obsèques ont eu lieu le 11 janvier 1988, au cimetière de Thiais.

38, rue du Capitaine-Cocart, 9120 Palaiseau.

— M^{me} Melik, Djamil et Saadi KESSOUS, ont la douleur de faire part du décès, survenu à Paris, de leur frère,

Hamid,

Les obsèques ont eu lieu le 11 janvier 1988, au cimetière de Thiais.

38, rue du Capitaine-Cocart, 9120 Palaiseau.

— M^{me} Melik, Djamil et Saadi KESSOUS, ont la douleur de faire part du décès, survenu à Paris, de leur frère,

Hamid,

Les obsèques ont eu lieu le 11 janvier 1988, au cimetière de Thiais.

38, rue du Capitaine-Cocart, 9120 Palaiseau.

— M^{me} Melik, Djamil et Saadi KESSOUS, ont la douleur de faire part du décès, survenu à Paris, de leur frère,

Hamid,

Les obsèques ont eu lieu le 11 janvier 1988, au cimetière de Thiais.

38, rue du Capitaine-Cocart, 9120 Palaiseau.

— M^{me} Melik, Djamil et Saadi KESSOUS, ont la douleur de faire part du décès, survenu à Paris, de leur frère,

Hamid,

Les obsèques ont eu lieu le 11 janvier 1988, au cimetière de Thiais.

38, rue du Capitaine-Cocart, 9120 Palaiseau.

— M^{me} Melik, Djamil et Saadi KESSOUS, ont la douleur de faire part du décès, survenu à Paris, de leur frère,

Hamid,

Les obsèques ont eu lieu le 11 janvier 1988, au cimetière de Thiais.

38, rue du Capitaine-Cocart, 9120 Palaiseau.

— M^{me} Melik, Djamil et Saadi KESSOUS, ont la douleur de faire part du décès, survenu à Paris, de leur frère,

Hamid,

Les obsèques ont eu lieu le 11 janvier 1988, au cimetière de Thiais.

38, rue du Capitaine-Cocart, 9120 Palaiseau.

— M^{me} Melik, Djamil et Saadi KESSOUS, ont la douleur de faire part du décès, survenu à Paris, de leur frère,

Hamid,

Les obsèques ont eu lieu le 11 janvier 1988, au cimetière de Thiais.

38, rue du Capitaine-Cocart, 9120 Palaiseau.

— M^{me} Melik, Djamil et Saadi KESSOUS, ont la douleur de faire part du décès, survenu à Paris, de leur frère,

Hamid,

Les obsèques ont eu lieu le 11 janvier 1988, au cimetière de Thiais.

38, rue du Capitaine-Cocart, 9120 Palaiseau.

— M^{me} Melik, Djamil et Saadi KESSOUS, ont la douleur de faire part du décès, survenu à Paris, de leur frère,

Hamid,

Les obsèques ont eu lieu le 11 janvier 1988, au cimetière de Thiais.

38, rue du Capitaine-Cocart, 9120 Palaiseau.

هكذا من الاجل

COMPAQ. LES 2 MICRO ORDINATEURS LES PLUS PUISSANTS SUR LA TERRE



LE NOUVEAU COMPAQ DESKPRO 386/20™

Depuis sa création au début des années 80, la société COMPAQ® a accumulé les succès. Le secret de cette réussite? Une gamme d'ordinateurs toujours plus performants qui ont systématiquement reçu un accueil triomphal des utilisateurs.

Une maîtrise parfaite de la technologie 80386. 1986: COMPAQ® innovait en lançant le premier ordinateur à base de 80386. C'était le COMPAQ DESKPRO 386 et aussi... le micro-ordinateur le plus performant du monde. Aujourd'hui, COMPAQ® va

encore plus loin en présentant la deuxième génération de micro-ordinateurs 80386 avec le COMPAQ DESKPRO 386/20 et le COMPAQ PORTABLE 386, créant de fait le nouveau standard de référence.

Des performances exceptionnelles. Ces deux nouveaux micro-ordinateurs fonctionnent à la vitesse inouïe de 20 MHz (3 à 4 fois plus rapides que les ordinateurs de type AT à 8 MHz).

Nous ne nous sommes pas contentés d'augmenter la vitesse du microprocesseur: en

fait, nous avons créé une nouvelle architecture en bus parallèles qui assure la meilleure performance globale sans sacrifier la compatibilité avec les périphériques au standard établi. Tous deux possèdent la fonction cache-disque pour diminuer les temps d'accès au disque dur. Ils détiennent aussi, chacun dans leur catégorie, le record absolu de capacités de mémoire et de stockage. Et en plus, grâce au nouveau DOS 3.3 de COMPAQ®, un seul fichier peut contenir jusqu'à 300 Mo de données.

ATEURS
NTS
E

ET AILLEURS.



LE NOUVEAU COMPAQ PORTABLE 386™ 20 MHz

Une facilité d'utilisation surprenante. Souris, fenêtres, icônes, menus déroulants, fonctions multi-tâches, graphiques VGA: Windows/386 (déjà disponible) et OS/2® (pour bientôt) vont révolutionner l'utilisation des ordinateurs dans l'entreprise. En anticipant le standard du futur, les nouveaux micro-ordinateurs COMPAQ® exploiteront totalement ces nouvelles fonctionnalités, tout en préservant les investissements en matériel, en logiciels et en formation déjà effectués par les utilisateurs.

Quand puissance équivaut à flexibilité. Ces performances, couplées à un

grand choix d'options, et une architecture ouverte, permettent une intégration parfaite de ces micro-ordinateurs dans des environnements aussi variés que sophistiqués: grands systèmes, réseaux locaux, réseaux télécom, pour n'en citer que quelques-uns. Tout ceci n'est qu'un aperçu des deux nouveaux micro-ordinateurs venant compléter une gamme de produits qui, COMPAQ® oblige, sont les plus rapides et les plus perfectionnés dans leur catégorie.

Pour obtenir plus de détails sur ces deux nouveaux micro-ordinateurs et toute la gamme COMPAQ®, le réseau des Reven-

deurs Agréés COMPAQ® est à votre disposition. Ce sont plus de 200 professionnels spécialement formés sur ces produits. Ils sont vraiment les mieux placés pour vous les faire découvrir. Contactez-nous pour les connaître. Ils vous aideront à identifier la meilleure solution. Appelez-nous au 16 (1) 64.46.36.25 ou écrivez à: COMPAQ, 5 avenue de Norvège, 91953 Les Ulis Cedex.

COMPAQ™

هكذا من الاجل

Economie

Des marchés totalement désorientés

SOMMAIRE

■ **Nouvel effondrement du dollar à Wall Street, à Tokyo et sur les places européennes.** L'inquiétude sur le billet vert se répercute sur les marchés financiers, faisant remonter, surtout à Paris, les craintes d'un nouveau krach (lire ci-contre).

■ **Après avoir profité de la baisse des cours du pétrole en 1986, le commerce extérieur français a connu en 1987 un déficit de 31,4 milliards de francs.** Un point noir : le déficit des échanges de produits manufacturés (lire 30).

■ **Sanofi jette l'éponge :** la firme française ne reprendra pas le groupe pharmaceutique américain Robins. La bataille financière avec American Home Products était devenue trop coûteuse. C'est la dure loi du cash... (lire p. 31).

■ **Société générale de Belgique :** la bataille boursière avec M. De Benedetti se double d'une querelle juridique (lire p. 31).

Désorientés, les marchés financiers saisisaient tous les prétextes — et toutes les rumeurs — pour alimenter leur inquiétude et jouer le dollar à la baisse.

La simple annonce, pourtant sans surprise, d'une conférence de presse de la Bundesbank, le jeudi 21 janvier en début d'après-midi, a provoqué un effondrement du dollar le mercredi 20 janvier à New-York, où Wall Street s'écroulait au glissement. Organisée officiellement pour annoncer la fourchette dans laquelle l'institut

d'émision compte maintenir l'évolution de la masse monétaire en 1988, cette conférence ne servait-elle pas l'occasion d'une baisse des taux directeurs allemands ?

Les déclarations du représentant américain pour le commerce international, M. Clayton Yeutter, mettant en garde les Américains — et surtout leurs partenaires commerciaux — contre tout soulagement excessif au vu du redressement du commerce extérieur, provoquaient les mêmes réactions négatives, renforçant un phéno-

mine d'entraînement inquiétant entre le marché des changes et la Bourse.

La place de Tokyo renforçait la tendance le jeudi 21 janvier, et seule une intervention sérieuse de la Banque du Japon permettait de limiter la baisse du dollar qui cédait à 126,80 yens contre 128,78 yens la veille. L'Europe lui emboîtait le pas, et, dans la matinée, la devise américaine s'échangeait à 127 yens, 1,65 DM et 5,59 FF.

L'inquiétude des milieux financiers

(Suite de la première page.)

Se cumulaient alors un mouvement de hausse des taux d'intérêt à court terme en Allemagne fédérale, une querelle publique germano-américaine donnant un sentiment d'irresponsabilité des gouvernements et l'annonce enfin d'un déficit commercial record aux Etats-Unis. Les Allemands ont engagé, en concertation avec leurs partenaires européens, une politique de réduction du prix de l'argent outre-Rhin. Les dirigeants des sept grandes puissances industrialisées s'efforcent de donner l'impression qu'ils maîtrisent la situation. Le déficit commercial américain est en contraction sensible. Tout semble aller mieux.

L'explosif est toujours là

Mais les investisseurs restent tous convaincus de la fragilité de la situation. Les grands déséquilibres de l'économie mondiale subsistent. Les perspectives de croissance de l'Allemagne fédérale sont moins favorables encore aujourd'hui qu'il y a trois mois, ce qui irrite au plus haut point les Américains. La querelle pourrait facilement reprendre, comme on le voit à l'occasion de l'annonce de M. Paul Volcker lundi 18 janvier à Paris lors du dîner-débat orga-

nisé par notre journal (le Monde du 20 janvier). La diminution du déficit commercial américain en novembre ne traduit pas encore un véritable renversement de tendance.

Dans ces conditions, la méfiance est totale sur les marchés boursiers du monde entier. Même les bonnes nouvelles n'ont guère d'effets. Les profits des entreprises continuent d'augmenter. En France, ils devraient encore progresser de 12,5 % en 1988 (après une hausse de 17 % en 1987) d'après les banques. Cela aurait dû doper les cours des actions. Ce n'est pas, ce n'est plus le cas. La confirmation d'un ralentissement de l'inflation aux Etats-Unis au cours des derniers mois de 1987 (0,1 % en décembre, après 0,3 % en novembre et 0,4 % en octobre) n'enthousiasme pas davantage. En fait, et pour poursuivre la métaphore précédente, toute la question reste de savoir si l'explosif à l'origine de l'effondrement du 19 octobre est toujours présent.

Pour de nombreux économistes, en effet — comme pour M. Edouard Balladur, — la cause principale du krach réside dans le découplage entre le marché des actions et celui des obligations. Les cours des premières s'étaient envolés, aux dépens des secondes. Le 19 octobre n'était, dans cette optique, qu'un ajustement naturel destiné à rapprocher

les taux de rendement entre les deux types de placements. Les actions sont-elles toujours surévaluées ? Ont-elles retrouvé leur niveau d'équilibre, ou y a-t-il nécessité d'une baisse supplémentaire ? En fait, personne ne sait définir la valeur d'équilibre d'une action, d'où la difficulté du problème.

Le directeur des études de l'IPECODE (un institut de conjoncture proche du patronat), M. Gérard Maarek le résume dans une perspective historique (1). Il en ressort en particulier que « le cours des actions a bien un comportement cyclique » (voir graphiques). Après l'euphorie des années 1982 à 1987, les marchés seraient entrés dans une période de baisse. Il apparaît ensuite que, après le krach, « le cours des actions aurait rejoint en France sa valeur d'équilibre, mais que du chemin reste à faire aux Etats-Unis ». Si krach il devait y avoir, il viendrait donc plutôt de Wall Street, où la marge de baisse reste encore importante.

Mais le 19 octobre a aussi profondément transformé la vie des marchés boursiers. Les places financières sont redevenues en grande partie nationales, même si elles continuent de réagir en phase. Les investisseurs se sont repliés sur leurs marchés nationaux. L'exemple de Tokyo est, à cet égard symbolique. Les étrangers avaient réussi à représenter

7 % à 8 % du marché. Aujourd'hui, ils pèsent moins de 3 %. Autre conséquence, partout le volume des transactions s'est fortement contracté. En moyenne, leur montant s'est réduit de 30 % à 40 % en janvier 1988 par rapport à janvier 1987.

Marché trop étroit

Ces nouvelles conditions (moins d'étrangers, moins de transactions) fragilisent davantage les Bourses moyennes (Paris, Francfort, Zurich, Milan...) que les grandes places internationales (Wall Street, la City et le Kabuto-Cho). Sur ces petits marchés se profile un risque d'insuffisance de liquidités. La contraction de l'activité amplifie en outre les mouvements des cours des actions — à la hausse comme à la baisse. Le fonctionnement du palais Brongniart au cours des dernières semaines est révélateur.

A Paris, hormis le déficit commercial, les données économiques fondamentales présentent des signes positifs (activité, inflation, chômage, résultats des entreprises...). Après la baisse de plus de 30 % des cours en un an, le rendement des actions s'est nettement amélioré. Le rapport moyen du dividende versé sur le cours de l'action serait remonté de 1,5 % à 2,7 % actuellement. La place est devenue moins chère, l'une des moins chères du monde. Pour la quatrième fois consécutive, le mois boursier s'achève, en janvier sur une baisse. Elle serait de 8 % au moins.

Les investisseurs nationaux continuent néanmoins à border les actions, préférant se réfugier dans les obligations, plus sûres et mieux rémunérées, les taux d'intérêt réels à long terme restant

élevés. Même les opérations publiques d'achat qui semblent se multiplier ne contribuent pas à dynamiser le marché. Malgré des prix séduisants, les investisseurs anglosaxons ne sont pas non plus acheteurs, craignant de ne pouvoir se désengager sur un marché trop étroit.

Le marché parisien des actions est donc très fragile, d'autant plus que les intervenants ont désormais les yeux rivés sur un seul paramètre : l'indice CAC (de la Compagnie des agents de change). Celui-ci a enfoncé, mercredi 20 janvier, le seuil des 270, pour terminer à 263,5. Il se retrouve en dessous de son niveau du 31 décembre 1985. Deux ans de hausse ont ainsi été effacés. Pour de nombreux experts, le prochain seuil de résistance (ou d'accumulation) serait à présent de 220, une baisse potentielle de 16 % ! Les incertitudes liées à l'élection présidentielle commencent ensuite à alimenter cette vague de pessimisme.

En fait, la partie de bras de fer entre les marchés et les autorités monétaires et économiques des grands pays se poursuit. Les marchés acceptent-ils de patienter jusqu'à l'élection présidentielle américaine, en novembre prochain ? Rien n'est sûr. « Un nouveau krach n'est pas certain », affirme un banquier. Les problèmes de fonds subsistent. Le 19 octobre a encore fragilisé l'édifice, notamment les Bourses moyennes. A Paris comme sur les autres places financières, la méfiance à l'égard du « papier » actions est générale.

DOMINIQUE GALLOIS
et ERIC ZBIALEWICZ

(1) Revue de décembre de l'IPECODE (Institut de prévisions économiques et financières pour le développement des entreprises).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE FINANCIERE PARISIENNE



Bafip

UNE BANQUE DE MARCHES AU SERVICE DES INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS ET DES ENTREPRISES. PLUS DE F. 11 MILLIARDS D'ACTIFS GERES POUR COMPTE DE TIERS.

SICAV Sociétés d'Investissement à Capital Variable en obligations françaises

■ INVESTISSEMENT COURT TERME monétaire	■ EPAROBLIG sensible moyen terme	■ INVESTISSEMENT LONG TERME appréciation sur le long terme	■ INVESTISSEMENT NET obligations garanties Etat ou assimilées
■ MARCHES COURT TERME monétaire	■ INVESTISSEMENT OBLIGATAIRE sensible moyen terme	■ NOVOBLIG obligations émises depuis 1/01/87	

SICAV Sociétés d'Investissement à Capital Variable en placements diversifiés

■ ACROPOLES Actions françaises et étrangères secteur immobilier	■ ASTROLABE Actions en situations spéciales	■ MULTI INVESTISSEMENT Placements diversifiés France et Etranger	■ WEST SIDE Actions nord-américaines et françaises
---	---	--	--

FCP Fonds Commun de Placement

■ BASSANO ET MAGELLAN Obligations françaises	■ LA PEROUSE I II III IV ET V Placements diversifiés	■ LA PEROUSE AMERICA I Etats Unis	■ LA PEROUSE BRITANIA Royaume-Uni
■ LA PEROUSE GERMANIA R.F.A.	■ LA PEROUSE IBERIA Espagne	■ LA PEROUSE ITALIA Italie	■ LA PEROUSE SCANDINAVIA Scandinavie

Renseignements SICAV et FCP : Nadine COHEN tél. : 45 00 90 16

SICOMI Sociétés d'Investissement pour le Commerce et l'Industrie

■ BAFIP BAIL	■ IENA BAIL
--------------	-------------

Investissements locatifs crédit-bail immobilier

Renseignements : Pascal FABRE et Yannick LE CARMESE

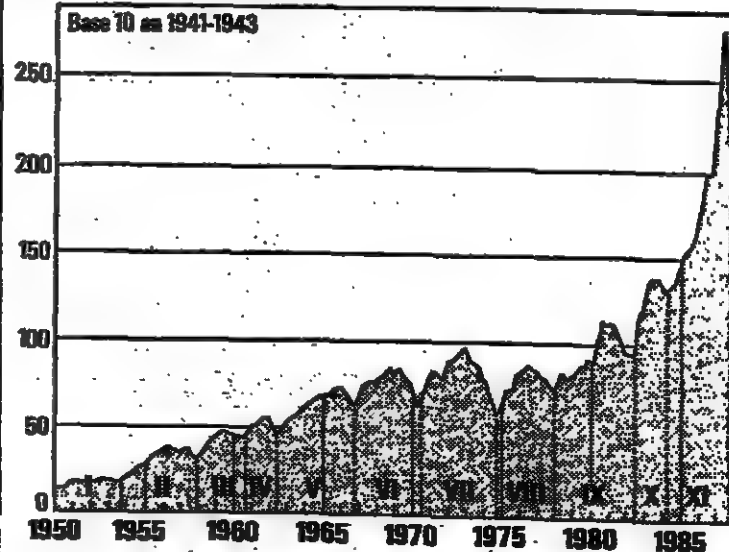
BAFIP. 48, rue La Pérouse - 75116 PARIS - Tél. (1) 45 01 52 50 - Téléc. : 45 01 93 69

Le caractère cyclique des évolutions boursières

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, pas moins de dix cycles complets de hausse et de baisse ont été mis en évidence aux Etats-Unis et sept en France selon l'IPECODE. Dans ces deux pays, le krach du 19 octobre marque probablement le début de la phase descendante de cette période après l'euphorie du début des années 80.

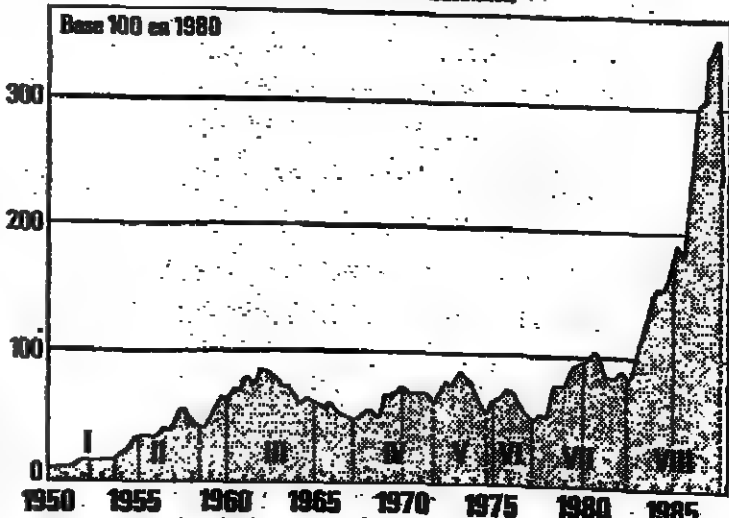
COURS DES ACTIONS A NEW-YORK

(Indice Standard and Poor's) : 500 valeurs



COURS DES ACTIONS A PARIS

(Indice INSEE des valeurs industrielles)



LETTRE AUX ACTIONNAIRES DE MARTELL

GRAND METROPOLITAN

PUBLIC LIMITED COMPANY

Le 21 janvier 1988

Madame, Monsieur,

Comme cela a été annoncé dans la presse, le 15 janvier 1988, vous avez pu noter que nous avons amélioré notre offre pour chacun des actionnaires MARTELL à 3.300 F par action. Cette nouvelle offre est à comparer à l'offre de 2.975 F faite par SEAGRAM.

C'est depuis 1875, date de l'acquisition du château Loudenne, que notre filiale International Distillers and Vintners (IDV) est présente dans le secteur des vins et spiritueux français. L'acquisition plus récente, en 1972, de PIAT a démontré la capacité d'IDV à développer les ventes et les exportations des produits français. PIAT D'OR est aujourd'hui le vin français le plus exporté dans le monde.

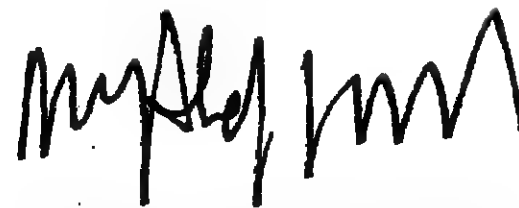
La politique d'IDV a toujours été de décentraliser la gestion de ses grandes marques internationales en laissant à ses affaires une grande autonomie. IDV considère que cette approche est la plus efficace, puisqu'elle préserve l'individualité de caractère et la raison d'être de chaque marque. De plus, IDV encourage l'épanouissement de l'encadrement, aussi bien dans leur pays d'origine qu'au niveau international, permettant ainsi au groupe de renforcer ses structures humaines à l'échelle internationale. De cette manière, MARTELL resterait au sein d'IDV une entité opérationnelle autonome gérée à partir de Cognac.

IDV est la société de vins et spiritueux qui connaît actuellement la plus forte croissance dans le monde et dispose d'un puissant réseau international de marketing et de distribution. Ce réseau s'appuie sur la gamme de produits la plus prestigieuse et la plus recherchée à l'heure actuelle. Nous sommes persuadé que la combinaison des portefeuilles de marques et des réseaux de distribution d'IDV et de MARTELL va créer des avantages commerciaux considérables. De ce fait, les ventes futures des produits MARTELL connaîtront une croissance accélérée. C'est la conviction de la qualité de cette association qui avait poussé MARTELL et IDV à signer, en juillet dernier, un accord mondial de distribution. Cette association internationale unique permet ainsi à IDV d'offrir le prix très élevé de 3.300 F pour chacune des actions de MARTELL. Pour cette même raison, nous avons déclaré notre offre finale étant donné que toute offre supérieure nécessiterait des mesures de réduction de coûts dans la société, mesures que, de notre part, nous nous refusons à prendre.

Nous souhaitons également vous confirmer que GRAND METROPOLITAN a donné toutes assurances au ministre d'Etat, des Finances et de la Privatisation qu'il respectera totalement les pratiques d'affaires de MARTELL et se conformera aux traditions en usage dans le négoce dans la région de Cognac. Nous avons aussi clairement fait savoir que nous souhaitons bénéficier, à l'avenir, de l'apport de la famille MARTELL dans la direction de la société et que nous donnons toutes assurances que les intérêts des employés de la société seront sauvegardés. Si notre offre pour MARTELL réussit, nous inviterons M. René FIRINO-MARTELL à siéger au conseil d'administration d'IDV.

Nous pensons que notre offre de 3.300 F par action valorise pleinement les actions MARTELL. Cette nouvelle offre est supérieure de 325 F, soit 11 %, à la proposition qui vous a été faite par le groupe SEAGRAM. J'espère personnellement que vous pourrez ainsi donner votre accord à l'offre d'achat qui est faite par GRAND METROPOLITAN. Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments distingués.

A.-J. G. SHEPPARD,
Président



....adding value 

هكذا من الامم

Économie

Devant le Parlement
de la CEE

M. Genscher
reprenant les propositions
de Banque centrale
européenne

STRASBOURG
de notre correspondant

A l'instar de M. Edouard Balladur, M. Hans-Dietrich Genscher, le ministre des affaires étrangères d'Allemagne fédérale, s'est prononcé, le mercredi 20 janvier, devant le Parlement de la CEE, en faveur de la création d'une Banque centrale européenne. En présentant le programme de son pays pour la présidence des travaux communautaires pendant le semestre en cours, le représentant de Bonn a particulièrement insisté sur le renforcement de la coopération monétaire entre les Douze.

« Nous ne pourrions réaliser le grand marché européen », a expliqué M. Genscher, « sans une union monétaire consolidée ». Le ministre ouest-allemand a esquissé la voie à suivre en indiquant que le SME (système monétaire européen) devait être amélioré, à un point tel qu'à terme un institut d'émission commun puisse voir le jour.

Jusqu'ici, aucun membre du cabinet du chancelier Helmut Kohl — notamment M. Gerhard Stoltenberg, le ministre des finances, — et encore moins M. Karl Otto Pöhl, le gouverneur de la Bundesbank, ne s'est prononcé clairement à ce sujet. Le chef de la diplomatie allemande a-t-il tout simplement tenu des propos de circonstance ou affiché ses convictions ? Toujours est-il que certains observateurs de la vie politique en RFA notent mercredi, dans les couloirs de l'Assemblée de Strasbourg, que l'idée faisait son chemin dans les milieux gouvernementaux de Bonn.

En revanche, la déclaration de M. Genscher sur l'amélioration des relations avec l'Union soviétique et la pays de l'Est ne suscite aucun doute sur les orientations des autorités fédérales. Depuis la signature du traité sur les FNI (Forces nucléaires intermédiaires) et la « perestroïka », le ministre est visiblement convaincu que les réflexes créés par la « guerre froide » doivent disparaître. Il a notamment préconisé que les règles du COCOM (l'organisation occidentale qui contrôle les ventes de technologies aux Etats communistes) soient assouplies.

MARCEL SCOTTO.

Un déficit de 31,4 milliards de francs en 1987 pour la balance commerciale française

La balance commerciale de la France en décembre 1987 a été excédentaire de 700 millions de francs en données brutes, et déficitaire de 900 millions de francs en données corrigées des variations saisonnières. Les exportations (81,6 milliards de francs) ont progressé de 2,5 % par rapport à novembre et de 13,9 % en un an. Les importations augmentent de 2,7 % en un mois et de 19,3 % par rapport à décembre 1986.

Les exportations industrielles progressent de 1,7 % en un mois et de 13,4 % en un an. Le solde des échanges dans ce domaine est déficitaire de 500 millions de francs après un excédent de 200 millions de francs en novembre et un déficit de 3 milliards de francs en octobre. L'excédent agro-alimentaire stagne aux environs de 3 milliards de francs mensuels (3 milliards en décembre, 3,1 en novembre, 3,2 en octobre). Quant au déficit énergétique, il a été de 6,4 milliards de francs après 6,8 milliards en novembre.

Sur le plan géographique, le déficit des échanges avec les pays de la CEE se réduit, revenant de 5,1 milliards de francs en octobre à 3,6 milliards en novembre et de 1,9 milliard en décembre.

Pour l'ensemble de l'année, le déficit du commerce extérieur de la France atteint 31,4 milliards de francs alors qu'il avait été presque équilibré en 1986 (- 500 millions de francs) et déficitaire de 30,7 milliards en 1985. Le solde industriel est déficitaire de 11,5 milliards, alors qu'il avait été excédentaire de 31,8 milliards en 1986.

La France malade de son commerce extérieur

Si des doutes existaient encore, le déficit du commerce extérieur de la France en 1987 — 31,4 milliards de francs — serait là pour rappeler l'affaiblissement d'un pays qui jusque vers les années 30 était l'une des premières puissances économiques du monde.

Au cours de la campagne qui va s'ouvrir pour l'élection présidentielle, M. Chirac et son gouvernement tenteront de persuader les Français que le pays est en train de se ressaisir. Et, certes, l'investissement industriel est reparti, cet investissement qui est refus de consommation immédiate, la richesse produite au bénéfice d'équipements qui consolideront la puissance française dans cinq ou dix ans. De même, le déficit français vis-à-vis des pays de la Communauté économique européenne est-il en bonne voie de réduction. Il n'empêche. Tout au long de l'année 1987 — ou presque — les déficits se sont succédés, réduisant peu à peu, jusqu'à la fin de l'année, l'excédent le plus significatif de la compétitivité d'un pays, celui des produits manufacturés. En 1985, notre commerce dans ce domaine était excédentaire d'environ 80 milliards de francs ; en 1986 d'un peu plus de 30 milliards de francs. L'année dernière et pour la première fois la balance commerciale de la France a été déficitaire d'une dizaine de milliards de francs.

Les milieux internationaux vont juger cette performance douteuse. D'autant plus douteuse que la balance des paiements courants va connaître elle aussi un déficit de quelque 25 milliards de francs après avoir été excédentaire d'une vingtaine de milliards en 1986.

A la première occasion, le franc subira au sein du SME les tensions qu'il connaît bien vis-à-vis d'un deutschemark triomphant, obligant les autorités monétaires françaises à conserver des taux d'intérêt réels historiquement élevés. Des taux qui gênent les chefs d'entreprise, alourdissent leurs coûts d'emprunts et étouffent la croissance économique.

La France critique à juste titre l'inconscience — ou l'égoïsme — d'une Amérique qui consomme trop par rapport à ce qu'elle épargne et produit. Mais notre pays ne peut-il se voir reprocher la même inconscience ? A la fin de l'hiver 1983, MM. Mauroy et Delors avaient lancé, et, pour cinq ou six ans disaient-ils avec raison, un plan d'austérité. Pour réduire la demande des Français, pour forcer les chefs d'entreprise à se tourner vers les marchés étrangers. A peine ce plan commençait-il à porter ses fruits — au prix de deux années de baisse du pouvoir d'achat — que les jeux de la politique imposaient à nouveau leur loi : 1985 marque la fin de l'austérité, les élections

(Suite de la première page.)

Malgré la réappréciation du yen de près de 100 % en deux ans, les ventes japonaises sur le marché américain n'ont pas diminué en valeur, pas plus que le déficit commercial à l'égard du Japon. Le rapport de forces des autres « dragons du Sud-Est » n'a pas changé, puisque la monnaie de ces pays est liée au dollar américain. Or à la suite du grand frère nippon, ces nouveaux pays industrialisés font des percées fulgurantes sur le marché nord-américain. Sans pour les conseillers économiques de l'administration américaine vouloir découvrir que la seule façon de réduire le déficit est de produire chez eux les produits demandés par les consommateurs. Car aucune mesure restrictive que prendrait le Congrès ne pourrait empêcher des produits asiatiques d'entrer sur un marché laissé vacant.

Ce qui est arrivé à notre partenaire américain ne risque-t-il pas

législatives de 1986 se profilant à l'horizon.

En arrivant au pouvoir, le droit n'eut pas le courage d'imposer au pays les sacrifices hélas nécessaires. Au contraire. Le discours tenu — qui, sur le fond n'était pas déraisonnable — fut tout entier centré sur les baisses d'impôts. L'effondrement des prix pétroliers, la suppression de l'encadrement du crédit, ont fait le reste : les prêts accordés par les banques pour les achats à tempérament ont littéralement explosé, permettant aux Français — dont les salaires étaient rigoureusement tenus — de multiplier leurs achats. Au bénéfice essentiellement des industries étrangères, japonaises bien sûr et asiatiques.

Valéry Giscard d'Estaing déclarait récemment qu'un pays qui n'équilibre pas ses échanges de produits industriels est un pays sous-développé. La formule est abrupte mais juste. Les ventes d'Airbus et les remarquables percées de la France dans quelques domaines (nucléaire, télécommunications, espace...) ne peuvent faire oublier cette vérité : aussi longtemps que nous ne produisons pas à prix compétitifs les produits nouveaux que demande le marché mondial, il nous faudra vivre en limitant nos appétits.

Cette vérité s'imposera dès le lendemain de l'élection présidentielle.

ALAIN VERNHOLLES.

L'Europe dans ses frontières

d'être le sort de l'Europe dans les toutes prochaines années ? Telle est la vraie question.

Déjà, nous n'existons quasiment plus ou sommes gravement menacés dans de nombreux secteurs : électronique grand public, habillement, jouet...

En 1987, le déficit total de la Communauté européenne à l'égard de cette zone de l'Asie a dépassé les 30 milliards de dollars, et le rythme s'accroît sensiblement chaque trimestre. Plus inquiétant encore est notre déficit dans les secteurs de technologies du futur, puisque ces secteurs irrigueront l'ensemble des activités économiques de la prochaine décennie, comme c'est le cas aujourd'hui de la puce électronique. Pour les seules technologies de l'information, le déficit européen a dépassé les 18 milliards de dollars en 1986. L'Europe, à l'instar des Etats-Unis, a tort d'imaginer survivre en abandonnant les valeurs ajoutées tirées de la production de masse des produits. Ce n'est pas en devenant une simple entreprise de négoce, un bureau d'études ou un laboratoire de recherches, lui procurant au mieux 4 % à 5 % de revenus, que la Communauté européenne pourrait fabriquer de la croissance et de l'emploi.

Nous ne réusirons pas ainsi à lutter contre des compétiteurs qui, profitant de conditions de coûts de main-d'œuvre réduits assimilables à un véritable dumping social, sont riches des valeurs ajoutées nettement supérieures dégagées par l'activité de production.

Fort de tels excédents de richesses par rapport à nous, nos concurrents pourront, mieux que nous, financer leurs stratégies et réseaux commerciaux mondiaux, et leurs efforts de formation des salariés ; tout comme ils pourront racheter des sociétés en cas de variation trop agressive des parités monétaires.

Il est donc essentiel que nos industries européennes soient déterminées à fournir des efforts considérables d'investissements de technologies de production afin de conserver en Europe ce cycle essentiel à la compétitivité de l'entreprise à moyen et à long terme.

Cet effort de préservation de notre tissu productif européen exigera un certain nombre d'années. Il faut, en attendant, que les relations économiques entre l'Europe et les pays d'Asie du Sud-Est fassent l'objet d'une politique commerciale

commune d'une grande fermeté. Celle-ci fait largement défaut aujourd'hui.

La préparation du marché unique de 1992 peut précisément fournir, de manière fort opportune, l'occasion de combler le manque actuel. Il ne s'agit certainement pas de bâtir une quelconque ligne Maginot européenne, qui nous ferait retomber dans le travers toujours néfaste du protectionnisme. Il s'agit plutôt de définir le prix et les contreparties des avantages exceptionnels que le marché unique offrira aux fournisseurs de l'Europe, en termes d'accès réciproque aux marchés, de suppression des multiples entraves existantes, et du respect de la propriété intellectuelle et des marques.

L'Europe doit avoir le courage de poser clairement le principe de la réciprocité et du respect des règles du jeu, comme condition préalable à l'accès au premier marché mondial qu'elle représentera à partir de 1992. Tel est l'objet de la politique commerciale commune à établir, corollaire indispensable du marché unique.

Sans cela, d'ici à quelques années, l'Europe serait condamnée à jouer les sous-traitants de pays tiers et devrait faire face aux difficultés sociales majeures engendrées par des déficits commerciaux croissants et des taux de chômage explosifs. N'oublions pas qu'un jeune de moins de vingt-cinq ans sur quatre en Europe est demandeur d'emploi !

Le contexte international est tout à fait favorable à une telle stratégie offensive des partenaires communautaires. La crise boursière et monétaire les a en effet contraints à augmenter leur coopération monétaire, ce qu'ils ont dans l'ensemble relativement bien fait. La proposition française de création d'une véritable Banque centrale européenne ne pourra pas être écartée si l'Europe ne veut pas payer, au prix fort, les variations du dollar liées à la guerre monétaire entre le Japon et les Etats-Unis.

Devant le menace d'agressivité commerciale, plus ou moins respectueuse des règlements communautaires, des pays d'Asie du Sud-Est en surcapacité de production dans tous les domaines, nous sommes placés dans l'obligation de définir d'urgence une attitude commune de fermeté dans nos relations économiques extérieures. Le volet extérieur du marché unique a été oublié. Ce devrait être, à l'initiative de la France, le sujet européen essentiel de 1988.

MICHEL MORIL.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Peaudouce a choisi Mölnlycke

Le conseil d'administration de Bousac-Saint Frères, réuni le 18 janvier 1988, a donné son accord de principe sur le projet d'un rapprochement avec Mölnlycke (Groupe Svenska Cellulosa) pour assurer le développement de Peaudouce.

Aux termes de cette opération, qui serait précédée d'une réorganisation juridique visant à regrouper, notamment par voie d'apports, l'ensemble des actifs et des filiales concernés au sein d'une société mère, Mölnlycke acquerrait la totalité du Groupe Peaudouce courant 1988. L'opération serait réalisée sur la base d'une valorisation globale de Peaudouce de 1,96 milliard de francs.

Ce projet rentre dans le cadre du recentrage de l'ensemble industriel Bousac-Saint Frères vers le textile et l'emballage ; il correspond à la volonté de poursuivre en accélérant le plan de modernisation de ces deux branches d'activité pour en assurer la compétitivité face à la concurrence internationale.

En fonction de cela, le conseil d'administration a donné son accord de principe sur un important programme d'investissement prévoyant notamment la modernisation de tout ou partie des usines suivantes :

- Usine de Nonxey (Vosges) pour le tissage des fils teints ;
- Usine de Saint-Quentin (Aisne) pour la filature de coton peigné ;
- Usine de Boudiers (Pas-de-Calais) pour la filature de coton open-end ;
- Usine de Regny (Loire) pour le tissage de tissu épais ;
- Usine d'Argentan (Indre) pour la confection de chemises ;
- Usines produisant et utilisant le fil de lin dans le Nord ;
- Usines produisant les films d'emballage plastique en Picardie ;
- Usine de Wesserting (Alsace) pour l'impression.

La réalisation de ce projet est naturellement subordonnée à l'accord des autorités françaises compétentes et aux consultations prévues par la loi.

En choisissant ce puissant partenaire suédois, Peaudouce entend renforcer ses positions en France et conforter son expansion européenne dans la perspective de 1992.

Les synergies entre Peaudouce et Mölnlycke sont considérables, comme le montre la présentation faite ci-après de ces deux entreprises ; elles sont de nature technologique, commerciale et financière.

Mölnlycke est, en effet, très présent dans l'Europe du Nord, zone complémentaire à l'implantation commerciale actuelle de Peaudouce. De plus, grâce à cette asso-

ciation, les moyens mis à la disposition de la recherche et développement doubleront ; ils augmenteront sensiblement le potentiel de mise au point de nouveaux produits qui permettront d'accroître l'utilisation des nouvelles technologies. Par ailleurs, la capacité financière du nouvel ensemble ainsi constitué lui donnera la possibilité d'assumer l'ambitieux plan d'investissement nécessaire au développement de Peaudouce. Ce rapprochement consolidera donc la capacité de Peaudouce à faire face aux géants américains qui constituent en Europe ses principaux concurrents.

Présentation de Peaudouce et de Mölnlycke

PEAUDOUCE

Réalise un chiffre d'affaires consolidé de 2,6 milliards de francs. Le groupe occupe plus de trois mille personnes dans douze usines, dont neuf en France, une en Grande-Bretagne et deux en Grèce.

L'activité est répartie entre les produits d'hygiène bébé (marque Peaudouce), d'hygiène féminine (marque Nassa) et d'hygiène adulte (marque Slipeo).

Peaudouce est leader sur les marchés français, anglais et grec dans les couches pour bébés. Un nouveau produit utilisant la technique du super-absorbant est en cours de lancement sous l'appellation Babykin et devrait permettre de conforter cette position.

Les produits de Peaudouce sont également vendus sur les marchés du Benelux et d'Allemagne de l'Ouest, à travers des filiales directes.

MÖLNLYCKE

Société suédoise dont le siège est à Göteborg, est une filiale à 100 % du groupe papeterier suédois SCA, dont le chiffre d'affaires est de 15 milliards de francs et qui fait partie des leaders mondiaux de l'industrie papetière.

Mölnlycke a eu une croissance de 20 % par an dans les dix dernières années. Son chiffre d'affaires 1987 est de 7,4 milliards de francs, avec huit mille sept cents personnes employées.

Mölnlycke est spécialisée dans les produits d'hygiène, le papier tissu et les produits de nettoyage. Mölnlycke est particulièrement présente en Europe du Nord (Scandinavie) et possède des filiales dans tous les pays d'Europe de l'Ouest. Mölnlycke est aussi présente, à travers diverses joint ventures, en Autriche et aux Etats-Unis.

REPÈRES

Cadres

Recrutement en hausse
au premier
semestre 1988

Sur un fond de perspectives d'emploi moins moroses, le recrutement des cadres devrait s'accroître de 7 % environ au premier semestre 1988. C'est ce qui ressort de l'enquête semestrielle de l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), réalisée auprès de 3 264 entreprises employant 1,3 million de salariés, dont 152 500 cadres. Après une certaine modération au deuxième semestre 1987, les recrutements reprendront plus activement, mais avec des politiques différentes selon les secteurs.

En 1987, 124 800 postes de cadres ont été pourvus, le plus gros (70 %) provenant de recrutements externes, le reste de promotions internes ; la répartition n'a guère changé par rapport à 1986, mais les promotions internes sont nettement plus importantes qu'il y a une dizaine d'années. Les recrutements extérieurs ont profité surtout aux cadres confirmés, changeant d'entreprise (plus de la moitié du total).

Chantiers navals

La Commission
critique la France

La Commission des Communautés européennes demande à la France de réduire considérablement les aides qui ont permis à ses chantiers navals de remporter, l'été dernier, contre ses concurrents britanniques et néerlandais, la commande d'un car-ferry qui sera exploité par l'armateur français Brittany Ferries. Cette mise en demeure — la première en matière de construction navale — signifierait que les Chantiers de l'Atlantique touchent 100 millions de francs de subventions de moins que prévu, sur les 175 millions annoncés.

Inflation

0,1 % en décembre
aux Etats-Unis

L'indice des prix de détail a progressé de 0,1 % en décembre aux Etats-Unis contre 0,3 % en novembre, annonce le département du commerce. En dépit de ce bon résultat, l'année 1987 se termine sur une inflation de 4,4 % contre 1,1 % en 1986. Il s'agit de la plus forte poussée annuelle des prix enregistrée depuis 1981. Cette accélération est essentiellement due au redressement des prix du pétrole dont l'augmentation a atteint 8,2 % après avoir connu une chute de 19,7 % en 1986.

Au total, les analystes estiment que, pour l'instant, l'inflation reste sous contrôle. En décembre, les prix de l'énergie ont baissé de 1,1 % à la suite de la réduction des cours du pétrole brut et les prix des produits alimentaires ont progressé de 0,5 %. Par ailleurs le même département du commerce annonce une forte chute de 16,2 % en décembre des mises en chantier de logements. Un retournement de tendance dans ce secteur était attendu mais il s'agit de la plus forte baisse mensuelle enregistrée depuis plus de trois ans.

Politique

budgétaire
Réduction
de la pression fiscale
britannique

Le livre blanc publié par le gouvernement britannique sur l'évolution des dépenses publiques au cours des trois prochaines années confirme sa volonté de réduire les déficits tout en continuant à diminuer la pression fiscale. La progression des dépenses, environ 1,25 % par an en termes réels, restera nettement inférieure à la croissance attendue de l'économie (2,5 % cette année). En excluant les

recettes tirées de la privatisation, le poids de ces dépenses en terme de produit national brut passerait ainsi à 41,25 % en 1990-1991, son plus bas niveau depuis 1972-1973, contre 46,75 % en 1982-1983 et 42,5 % en 1987-1977. La fonds de réserve destiné à faire face à des dépenses imprévues reste fixé à 3,5 milliards de livres (30,5 milliards de francs) cette année, 7 milliards l'année suivante et 10,5 milliards en 1990.

Production industrielle

Baisse de 0,2 %
au Japon...

La production industrielle a baissé en novembre de 0,2 % par rapport à octobre selon les chiffres révisés publiés au Japon par le ministère du commerce international et de l'industrie (MITI). Sur novembre 1986, la progression reste malgré tout très forte et atteint 10,5 %.

...et de 0,3 %
en Grande-Bretagne

Selon des chiffres provisoires publiés par l'Office central des statistiques, la production industrielle britannique a baissé de 0,3 % en novembre après avoir augmenté de 1,3 % en octobre. Premier indice d'importance après le krach boursier d'octobre, ce résultat est moins bon que ne le prévoyait la majorité des économistes outre-Manche. Mais en dépit de l'annonce d'une baisse, en décembre, de 1,1 % des ventes du commerce de détail, nul n'ose affirmer que la croissance est vouée à un ralentissement en Grande-Bretagne. La production manufacturière (hors matières premières) a diminué de 0,5 % en novembre. Elle dépasse de 2,5 % son niveau de la mi-1979, lors de l'arrivée au pouvoir de M^{re} Thatcher mais reste inférieure de 2,5 % à son plafond de 1974.

Économie

AFFAIRES

Après l'abandon de Sanofi pour la reprise du groupe pharmaceutique américain Robins

Le groupe pharmaceutique américain American Home Products (AHP), cinquième groupe pharmaceutique mondial, semble avoir renoncé à son concurrent Rorer et au français Sanofi pour la reprise de A-H. Robins. Cette firme s'était mise sous la protection de la loi sur les faillites à la suite d'une fabrication, dans les années 70, de stérilets

défectueux ayant provoqué des blessures et des stérilités de femmes américaines. Deux cent mille d'entre elles ont porté plainte. Il fallait aux candidats verser des indemnités de 2,4 milliards de dollars aux plaignantes et, en outre, acheter les actions dont environ 40 % sont aux mains de la famille Robins.

Sanofi semblait favori emporté au début du mois, mais American Home Products avait récemment relancé ses propositions et la firme française a annoncé, le mercredi 20 janvier, se retirer de la compétition devenue trop coûteuse à ses yeux (le Monde du 21 janvier). Le juge des faillites doit toutefois encore se prononcer.

La loi du cash

C'est la dure loi du cash : American Home Products (AHP), cinquième groupe pharmaceutique mondial, semble avoir renoncé à son concurrent Rorer et au français Sanofi parce qu'il paye plus, plus vite... et plus simple. En ces temps troublés d'après-brach, la simplicité en matière de bataille boursière triomphe. Le général Karl von Chassevitz, stratège prussien aux idées carrées, répétait toujours : « Il faut masser le plus grand nombre possible de troupes au point décisif de l'engagement ». Les stratégies d'AHP ont compris que le point décisif n'était pas, comme le pensait Sanofi, la famille Robins, mais l'équité communautaire, représentant la masse des actionnaires hors famille. C'est là qu'ils ont massé

700 millions de dollars, soit 100 millions de dollars de plus que la firme française. Surtout, AHP a dit haut et fort qu'il privilégiait les actionnaires sur les autres parties, c'est-à-dire la famille et le fonds d'indemnisation des victimes du stérilet Dalkon Shield. Une prise de position qui a ravi les « arbitraires » de Wall Street.

Quant aux plaignantes du drame de 1974, AHP n'a pas hésité non plus à leur offrir, cash, 2,375 milliards de dollars et 100 millions de plus si elles attendaient un an. C'est ainsi que l'on mène des affaires rondement : Sanofi, qui proposait 2,47 milliards répartis sur cinq ans, n'a pas fait le poids. Ce n'est pas

parce que le dollar est bon marché qu'il va devenir aisé pour les entreprises françaises de prendre pied sur le sol américain. Il faut avoir aussi une force de frappe en tout point comparable à celle des géants que l'on trouve sur son chemin.

Sanofi, pour réaliser le rêve américain de son président-fondateur, M. René Sautier, a tenté de se montrer plus subtil que ses concurrents locaux. Son montage financier avait un certain cachet : acheter une majorité à l'aide d'obligations convertibles, qui rapportent tout de suite, mettre Robins en position financière de payer le Dalkon Shield au lieu de débours l'argent soi-même, profiter à fond des exonérations fiscales de l'indemnisation... tout cela ressemblait à une dentelle néo-gothique, frêle, mais supportant, on ne sait comment, des poids énormes. En face, AHP a joué le néoclassique, massif, mais élegant dans sa sobriété. Les actionnaires de Robins ont apprécié.

Quelques points restent maintenant en suspens après cette expédition ratée. Que va devenir l'accord actuel de Sanofi avec AHP pour la commercialisation du Cordarone de la firme française aux États-Unis ? Plus généralement, que va devenir l'ambition américaine du groupe de M. René Sautier, qui part à la retraite en février ? Sanofi affirme qu'elle est « toujours intéressée par le marché américain », sans lequel, elle n'obtiendrait jamais la taille mon-

diale. Mais nul n'ignore que M. Jean-François Dehecq, vice-PDG de Sanofi, compagnon de route de M. Sautier depuis quinze ans, préférerait « grandir en Europe » avant d'aller outre-Atlantique. Le voilà bientôt PDG du groupe. Son obstination à ne vouloir rien changer à son offre sur Robins, alors que ses concurrents renchérrissent, prénude peut-être à un réexamen de la stratégie américaine du leader français de la pharmacie. Mais, la prochaine fois, il faudra peut-être adopter une tactique moins sophistiquée : payer cash.

DIDIER POURQUERY.

L'OPA de M. De Benedetti sur la Générale de Belgique

La bataille boursière se double d'une querelle juridique

BRUXELLES
de notre correspondant

L'épreuve de force entre Carlo De Benedetti et les responsables de la Société générale de Belgique va-t-elle se doubler d'une querelle entre le tribunal de commerce et la commission bancaire, comme les décisions prises dans la soirée du mercredi 20 janvier par les deux institutions pourraient le donner à penser ?

En effet, si la commission bancaire, dans un avis attendu, donnait largement raison à la Société générale, quelques instants plus tard, le tribunal de commerce rendait une nouvelle ordonnance en référé confirmant sa première interprétation. Il jugerait irrégulière l'augmentation de capital décidée par le groupe belge pour noyer la prise de participation de l'homme d'affaires italien. Bref, le feuilleton continue, et la bagarre financière initiale, suivie d'une guerre médiatique - Carlo De Benedetti et René Lamy, le gouverneur de la Société générale, n'ont cessé d'occuper les écrans, les micros et les colonnes - va maintenant laisser place à une - peut-être - longue et - sûrement - complexe procédure juridique.

Où en est-on ? Deux questions liées sont au centre du débat.

La Société générale a-t-elle respecté les règles en décidant une augmentation gigantesque de son capital ? Non, a dit, dit et redit le tribunal de commerce, car cette augmentation de capital a suivi l'annonce d'OPA par Carlo De Benedetti. Or il est interdit de procéder ainsi. Oui, rétorque la commission bancaire, car, selon elle, une société réalisant une OPA doit

l'avertir au moins quinze jours auparavant, et ce n'est qu'à partir de ce moment que prend effet sa recommandation interdisant à la société « proie » de réaliser une augmentation de capital. Commentaire du *Soir* de Bruxelles : « Carlo De Benedetti a péché par excès de courtoisie en avertissant René Lamy, dimanche soir, de son action. Son silence aurait permis de ne pas mettre la puce à l'oreille de sa victime et de l'empêcher de réagir prématurément... »

L'OPA de Carlo De Benedetti est-elle régulière ou non ? La commission bancaire a préféré se donner un nouveau délai de réflexion pour répondre. Elle laisse néanmoins entendre que l'homme d'affaires italien aurait dû informer la commission de ses intentions avant de procéder, à la fin de la semaine dernière, à des achats massifs de titres de la Générale.

Reste à déterminer enfin la valeur respective des jugements du tribunal de commerce et des avis de la commission bancaire. Si les ordonnances du tribunal ont force de loi et l'emportent donc sur les avis de la commission bancaire, dont la violation n'est pas sanctionnée pénalement, il appartient toutefois à cette dernière de fonder la doctrine permettant aux juges de prendre leurs ordonnances. De toute façon, si la commission bancaire et le ministre des finances jugent l'OPA illégale, il leur revient de porter plainte devant les tribunaux.

Devant la complexité du dossier, on comprend que de petits actionnaires isolés aient décidé hier à Bruxelles de former un syndicat.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

TRANSPORTS

Du côté de la Grande-Bretagne

100 mètres de tunnel sous la Manche ont été creusés

Le tunnel sous la Manche, qui a bouclé à la fin de l'année 1987 son financement de 60 milliards de francs, devient, un mois plus tard, une réalité. Du côté britannique, on a déjà percé, en guise de réglages, 100 mètres de l'un des trois « tubes » (celui du tunnel de service), qui relieront les deux rives de la Manche. Du côté français, on s'apprête à débarquer, en provenance des États-Unis, le premier des tunneliers qui commencent, vers le 1^{er} mars, à ronger la craie « blanche », à la cadence de 500 mètres par mois après une période de mise au point. Le président de la République française devrait visiter le 28 janvier, le chantier ouvert à Sangatte (Pas-de-Calais). La mise en service est prévue pour le printemps 1993.

A cette occasion, M. André Béraud, coprésident de la société concessionnaire Eurotunnel, a tenu à faire le point, le 20 janvier, sur l'état d'avancement du tunnel dont il a la charge. En matière financière, « nous avons réussi », a-t-il déclaré, « à séduire environ 312 000 particuliers, qui ont acheté des titres de notre société à l'occasion de la troisième augmentation de capital. Sur le total, 200 000 se trouvent en France : ils ont souscrit 60 % de la part française, les investisseurs en prenant 20 % comme les banques. La chute du cours de l'action Eurotunnel de 35 F à 25 F environ n'a rien de surprenant ; elle correspond à la chute de la Bourse et ramène le prix de l'action au niveau du prix d'émission de notre deuxième tranche, en octobre 1986. Le cours remontera au rythme des travaux ».

1 500 figurants

D'ores et déjà, les retombées économiques pour la région Nord-Pas-de-Calais sont tangibles. 1 150 personnes travaillent sur le site et, à la fin de cette année, 2 900 salariés s'y activeront, dont 62 % viendront du bassin d'emploi du littoral. Du point de vue des commandes, on évalue à 60 % la part que l'industrie nationale a reçue des 1 348 millions de francs

de commandes passées par la partie française d'Eurotunnel.

Eurotunnel vient de transmettre à la commission intergouvernementale et à la commission de sécurité les tests de sécurité qu'elle a fait réaliser sur les maquettes des navettes qui circuleront dans le tunnel. La firme de Dietrich a procédé à Reichshausen (Bav-Rhin) à des exercices d'évacuation dans la fumée et au milieu d'explosions, avec le concours de quinze cents figurants représentant de toutes les catégories d'usagers potentiels. Cette foule a reflété dans la maquette en bon ordre et dans les temps impartis. Un test similaire a été réalisé au Centre d'études et de recherche des charbonnages (CERCHA) où des automobiles ont été volontairement incendiées pour étudier comment se propage en milieu confiné un sinistre alimenté par des carburants.

Toutes ces études permettront de préciser, dans les prochaines semaines, le cahier des charges qu'Eurotunnel imposera au constructeur des navettes. L'appel d'offres pour la fabrication des prototypes devrait être lancé avant la fin du mois de juin prochain.

ALAIN FAUJAS.

● La compagnie Ansett renonce à piloter ses Airbus à trois. — Le secrétaire de l'association australienne des mécaniciens navigants a confirmé que la compagnie Ansett avait renoncé à faire piloter un équipage à trois les neuf Airbus A-320 qu'elle avait commandés et qui lui seront livrés à partir du mois de septembre. Les pilotes de la compagnie australienne étaient prêts à faire grève pour s'opposer à la venue d'un troisième homme, le mécanicien, dans le cockpit de cet avion conçu pour deux navigants seulement. Les négociations se poursuivent entre la direction et le syndicat pour garantir un emploi aux mécaniciens sur d'autres types d'avions. Les syndicats des navigants d'Air Inter sont donc les seuls au monde à refuser un pilotage à deux de l'A-320, vendu déjà à quatre cent quatre-vingt exemplaires environ. (AFP).

STAGES INTENSIFS

ANGLETERRE ALLEMAGNE

36 à 60 heures de cours

Février/Mars/Avril

5^e à première

Spécial Bac/Spécial Prépa.

Toute l'année :

étudiants, adultes

Documentation gratuite :

EUROLANGUES

35, bd des Capucines

75002 PARIS

Tél. (1) 42 61 53 35

La communication n'est pas une fin en soi.

C'est un outil de management. Les relations avec la presse, l'image, la communication interne, la communication externe, les colloques, les événements, sont des moyens au service des objectifs de votre entreprise. Il y faut de la rigueur dans la démarche, de l'imagination dans la conception, la fiabilité d'une grande organisation dans l'exécution. Nous savons accompagner les grands managers qui débutent dans la communication. Nous savons conduire à l'excellence ceux qui communiquent déjà.

BERNARD KRIEF COMMUNICATION

(Publité)

ZAC DE BELLEVILLE

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Pour la cession du terrain et des droits de construire d'environ 7 000 m² HO DE LOGEMENTS ET COMMERCE plus les parkings.

A réaliser en accession à la propriété (PCA ou non aidée) 76 à 86, boulevard de Belleville, 75020 PARIS

Les dossiers peuvent être retirés contre 1 000 F jusqu'au 15 février 1988 auprès de la : SO.RE.NO.BEL. 66-68, rue du Dessous-des-Berges 75013 PARIS. Téléphone : 45-84-14-25.

115, RUE DU BAC 75007 PARIS - TÉL. 45.44.38.29

هكذا من الاجل

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la Place.

هكذا من الاول

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Calme précaire en Cisjordanie et à Gaza. 4 Yémén du Sud : sécurité et reconstruction. 5 La négociation en vue d'un règlement du conflit cambodgien. 6 États-Unis : nouveaux ennemis pour Gary Hart.	8 La préparation de l'élection présidentielle. 9 Le financement des campagnes.	10 Au procès d'Action directe, la défense dans toutes les audiences. - SPORTS : le rallye Paris-Alger-Dakar. 11 La conférence des Prix Nobel à Paris : un entretien avec Claude Simon.	21 La reprise de l'humaine, de Marcel Lherbier. 22 Venet et Arman, sculpteurs d'opéras. 12 COMMUNICATION : M. Maxwell entretient le mystère sur ses intentions en France.	28 Les marchés financiers totalement désorientés. 31 L'OPA sur la Société générale de Belgique : la bataille boursière se double d'une bataille juridique. 32-33 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 12 Carnet 25 Météorologie 24 Bulletin d'enseignement 24 Mots croisés 25 Loterie nationale, Loto 26 Spectacles 23	● En direct : l'arrivée du Paris-Dakar, SPO. ● Surveillez votre portefeuille ! BOURSE. ● Gagnez un séjour de mise en forme à Evian. JEUX Actualité, Culture, Sport. 36-15 tapez LEMONDE La Librairie du Monde 36-16 + LM16

M. Balladur envisage de sanctionner les entreprises publiques qui ont spéculé

Le ministère des finances envisage de réduire les dotations en capital des entreprises publiques qui ont perdu de l'argent sur le MATIF (marché à terme des instruments financiers). Les services de M. Balladur examinent actuellement les comptes des entreprises publiques qui ont risqué « sans nécessité » des fonds sur le MATIF et n'excluent pas de réduire les dotations en capital demandées par ces entreprises à hauteur des pertes enregistrées.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 21 janvier

Fort baisse

Le mouvement de baisse amorcé lundi n'en finit plus. L'indicateur de séance, après avoir perdu - 3,62 % à l'ouverture, revenait à - 2,94 % en séance. A la hausse, on ne notait que quatre valeurs : Esso (+4,80 %), Ball Equipment (+1,15 %), Midland (+0,6 %), Interbail (+0,1 %) et Pechelbronn (+0,1 %). En baisse figuraient Alpi (-8,9 %), Via Banque (-8,9 %), Gaz et eaux (-8,2 %), SFIM (-8,1 %), Inter-technique (-8 %), La Redoute (-7,9 %) et Comptoirs modernes (-7,3 %).

Valeurs françaises	Coté	Première	Dernière
Alpi	289 10	286 80	278
Agence Ventes	382	382	375
Al Lipide S.T.	440	411	431
Banque (S.A.)	1805	1771	1800
Bouygues	798	743	762
Camille	4100	3800	3880
Chargers S.A.	620	608	613
Club Méditerranée	.....	.....	.....
Esso (S.A.)	.....	.....	.....
ELF-Aquitaine	.....	.....	.....
Emile	.....	.....	.....
Lafarge-Capelle	.....	.....	.....
Lycens des Essais	1058	.....	.....
Midland	158	150	155
Médoc (S.A.)	1520	1481	1485
Mich-Henry	628	588	595
Oréal (S.A.)	.....	.....	.....
Perron-Financ	.....	.....	.....
Pigeon S.A.	399 10	388	394
Saint-Gobain	.....	.....	.....
Sareil	.....	.....	.....
Sources Pénar	527	527	517
Thomson S.F.	.....	.....	.....
Tout-C.F.R.	.....	.....	.....
Yule	362	354	355

Le numéro du « Monde » daté 21 janvier 1988 a été tiré à 509 728 exemplaires

Au Paradis des SOUDES
du 21 janvier au 6 février
RUE DE PARADIS (Paris 10°)
25 boutiques vous accueillent
Porcelaine - Cristal - Orfèvrerie

L'ASIE de A à Z
à partir de **4400 F**
Tarif Paris Bangkok au 1/01/88
LE GUIDE DU VOYAGE EN ASIE
est paru (et il est gratuit) ; de L'INDE au JAPON, tout sur :
• Les tarifs aériens à prix réduit.
• Les séjours de loisir ou d'affaires.
• Les circuits individuels à la carte.
• Les expéditions ou trekings.
• Les locations de voitures.
• Des renseignements pratiques.
Envoyez votre brochure contre 10 F en timbres.
PACIFIC HOLIDAYS : 45.41.52.58
34, av. General-Lederc, 75014 Paris - M° Mouton-Duvernet.

La campagne présidentielle

M. Chirac reproche à M. Mitterrand de « prendre les Français pour des bœufs »

M. Jacques Chirac, invité le jeudi matin 21 janvier des élèves HEC pour un petit-déjeuner, a de nouveau estimé que « François Mitterrand serait bien inspiré de donner une réponse rapidement » à la question de son éventuelle candidature à l'élection présidentielle. « Une élection présidentielle est une affaire importante », a déclaré M. Chirac. Dans l'opposition, on est devant un grand point d'interrogation. C'est une espèce d'escamotage.

« M. Barre a utilisé le mot, j'y souscris pleinement — du débat démocratique. »

M. Chirac a ajouté : « Il faut dire ce qu'on propose, et avec qui et comment on veut gouverner. On ne peut pas laisser les Français dans l'incertitude et les prendre pour des bœufs — ou du moins pour des bœufs qui ne voient pas la lumière. »

Interrogé, d'autre part, sur sa conception du référendum, M. Chirac a indiqué qu'il est « favorable à la pratique raisonnable » de cette procédure. « Je regrette qu'il n'y en ait plus depuis longtemps, a-t-il dit. Je suis favorable à son élargissement, mais non à ce qu'on essaie de modifier la Constitution. »

M. Chirac s'est démarqué fermement de « ceux qui considèrent que le chômage est une fatalité ». « Nous sommes dans une période d'adaptation », a-t-il souligné, en rappelant que dans son histoire la France avait déjà connu « des périodes où des modifications technologiques ont conduit au chômage qui a été résolu ». « Nous ne connaissons pas la moitié des emplois de l'an 2000 », a observé M. Chirac.

Le premier ministre s'est refusé également à tout pessimisme en ce

qui concerne la situation monétaire et financière internationale. Tout en jugeant qu'il n'est « pas convenable de la part des Américains de laisser se développer une espèce de protectionnisme sournois par le biais de la baisse de leur monnaie... »

M. Chirac estime que les décisions prises par les Sept « permettent de penser que nous sortirons de cette crise ». « Le pire n'est pas certain, a-t-il dit, la preuve c'est qu'il n'arrive pas ».

M. Chirac a précisé enfin quelques-unes des grandes lignes de ses propositions en matière de formation : il a souligné notamment « la nécessité de lutter contre une sous-scolarisation et un échec scolaire trop important » et de faire en sorte que « la formation soit considérée comme une donnée permanente dans la vie de l'homme ».

La mort du baron Philippe de Rothschild

Le poète vigneron

En quittant la vie à quatre-vingt-six ans, mercredi 20 janvier 1988, à son domicile parisien, le baron Philippe de Rothschild a mis fin à l'une des carrières les plus originales du siècle, celle de « poète vigneron », comme il aimait le dire. Certes, « dans tout ce que j'ai fait, Mouton (son célèbre château, premier cru classé du Médoc) est toujours passé en premier », mais ce diable d'homme aura touché à tout : science, théâtre, littérature, course automobile, voile. « J'aime travailler dur », déclarait-il à la télévision française en 1984, et j'aime aussi le plaisir, le plus grand étant, naturellement, donné par les femmes. »

Philippe de Rothschild était né à Paris en 1902, fils d'un père médecin et inventeur, qui descendait d'un des cinq Rothschild d'origine, fait baron autrichien en 1822, et consacra une bonne part de son héritage à fonder deux hôpitaux, qui existent toujours. Après une éducation à moitié britannique, Philippe obtint un doctorat en sciences, et, en 1922, à l'âge de vingt ans, prend goût brusquement à la rénovation du château mouton-rothschild, deuxième cru classé du Médoc, en Bordelais, que son arrière-grand-père, Nathaniel, avait acheté en 1853 sous le nom de Branc-Mouton. La vue de ce « domaine délabré, enfoui dans un hameau bousé, piteux état inchangé depuis des siècles, le Moyen Âge, comme le reste du Médoc, l'avait plongé dans l'indignation » (le Monde du 28 décembre 1981).

Il commence alors un long combat pour l'amélioration de la qualité et la promotion du vin de « Mouton ». Il sera l'un des premiers, à Bordeaux, à pratiquer la mise en bouteille au château, dès 1924, au lieu d'en confier le soin aux grandes maisons de négoce. C'est cette année-là, également, qu'il décide de faire dessiner l'étiquette de ses bouteilles chaque année par un artiste différent, petits chefs d'œuvre de Jean Cocteau, Marie Laurencin, Léonor Fini, Salvador Dali (1958), Marc Chagall (1970), Pablo Picasso (1973), Andy Warhol.

Gaïty et Romaines au théâtre

Parallèlement, il s'intéresse au théâtre, écrivant des pièces et surtout, construisant, avec son père, le théâtre Pigalle, qu'il dirige lui-même de 1928 à 1935, avec une réputation d'« avant-garde ». Très lié avec le « cartel des quatre » (Gaston Baty, Charles Dullin, Louis Jouvet et Sacha Pitoëff), il produit Sacha Guitry, Jules Romaines (Donogoo Tonka) et en 1932, l'un des premiers films parlant français « Lac aux dames », tiré du roman de Vicki Baum, sur scénario de Colette, mise en scène de Marc Allégret et musique de Georges Auric. Sa culture franco-britannique le porte vers les poètes et dramaturges élisabéthains, dont il devient un spécialiste reconnu, notamment avec la traduction du Faust de Marlowe. Installé à Mouton, il adorait recevoir ses visiteurs dans un grand lit d'apparat jusqu'au déjeuner, en chemise et jabot de dentelle ou en robe de chambre damassée, arbitrant, notamment des querelles érudites sur le langage du seizième et du début du dix-septième siècle.

« Sportsman » de classe, il n'hésita pas à prendre le volant de bolides de course Bugatti, se plaçant dans les trois premiers au Grand Prix de Monaco et au Vingt-Quatre Heures du Mans. Fin régatier, le baron Philippe remporta aussi deux coupes de France sur 8 mètres jauge internationale.

● Décision en février pour l'autoroute A 14. — M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, tranchera entre les projets d'autoroute A 14, dans la traversée de la forêt de Saint-Germain, au retour d'un voyage officiel en Chine, c'est-à-dire en février. Les trois projets en lice sont Villaxpress (SPE-Batignolles), Autorit (GTM-Entreposé) et le projet de l'association SAPN-Bouygues.

L'ATREILLE
SON HAYON
GRAND TAILLEUR
Couture « CREATION », 3 essayages
en Janvier, le costume 5500 F
62 rue St André-des-Arts 6°
Tel: 43.29.44.10
— PARKING ATTENDU A NOS MAGASINS

A B C D E F G

Sur le vif

A don égal...

Vous connaissez mon amie Deborah ? Oh, désolée, je croyais vous l'avoir déjà présentée. C'est une Américaine, prof à Berkeley, un brave petit soldat, en guerre contre toutes les injustices, toutes les inégalités. Là, elle est de passage à Paris, elle est de passage à Paris, elle débarque, Jean déchiré, parka, sac à dos, et elle attaque, balle en tête.

Qu'est-ce que l'attende pour dénoncer le scandale des dons d'ovule ? Ils en parlent encore l'autre jour dans le *Herakl Tribune*.

— J'ai pas lu, mais, bon, je vois pas ce que ça a de choquant. Une nana traitée aux hormones en fabrique une bonne demi-douzaine, des ovules. On les sature. On lui en remet deux, trois, fécondés in vitro, dans le ballon, et les autres, on les refait à une femme stérile ; où est le problème ?

— Ici, je sais pas, mais, aux États-Unis, pas question de le targuer comme ça, son reb d'ovule. On se le met au congélateur, bien au froid, des fois qu'on aurait une petite faim de maternité plus tard. Résultat, si t'es les trompes bouchées, met-

tons, dans la plupart des centres de fécondation artificielle, ta donneuse, tu l'arrêteras toi-même, une copine ou une volontaire souvent recrutée par voie d'annonce.

— Et alors ? Si elles sont d'accord, les filles... Non, mais tu te rends pas compte ! D'accord ou pas d'accord, ça implique des piqûres, des prises de sang, une anesthésie, tout un bazar... Pour pas un rond. Sous prétexte que ça pourrait inciter les fabricantes d'ovules à ouvrir un petit commerce, c'est à peine si on les incrimine. C'est du système caractéristique.

— Quel ?

— Enfin, réfléchis ! Un mec, son sperme, ça lui coûte vraiment rien de s'en séparer, il a l'habitude, il aime assez. Là, c'est tout profit. Au docteur, il doit casquer et au labo il est payé 50 dollars le... don. Décidément, c'est toujours pareil : les femmes travaillent plus et gagnent moins que les hommes. Tiens, signe-là, une pétition : à qualification égale, salaire égal.

CLAUDE SARRAUTE.

Avant ses essais au printemps

Le missile Hadès aurait une portée accrue

Selon des indiscretions d'état-major, des calculs préliminaires évaluant, avant essais, les performances du missile nucléaire stratégique Hadès, qui doit équiper les forces françaises à partir de 1992, font état d'une portée de l'ordre de 480 kilomètres, au lieu des 350 primitivement annoncées. Le missile Hadès doit remplacer le Pluton, qui est en service dans cinq régiments d'artillerie nucléaire.

C'est au printemps prochain que devraient commencer les premières expérimentations en vraie grandeur, sans la charge explosive, du missile sol-sol Hadès.

Par rapport au missile Pluton, monté à un seul exemplaire sur le châssis chenillé d'un char AMX-30, le missile Hadès devrait être rendu plus mobile : il sera embarqué, à raison de deux exemplaires, à bord d'un semi-remorque banalisé à roues, qui sert également de rampe de lancement. Le véhicule directeur, et donc lanceur, est autonome. Cependant, les régiments Hadès pourraient être intégrés au sein d'une même division, à la différence des unités Pluton, qui sont affectées à chacun des trois corps d'armée.

La division Hadès disposerait de ses propres moyens de transmissions, dont la réalisation serait confiée à la société Thomson sur le modèle du système RITA, déjà destiné à l'ensemble du corps de bataille de l'armée de terre.

L'engagement éventuel de la division Hadès se ferait sur l'ordre du

chef de l'Etat, comme pour toutes les armes nucléaires, stratégiques et préstratégiques, de la panoplie française de dissuasion. Parmi les charges explosives qui armeraient le missile Hadès, il est question de lui réserver un certain nombre de « munitions » neutrones, si le gouvernement décidait de fabriquer en série des têtes à rayonnements renforcés, plus communément appelées bombes à neutrons.

Avant même les essais de ce missile, attendus pour le printemps prochain au centre des Landes, et compte tenu des caractéristiques de sa propulsion, des évaluations de performances font état d'une portée préliminaire de 80 kilomètres à 480 kilomètres, selon l'effet militaire recherché sur le terrain, alors que la distance attribuée au Pluton va de 40 kilomètres à 120 kilomètres. A l'origine, les états-majors avaient annoncé une portée maximale de 250 kilomètres pour le Hadès et c'est du temps de M. Charles Hernu au ministère de la défense que la distance de 350 kilomètres fut retenue en définitive et fixée comme objectif aux techniciens du missile.

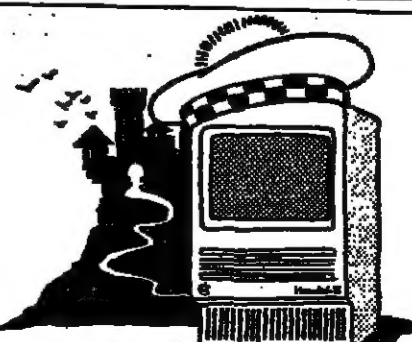
Les spéculations autour des performances du Hadès n'intéressent pas les seuls experts en balistique. Elles concernent, aussi, les militaires et, avec eux, les responsables politiques qui méditent sur la sécurité européenne.

J.L.

SCIENCES & TECHNOLOGIES
1^{er} mensuel de l'actualité et de prévision technologique.
No 1 : Groupe L'Événement du Jeudi
INNOVATION, R&D, START-UP : CE QUE LE KRACH VA CHANGER !
30 F. EN KIOSQUE - 15 RUE FENELON, 75010 PARIS - TÉL. (1) 48.78.11.00

MON ROYAUME POUR CE PRIX-LÀ !

16 990 FHT
Macintosh Plus
et disque dur 20 M.o.
compatible 20150,14 FHTC



INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières
26, rue du Renard Paris 4° • 42 72.26.26
64, av. du Prado Marseille 6° • 91 37.25.03